

**CONSEIL COMMUNAL DU / GEMEENTERAAD VAN 20.02.2014**

- Présents :** Joël Riguelle, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;  
**Aanwezig :** Jean-Marie Colot, *1er Échevin/1e Schepen* ;  
Michaël Vander Mynsbrugge, Stéphane Tellier, Marc Vande Weyer, Pierre Tempelhof, Agnès Vanden Bremt, *Échevins/Schepenen* ;  
Marc Hermans, Monique Dupont, Peter Decabooter, Christian Boucq, Marc Ghilbert, Marie Kunsch, Fatiha Metioui-Amanzou, Nadine De Buck, Chantal Dubocage, Saïd Chibani, Ndongo Diop, Vincent Lurquin, Yonnec Polet, Véronique Bruyninckx, Katia Van den Broucke, Nathalie Migeotte, Nicolas Stassen, Valérie Lambot, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Philippe Rossignol, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris* .  
**Excusés :** Vincent Riga, *Échevin/Schepen* ;  
**Verontschuldigd :** Luc Demullier, *Conseiller communal/Gemeenteraadslid* ;  
Jean-François Culot, *Président du CPAS/Voorzitter van het OCMW*.

**LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 20:14**  
**DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 20:14**

Le Conseil communal observe une minute de silence en commémoration des victimes de la catastrophe du Hunderenveld il y a 20 ans.

De Gemeenteraad houdt een minuut stilte ter nagedachtenis van de slachtoffers van de Hunderenveldramp 20 jaar geleden.

20.02.2014/A/001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23 janvier 2014 - Approbation**  
Madame LAMBOT a introduit l'amendement suivant concernant le point 14 "Courriel du 17.01.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant la lutte contre la pauvreté à Berchem-Sainte-Agathe": Madame LAMBOT propose d'ajouter le texte suivant: "*En réponse à la question spécifique de la Conseillère relative à la mise en place sur notre Commune d'un achat groupé d'énergie, le Collège des Bourgmestre et Echevins répond qu'il met le projet à l'étude.*"

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23.01.2014 est approuvé avec l'amendement à l'unanimité des voix.

---

**Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 23 januari 2014 - Goedkeuring**  
Mevrouw LAMBOT heeft volgend amendement ingediend betreffende het punt 14 "E-mail van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de strijd tegen de armoede in Sint-Agatha-Berchem": Mevrouw LAMBOT stelt voor om de volgende tekst toe te voegen: "*In antwoord op de specifieke vraag van het Gemeenteraadslid met betrekking tot het opstellen van een gemeenschappelijke groepsaankoop van energie, antwoordt het College van Burgemeester en Schepenen dat het project ter studie zal worden genomen.*"

Het proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 23.01.2014 wordt met het amendement goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

---

20.02.2014/A/002 **Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des**

**articles 234§3 et 236§2 de la Nouvelle Loi Communale - Communication**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 234 § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 et article 236§2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon l'article 26§1, 1<sup>o</sup>a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

**EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:**

- Ecole Openveld – Rénovation des abords – Travaux complémentaires pour un montant de € 8.090,06 (TVAC) – Article 701/724-60 BEO - Application de l'article 236, al. 2 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 11.02.2014
- Maison communale – Rénovation de la chaufferie - Montant estimé: € 46.285,70 (HTVA) ou € 56.005,70 (21% TVAC) - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Article 124/724-60 BEO - Application de l'article 234, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale – Collège du 11.02.2014

---

**Overheidsopdrachten opgestart door het College van Burgemeester en Schepenen krachtens artikelen 234§3 en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006 en artikel 236§2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26§1, 1<sup>o</sup> a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:**

- Openveldschool – Renovatie buitenomgeving – Bijkomende werken voor een bedrag van € 8.090,06 (BTWI) – Artikel 701/724-60 BGB – Toepassing van artikel 236, al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 11.02.2014
- Gemeentehuis - Renovatie van de stookplaats - Geraamd bedrag: € 46.285,70 (excl. BTW) of € 56.005,70 (21% BTWI) - Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en uit te nodigen firma's – Artikel 124/724-60 BGB - Toepassing van artikel 234, al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet – College van 11.02.2014

*Agnès Vanden Bremt entre en séance à 20h22 / Agnès Vanden Bremt treedt in zitting om 20u22.*

## LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil communal du 20.06.2013 portant modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal;

Vu l'article 12bis al.1er et 3 de la Nouvelle loi communale qui prévoit que *"Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par une personne de confiance choisie parmi les électeurs de la commune qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui n'est pas membre du personnel communal ni du personnel du centre public d'aide sociale de la commune concernée. (...)*

*Lorsqu'elle fournit cette assistance, la personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception de jetons de présence."*

Attendu que conformément à cet article, une personne de confiance a été désignée lors du Conseil communal du 01.12.2012 et dispose, lorsqu'elle fournit cette assistance, des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception de jetons de présence ;

Considérant que le Gouvernement de la Région bruxelloise n'a pas arrêté les types de handicaps donnant droit à l'assistance du conseiller par une personne spécialement qualifiée;

Vu le courrier du Ministère de la Région bruxelloise reçu le 10.12.2013 indiquant que l'autorité de tutelle n'a pas d'objection à ce que deux personnes de confiance se relaient pour assister le Conseiller communal handicapé pendant une même séance du Conseil communal;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal en conséquence afin de notamment prévoir une disposition réglant la question du jeton de présence de ces personnes de confiance dans cette situation spécifique;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal est modifié comme suit:  
(pour la compréhension du texte, il faut entendre par le "conseil" le "conseil communal", par le "collège" le "collège des bourgmestre et échevins", par les "membres" les "membres du conseil")

### Préambule:

Le conseiller qui, en raison d'un handicap, ne peut exercer seul son mandat peut, pour la durée et l'accomplissement de ce mandat, se faire assister par deux personnes de confiance qui se relaient pendant une même séance du Conseil communal, des Sections ou de Commission du Conseil. Chaque personne de confiance est choisie parmi les électeurs de la commune qui satisfont aux conditions d'éligibilité pour le mandat de conseiller communal, et qui ne sont pas membres du personnel communal ni du personnel du centre public d'aide sociale de la commune concernée.

Lorsqu'elle fournit cette assistance, chaque personne de confiance est soumise aux mêmes obligations et dispose des mêmes moyens que le conseiller, en ce compris la perception du jeton de présence.

## Section 1 : Fréquence des réunions du conseil

### Article 1

Le conseil se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois l'an en séance publique.

## Section 2 : Compétence de décider que le conseil se réunira

### Article 2

Sans préjudice des articles 3 et 4, la compétence de décider que le conseil se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège.

Avant d'entrer en séance, les membres ainsi que chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance signent une liste de présence. Cette liste est arrêtée par le président. Les noms des membres du conseil signataires sont mentionnés au procès-verbal.

### Article 3

Lors d'une de ses réunions, le conseil peut décider à la majorité absolue des membres présents que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

### Article 4

A la demande d'un tiers des membres du conseil en fonction, le collège est tenu de convoquer aux jour et heure indiqués par ces membres.

## Section 3 : Compétence de décider de l'ordre du jour

### Article 5

Sans préjudice des articles 6 et 7, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil appartient au collège.

### Article 6

Lorsque le collège convoque le conseil sur la demande d'un tiers de ses membres, l'ordre du jour reprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

### Article 7

Tout membre du conseil peut déposer l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil étant entendu:

- a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace par courrier ou par courriel électronique à l'adresse [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be), au moins 5 jours francs avant la réunion du conseil;
- b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil.

Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai.

Le bourgmestre, ou celui qui le remplace, transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil à ses membres et aux personnes de confiance désignées conformément l'article 12bis de la Nouvelle loi communale par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance.

#### Section 4 : Publicité des séances

##### Article 8

Sans préjudice des articles 9 et 10, les réunions du conseil sont publiques.

##### Article 9

Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

##### Article 10

La réunion du conseil n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes. Il s'agit de "questions de personnes" lorsqu'il s'agit de personnes autres que les membres du conseil ou de la vie privée des membres du conseil et du secrétaire.

Dès qu'une question de personne est soulevée, le président prononce immédiatement le huis clos.

##### Article 11

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue uniquement à cette fin.

#### Section 5 : Délais

##### Article 12

La convocation du conseil se fait par courrier électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale.

Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil se fait au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Dans les cas d'urgence, la décision de déroger à ce délai doit être motivée.

Le délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil, dont il est question à l'art. 90, al. 3 de la Nouvelle Loi Communale.

#### Section 6 : Mise à disposition des dossiers

##### Article 13

Sans préjudice de l'art. 17, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil, toutes les pièces se rapportant à ce point sont mises à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale via l'application informatique dédiée à cet effet, ce dès l'envoi de l'ordre du jour. Les pièces qui ne peuvent pas être digitalisées sont mises à la disposition des membres du conseil sans déplacement des pièces, pendant les heures d'ouverture du secrétariat, ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

##### Article 14

Pendant les heures de service, les fonctionnaires communaux désignés par le secrétaire fournissent aux membres du conseil qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant aux dossiers dont il est question à l'art. 13.

Les membres conviennent des jour et heure avec le secrétaire.

##### Article 15

Au plus tard quatorze jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque membre du conseil et aux personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale un exemplaire du projet de budget, du projet de la modification budgétaire ou des comptes sous format papier ou sur support informatique.

Le projet du budget ou les comptes sont accompagnés d'un rapport qui comporte une synthèse du projet.

Avant que le conseil délibère, un membre du collège commente le contenu du rapport.

#### Article 16

Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal.

Ce plan triennal se compose des documents suivants:

1° une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années;

2° un plan de gestion qui traduit budgétairement la note d'orientation, sous forme d'estimations et de perspectives.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'art. 112 de la Nouvelle loi communale.

#### Section 7 : Information de la presse et des habitants

##### Article 17

Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil sont portés à la connaissance du public au moins par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux prévus aux art. 7, 13 et 15, relatifs à la convocation du conseil.

L'affiche ne comprend pas les points qui doivent être discutés à huis clos.

##### Article 18

La presse recevra, après en avoir fait la demande par écrit, l'ordre du jour des réunions publiques du conseil. Quelques exemplaires seront mis à la disposition des intéressés.

Chaque habitant de la commune peut, à sa demande, moyennant paiement d'une redevance fixée par le conseil, obtenir un abonnement annuel pour recevoir les ordres du jour des séances publiques du conseil communal en version papier. Cette redevance couvre les frais d'envoi par la poste et l'impression. Chaque habitant peut obtenir gratuitement un ordre du jour de la séance publique du conseil communal en version papier au secrétariat communal.

#### Section 8 : Présidence

##### Article 19

La compétence de présider les réunions du conseil appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

#### Section 9 : compétence d'ouvrir et de clore les réunions

##### Article 20

La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil appartient au président. La

compétence de clore les réunions du conseil comporte celle de les suspendre.

#### Article 21

Le président doit ouvrir les réunions du conseil à l'heure fixée par la convocation.

#### Article 22

Lorsque le président a clos une réunion du conseil :

- a) le conseil ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être réouverte.

### Section 10 : Quorum requis

#### Article 23

Sans préjudice de l'article 90 al. 2, de la Nouvelle Loi Communale, le conseil ne peut prendre de décisions si la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente. Les personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du quorum.

Lorsque, un quart d'heure après l'heure fixée par la convocation, la majorité des membres en fonction n'est pas présente, le président constate que la réunion ne peut avoir lieu.

Le président clôt alors immédiatement la séance.

Il en est de même si en cours de séance le quorum n'est plus atteint.

### Section 11 : Police des réunions

#### Article 24

La police des réunions du conseil appartient au président.

Le président peut charger le secrétaire de faire enregistrer les débats et les votes exprimés en séance publique.

Pendant la réunion du conseil, il est interdit, sauf autorisation expresse du président, de faire usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images. Pendant la durée de la séance, le public garde le silence.

#### Article 25

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire, tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou incitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police.

#### Article 26

A l'égard des membres du conseil, le président intervient:

- en accordant la parole, en la retirant au membre qui persiste à s'écarter du sujet;
- en retirant la parole au membre qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, et après lui en avoir donné l'avertissement, en l'excluant de la réunion, en suspendant la réunion ou en la levant.

#### Article 27

Pour chaque point de l'ordre du jour:

- le président commente ou invite un échevin à le commenter;
- accorde la parole aux membres qui la demandent;
- clôt la discussion;
- met l'objet aux voix, le vote portant d'abord sur l'amendement éventuel déposé au secrétariat communal par un membre du conseil par courrier ou par courriel électronique

à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h, puis sur l'objet lui-même. Les amendements oraux ne sont pas autorisés.

Le président invite le conseiller qui a présenté un point à l'ordre du jour à le commenter. Les membres du conseil ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point à l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Lorsque le conseil a décidé d'entendre des experts ou lorsque le président du CPAS est tenu de fournir des explications, le président détermine l'ordre d'intervention.

#### Article 28

Sont considérés comme troublant l'ordre, les membres:

- qui prennent la parole sans l'avoir obtenue;
- qui la conservent quand elle leur a été retirée;
- qui interrompent un autre membre.

Toute injure, toute parole offensante, toute allusion personnelle, sont réputés violation de l'ordre.

Tout membre du conseil qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel est maintenu ou retiré.

#### Section 12 : Points non inscrits à l'ordre du jour

##### Article 29

Un point non inscrit à l'ordre du jour ne peut être traité, sauf cas d'urgence.

L'urgence est déclarée par les deux-tiers des membres présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal.

#### Section 13 : validité des votes - nombre

##### Article 30

Les décisions (autres que nominations et présentations de candidats) sont prises à la majorité absolue des suffrages, les abstentions n'intervenant pas en cas de vote à haute voix, les bulletins nuls et blancs en cas de scrutin secret.

En cas de partage, la proposition est rejetée

##### Article 31

En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

#### Section 14 : Le vote public ou scrutin secret

##### Article 32

Sans préjudice de l'article 33, le vote est public.

##### Article 33

Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité,



les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité absolue des voix.

#### Section 15 : Le vote public

##### Article 34

Lorsque le vote est public, les membres du conseil votent à haute voix par oui, non ou abstention.

##### Article 35

Au début de chaque séance, le président tire au sort le nom du membre qui votera le premier. Si le conseiller est absent, le président recommence le tirage. Le président vote en dernier lieu.

##### Article 36

Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

#### Section 16 : Nominations, présentations de candidats

##### Article 37

Il est effectué un scrutin particulier pour chaque vote nominatif. Les candidatures pour chaque nomination, approbation de nomination et présentation de candidats sont proposées par le collège. Les conseillers ont le droit de proposer leur propre candidat. Dans cette hypothèse, ils doivent déposer leur proposition par écrit par courrier ou par courriel électronique à l'adresse info@1082berchem.irisnet.be au secrétariat communal, au plus tard le jour précédant la séance du conseil avant 12h.

##### Article 38

Le bureau pour le scrutin et le dépouillement est composé du président et des deux conseillers présents les moins âgés. Le secrétaire communal tient note des membres votant à chaque scrutin.

##### Article 39

Le nombre de bulletins est vérifié avant la distribution et avant le dépouillement. Sur chaque bulletin de vote sera mentionné le ou les noms du ou des candidats. Si le nombre de bulletins recueillis n'est pas égal à celui des votants, le scrutin est annulé et le conseil est appelé à voter de nouveau.

Chaque nomination, approbation ou présentation doit être réglée dans une seule et même séance.

#### Section 17 : Le procès-verbal

##### Article 40

Le procès-verbal des réunions reprend tous les objets mis en discussion ainsi que les décisions ou la suite y réservée.

##### Article 41

Le projet de procès-verbal de la séance précédente est mis à la disposition des membres du conseil et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale via l'application informatique dédiée à cet effet, et ce dès l'envoi de l'ordre du jour.

#### Section 18 : L'approbation du procès-verbal

#### Article 42

Il n'est pas donné lecture du procès-verbal.

#### Article 43

Tout membre a le droit de faire par l'introduction d'un amendement des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire communal.

#### Article 44

Une fois adopté et signé par le président et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

### Section 19 : Les sections réunies du Conseil communal

#### Article 45

Le conseil peut se réunir en sections réunies sous la présidence du bourgmestre ou de celui qui le remplace pour préparer les discussions sur les points à l'ordre du jour du Conseil communal.

#### Article 46

Les sections réunies sont réunies sur convocation de leur président par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale et se tiennent quel que soit le nombre des membres présents. Le secrétariat est assuré par le secrétaire communal ou par le fonctionnaire désigné par lui.

#### Article 47

Les sections réunies ne sont pas publiques. Toutefois, des experts ou des fonctionnaires peuvent être entendus.

### Section 20 : Des Commissions du Conseil communal

#### Article 48

Le Conseil communal peut créer, en son sein, des Commissions qui ont pour mission de préparer les discussions des séances du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent. Les Commissions du Conseil communal peuvent, en ce compris de leur propre initiative, rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du Conseil communal dans les matières dont elles s'occupent.

#### Article 49

Les mandats de membre de chaque Commission du Conseil communal sont répartis proportionnellement entre les groupes qui composent le Conseil communal. Sont considérés comme formant un groupe, les membres du Conseil qui sont élus sur une même liste ou qui sont élus sur des listes affiliées en vue de former un groupe.

#### Article 50

Les Commissions du Conseil communal sont composées de neuf membres qui sont nommés par le Conseil communal. Les mandats sont attribués selon la méthode

proportionnelle de calcul D'Hondt.

#### Article 51

Les Commissions du Conseil communal peuvent toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

#### Article 52

Chaque Commission du Conseil communal adopte son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment le mode de convocation et d'attribution de la présidence de la Commission.

### Section 21 : Des questions écrites et orales

#### Article 53

Les membres du conseil ont le droit de poser des questions écrites par courrier ou par courriel électronique à l'adresse [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be) concernant l'administration de la commune. A ces questions, il sera répondu par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale dans les 30 jours calendrier. Après avoir achevé l'ordre du jour du conseil, les conseillers peuvent poser des questions orales au collège. A ces questions, il est répondu, soit séance tenante soit à la séance suivante, ou au plus tard par écrit par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers et des personnes de confiance désignées conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale dans les 30 jours calendrier.

#### Article 54

Les questions écrites et orales visées à l'alinéa précédent et les réponses qui y sont apportées sont mises en ligne sur le site internet de la commune.

### Section 22 : Droit d'obtention de copies des actes et pièces

#### Article 55

Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil.

#### Article 56

Chaque groupe politique peut obtenir, sans frais, une copie des actes et pièces en question.

### Section 23 : Droit de visite

#### Article 57

Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège, au jour et heure que le conseiller et le membre du collège conviennent entre eux.

Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du membre du collège.

Les membres du conseil ont aussi le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés du secrétaire communal, au jour et heure qu'ils conviennent entre eux. Ils peuvent interroger les membres du personnel par l'intermédiaire du secrétaire.

### Article 58

Durant leur visite, les membres du conseil sont tenus de se comporter d'une manière passive.

### Section 24 : Jetons de présence

#### Article 59

Sans préjudice de l'article 19 de la Nouvelle Loi Communale, pour chacune des réunions du conseil, des sections réunies ou des commissions créées par le Conseil conformément à l'article 120 de la Nouvelle Loi Communale, les conseillers présents et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance perçoivent un jeton de présence. Pour ce faire, les conseillers présents et chaque personne de confiance désignée conformément à l'article 12bis de la Nouvelle loi communale qui fournit l'assistance pendant la séance signent une liste de présence qui est transmise au secrétariat communal.

Pour pouvoir bénéficier du jeton de présence dont question au présent article, les membres du Conseil communal doivent assister à l'entièreté de la réunion ou pour une durée minimale de deux heures consécutives.

### Section 25 : Droit d'interpellation des habitants de la commune à l'attention du collègue

#### Article 60

Au début de la séance du Conseil communal, après approbation du procès-verbal de la séance précédente, un temps d'interpellation d'une demi-heure maximum est réservé à l'exposé de(s) interpellation(s) des habitants de la commune.

#### Article 61

Pour être valablement introduite auprès du conseil, la demande d'interpellation doit être signée par 20 personnes, domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins. L'interpellation doit être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigé en français ou en néerlandais. Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers 3 mois ou qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe.

#### Article 62

Pour être prise en considération, la demande d'interpellation doit être introduite par écrit et signée en original à l'attention du collègue au moins 5 jours francs avant la date fixée pour la séance du conseil. Par "5 jours francs" il y a lieu d'entendre cinq jours de 24 heures, cela signifiant que le jour de réception de la proposition et celui de la réunion du conseil ne sont pas compris dans ce délai. La demande d'interpellation doit indiquer clairement l'identité de l'interpellateur (nom, adresse et numéro national), éventuellement, s'il est mandaté, le nom du groupement, de l'association, du quartier ou du club qui le mandate, l'identité des signataires (noms, adresses et numéros nationaux) ainsi qu'un bref exposé du sujet traité. Les demandes d'interpellations sont classées et numérotées par ordre de réception dans les mains du secrétaire communal ou de la personne qui le remplace.

#### Article 63

Le collège met les interpellations valablement introduites et recevables à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil dans l'ordre chronologique de réception des demandes, étant entendu que trois interpellations au maximum peuvent être inscrites à l'ordre du jour d'une même séance. La liste des demandes d'interpellation est communiquée aux membres du conseil communal avant la séance par courriel électronique à l'adresse de messagerie communale des conseillers. Le bourgmestre ou le membre du collège ayant ce point dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante. L'interpellation en ce compris le temps de réponse ne peut dépasser 10 minutes.

#### Section 26 : Dispositions finales

##### Article 64

Il sera fait référence à la Nouvelle Loi Communale pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent règlement.

##### Article 65

Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur sont abrogées.

---

#### **Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad - Wijziging**

DE RAAD,

Gezien artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 20.06.2013 houdende wijziging van het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad;

Gezien artikel 12bis al. 1 et 3 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorziet dat "*Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door een vertrouwenspersonen, gekozen uit de gemeenteraadskiezers, die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het gemeentepersoneel, noch van het personeel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de betrokken gemeente. (...)*


*Bij het verlenen van de bijstand, heeft de vertrouwenspersoon dezelfde verplichtingen en krijgt hij dezelfde middelen ter beschikking als het raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld."*

Gelet dat, overeenkomstig dit artikel, een vertrouwenspersoon aangeduid werd tijdens de Gemeenteraad van 01.12.2012 en dat deze bij het verlenen van bijstand over dezelfde middelen beschikt als een raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Gewest niet de soorten handicaps heeft vastgelegd dewelke recht geven aan het raadslid om door een specifiek opgeleide persoon te worden bijgestaan;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Gewest, ontvangen op 10.12.2013, waarin staat de de toezichthoudende overheid geen bezwaar heeft tegen het feit dat er twee vertrouwenspersonen elkaar zouden afwisselen om het Gemeenteraadslid met een handicap bij te staan gedurende éénzelfde Gemeenteraadzitting;

Overwegende dat het tengevolge noodzakelijk is om het reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad aan te passen teneinde meer bepaald een beschikking te voorzien die de kwestie regelt inzake presentiegeld voor deze vertrouwenspersonen in deze specifieke situatie;



BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Het Reglement van inwendige orde van de Gemeenteraad wordt als volgt gewijzigd:  
(voor het begrip van de tekst verstaat men onder de raad = de gemeenteraad, het college = het college van burgemeester en schepenen en de leden = de leden van de gemeenteraad)

#### Preambule:

Het raadslid dat wegens een handicap niet zelfstandig zijn mandaat kan vervullen, kan zich voor de duur en de uitoefening van dit mandaat laten bijstaan door twee vertrouwenspersonen, die elkaar afwisselen tijdens éénzelfde Gemeenteraadszitting, zitting van de Verenigde Secties of van een Gemeenteraadscommissie. Iedere vertrouwenspersoon wordt gekozen uit de gemeenteraadskiezers, die aan de verkiesbaarheidsvereisten voor het mandaat van gemeenteraadslid voldoen, en die geen lid is van het gemeentepersoneel, noch van het personeel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de betrokken gemeente.

Bij het verlenen van de bijstand, heeft iedere vertrouwenspersoon dezelfde verplichtingen en krijgt hij dezelfde middelen ter beschikking als het raadslid, met inbegrip van het ontvangen van presentiegeld.

#### Sectie 1: Frequentie van de vergaderingen van de raad

##### Artikel 1

De raad vergadert zo dikwijls als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren het vereisen en minstens tienmaal per jaar in openbare zitting.

#### Sectie 2: Bevoegdheid om de raad bijeen te roepen

##### Artikel 2

Onverminderd de artikelen 3 en 4, wordt de raad bijeengeroepen op de dag en uur bepaald door het college.

Alvorens aan de vergadering deel te nemen, tekenen de leden evenals iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die tijdens de vergadering assistentie verleent, een presentielijst. Deze lijst wordt vastgesteld door de voorzitter. De namen van de aanwezige raadsleden worden in de notulen vermeld.

##### Artikel 3

Tijdens een van zijn vergaderingen kan de raad bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden beslissen om op een bepaalde dag en een bepaald uur opnieuw te vergaderen om de bespreking van een niet afgewerkte agenda verder te zetten.

##### Artikel 4

Op aanvraag van een derde van de in dienst zijnde leden is het college verplicht de raad bijeen te roepen op de dag en uur door deze leden bepaald.

#### Sectie 3: Bevoegdheid om te beslissen over de agenda

##### Artikel 5

Onverminderd de artikelen 6 en 7, wordt de agenda van de vergaderingen van de raad door het college vastgesteld.

#### Artikel 6

Indien het college de raad oproept op aanvraag van één derde van de in dienst zijnde leden, dan wordt voor de agenda voorrang gegeven aan de vermelde punten van de aanvragers van de vergadering.

#### Artikel 7

Ieder lid van de raad kan een of meerdere bijkomende punten op de agenda plaatsen, rekening houdende:

- a) dat dit voorstel, dat niet op de agenda voorkomt, dient afgegeven te worden per brief of elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be aan de burgemeester of zijn plaatsvervanger, tenminste 5 vrije dagen vóór de gemeenteraad;
- b) dat het voorstel vergezeld is van een verklarende nota of een document geschikt om de raad in te lichten.

Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn.

De Burgemeester, of diegene die hem vervangt, verdeelt zonder termijn de bijkomende punten van de dagorde van de vergadering van de raad aan zijn leden en aan de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet per elektronische post op het gemeentelijk emailadres van de raadsleden en van de vertrouwenspersonen.

### Sectie 4: Publiciteit van de zittingen

#### Artikel 8

Onverminderd de artikelen 9 en 10, zijn de vergaderingen van de raad openbaar.

#### Artikel 9

Behalve voor de begroting, begrotingswijziging of de rekeningen, kan de gemeenteraad op vraag van een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

#### Artikel 10

De vergadering is niet openbaar als het om personen gaat.

Het gaat over personen, wanneer andere personen dan de leden van de raad of nog het privéleven van raadsleden of van de secretaris ter sprake wordt gebracht.

Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond dat de behandeling in besloten vergadering wordt verder gezet.

#### Artikel 11

Als tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering uitsluitend voor dit doel worden onderbroken.

### Sectie 5: Termijnen

#### Artikel 12

De bijeenroeping van de raad gebeurt per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Behalve spoedeisende gevallen, geschiedt de bijeenroeping van de raad tenminste zeven vrije dagen vóór de vergadering.

In spoedeisende gevallen zal gemotiveerd van deze oproepingsperiode worden afgeweken.

Deze termijn wordt op twee vrije dagen gebracht indien het een tweede of een derde uitnodiging betreft van de raad zoals bepaald in artikel 90, alinea 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

## Sectie 6: Ter beschikking stellen van dossiers

### Artikel 13

Zonder afbreuk te doen aan artikel 17, zal voor ieder punt van de agenda van de vergaderingen van de raad, alle stukken betreffende het punt, ter beschikking van de leden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet gesteld worden via de daartoe voorziene geïntegreerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping. De stukken die niet gedigitaliseerd kunnen worden, worden ter beschikking gesteld van de raadsleden zonder verplaatsing van de stukken, gedurende de openingsuren van het secretariaat, vanaf de verzending van de oproeping.

### Artikel 14

Tijdens de kantooruren, geven de door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaren de nodige technische toelichtingen betreffende de documenten die in de dossiers voorkomen waarvan sprake in art. 13.

De dag en het uur wordt overeengekomen tussen het raadslid en de secretaris.

### Artikel 15

Uiterlijk veertien vrije dagen vóór de vergadering gedurende dewelke de raad dient te beraadslagen over de begroting, begrotingswijziging of over de rekeningen, zal het college aan elk gemeenteraadslid en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet een exemplaar van het voorstel van begroting, begrotingswijziging of rekeningen op papier of via datadrager toesturen.

Het voorstel van begroting of de rekeningen zullen vergezeld worden van een verslag dat een synthese bevat van het voorstel.

Vooraleer de raad beraadslaagt, zal een lid van het college commentaar geven over de inhoud van het verslag.

### Artikel 16

Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor.

Dit driejaarlijkse plan bestaat uit de volgende documenten:

1° een oriëntatienota, die minstens de hoofdbeleidskeuzen bevat die voor de drie eerstvolgende jaren vastgesteld worden;

2° een beheersplan dat de oriëntatienota begrotingsmatig vertaalt, in de vorm van ramingen en vooruitzichten.

Dit driejaarlijkse plan wordt na goedkeuring door de gemeenteraad bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van art. 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

## Sectie 7: Informatie aan de pers en de inwoners



#### Artikel 17

De plaats, dag en uur alsook de agenda van de vergadering van de raad worden ter kennis gebracht aan het publiek minstens bij middel van aanplakking aan het gemeentehuis en door de bekendmaking ervan op de website van de gemeente, binnen dezelfde termijnen als deze voorzien in de artikelen 7, 13 en 15 inzake de bijeenroeping van de raad.

De aanplakking maakt geen melding van de punten die in besloten vergadering worden besproken.

#### Artikel 18

De pers, indien hiervoor een schriftelijke aanvraag wordt gedaan, zal de agenda bekomen van de openbare vergaderingen van de raad. Enkele exemplaren van de agenda zullen ter beschikking van het publiek worden gelegd. Iedere inwoner van de gemeente kan tegen betaling van een retributie vastgesteld door de raad een jaarlijks abonnement bekomen voor de agenda op papier van de openbare gemeenteraadszittingen. Deze retributie zal de uitgave van de verzending en afdrukken dekken. Iedere inwoner kan eveneens zonder kosten, een dagorde van de openbare zitting op papier op het gemeentesecretariaat afhalen.

### Sectie 8: Voorzitterschap

#### Artikel 19

De bevoegdheid om de raad voor te zitten komt toe aan de burgemeester of zijn wettige plaatsvervanger.

### Sectie 9: Bevoegdheid om de vergaderingen te openen en te sluiten

#### Artikel 20

De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten. De bevoegdheid om de vergaderingen te sluiten bevat ook deze om de vergadering te schorsen.

#### Artikel 21

De voorzitter opent de vergaderingen van de raad op het uur vermeld op de uitnodiging.

#### Artikel 22

Indien de voorzitter de vergadering van de raad heeft gesloten:

- a) is de gemeenteraad niet meer bevoegd om te beraadslagen;
- b) mag de raadszitting niet meer opnieuw geopend worden.

### Sectie 10: Het vereiste quorum

#### Artikel 23

Onverminderd artikel 90 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet, kan de raad geen beslissing nemen indien de meerderheid van de in dienst zijnde leden niet aanwezig is. De vertrouwenspersonen, aangeduid overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet, worden niet in rekening genomen voor het berekenen van het quorum. Indien, een kwartier na het vastgestelde uur op de uitnodiging, de meerderheid van de in functie zijnde leden niet aanwezig is, stelt de voorzitter vast dat de vergadering niet kan plaatshebben.

De voorzitter sluit onmiddellijk de zitting wanneer het quorum niet of niet meer bereikt

is.

## Sectie 11: Handhaving van de orde van de vergaderingen

### Artikel 24

De handhaving van de orde tijdens de vergadering komt toe aan de voorzitter.

De voorzitter kan de secretaris gelasten om de debatten en stemmingen van de openbare vergaderingen te laten registreren.

Tijdens de vergadering van de raad, is het verboden, behalve uitdrukkelijke toestemming van de voorzitter, om gebruik te maken van band- of beeldopnamen.

Tijdens de zitting van de raad zal het publiek de stilte bewaren.

### Artikel 25

De voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond uit de aan het publiek voorbehouden plaats iedere persoon doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opstellen tegen de overtreder met het oog op zijn verwijzing naar de politierechtbank.

### Artikel 26

Ten opzichte van de raadsleden komt de voorzitter tussen om:

- het woord te verlenen of het terug te nemen indien het lid bewust van het onderwerp afwijkt, door het punt van de agenda ter stemming te brengen;
- het woord te ontnemen van het lid dat de orde verstoort, door het lid tot de orde te roepen, en kan na verwittiging het lid uit de vergadering uitsluiten of de zitting schorsen of opheffen.

### Artikel 27

Voor ieder punt van de agenda, kan de voorzitter:

- commentaar geven of een schepen uitnodigen commentaar te geven.
- het woord verlenen aan de leden die er om vragen;
- de discussie afsluiten;
- het onderwerp ter stemming brengen, de stemming gaat eerst over de eventuele amendementen neergelegd door een gemeenteraadslid per brief of elektronische post op het e-mailadres [info@1082berchem.irisnet.be](mailto:info@1082berchem.irisnet.be) op het gemeentesecretariaat ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur, daarna over het eigenlijke onderwerp. Mondelinge amendementen zijn niet toegelaten.

De voorzitter nodigt het raadslid uit om het punt dat hij op de agenda geplaatst heeft te commentariëren.

Geen enkel raadslid mag meer dan tweemaal het woord nemen over hetzelfde onderwerp, tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Wanneer de raad beslist heeft om deskundigen te horen of wanneer de voorzitter van het OCMW gehouden is om uitleg te verschaffen, bepaalt de voorzitter de orde van tussenkomst.

### Artikel 28

Worden aanzien als storend voor de vergadering, wanneer de leden:

- het woord nemen, zonder dat het werd toegestaan;
- het woord behouden, terwijl het woord werd ontnomen;
- een ander lid onderbreekt wanneer deze het woord heeft.

Elk scheldwoord, elke beledigende uitdrukking en elke persoonlijke toespeling worden

geacht in strijd te zijn met de orde.

Elk lid dat tot de orde wordt teruggeroepen, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde gehandhaafd of ingetrokken wordt.

#### Sectie 12: Niet ingeschreven punten op de agenda

##### Artikel 29

Een punt dat niet op de agenda voorkomt mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen.

Tot de spoedbehandeling kan worden beslist door een tweederde aanwezige meerderheid; de namen zullen worden vermeld in de notulen van de zitting.

#### Sectie 13: Geldigheid - het vereiste aantal stemmen

##### Artikel 30

De beslissingen (andere dan benoemingen en voorstelling van kandidaten) worden bij volstrekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, de onthoudingen worden niet meegerekend bij de mondelinge stemming; bij geheime stemming worden de ongeldige en blanco stemmen niet meegerekend.

In geval van staking van stemmen, wordt het voorstel verworpen.

##### Artikel 31

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

#### Sectie 14: Openbare of besloten stembeurt

##### Artikel 32

Onverminderd artikel 33, is de stemming openbaar.

##### Artikel 33

De voordracht van kandidaten, de benoeming tot een ambt, terbeschikkingstellingen, de preventieve schorsing in het belang van de dienst en de tuchtmaatregelen worden bij geheime stemming en volstrekte meerderheid genomen.

#### Sectie 15: Openbare stemming

##### Artikel 34

Indien de stemming openbaar is wordt deze door de leden met luide stem uitgebracht, met ja, neen of onthouding.

##### Artikel 35

In het begin van de zitting, wordt door de voorzitter de naam van een raadslid uitgeloot die het eerst zal stemmen. Indien het raadslid afwezig is, gaat de voorzitter over tot een

nieuwe loting.

De voorzitter stemt het laatst.

#### Artikel 36

Na iedere openbare stemming, zal de voorzitter de uitslag hiervan mededelen.

### Sectie 16: Benoemingen, voordrachten van kandidaten

#### Artikel 37

Voor elke nominatieve stemming wordt afzonderlijk gestemd.

De kandidaturen voor benoemingen, goedkeuring van benoeming en voorstelling van kandidaten worden voorgedragen door het College.

De raadsleden hebben het recht een eigen kandidaat voor te dragen. In dit geval zullen zij de voordracht van hun kandidaat, schriftelijk neerleggen op het gemeentesecretariaat per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be, ten laatste de voorafgaande dag van de raadzitting uiterlijk vóór 12 uur.

#### Artikel 38

Het bureau voor de stemming en voor de stemopneming is samengesteld uit de voorzitter en de twee jongste aanwezige leden. Bij elke stemming neemt de gemeentesecretaris nota van de stemmende leden.

#### Artikel 39

Het aantal stembriefjes wordt vóór de uitdeling en voor de stemopneming nagekeken. Op ieder stembriefje zal de naam van de kandidaat of kandidaten vermeld worden. Indien het niet gelijk is aan dit van het aantal personen dat een stem uitbracht, wordt de stemming vernietigd en dient de raad opnieuw te stemmen.

Elke benoeming, goedkeuring of voordracht moet tijdens één en dezelfde vergadering afgehandeld worden.

### Sectie 17: Inhoud van de notulen

#### Artikel 40

De notulen van de vergaderingen hernemen alle onderwerpen waarover werd beraadslaagd alsook de beslissingen of het gevolg dat er aan gegeven werd.

#### Artikel 41

Het project van proces-verbaal van de vorige zitting wordt ter beschikking gesteld van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet via de daartoe voorziene geïnformatiseerde toepassing, vanaf de verzending van de oproeping.

### Sectie 18: Goedkeuring van de notulen

#### Artikel 42

Er wordt geen lezing gegeven van het proces-verbaal.

#### Artikel 43

Ieder raadslid heeft het recht opmerkingen te maken via het indienen van een amendement over het opstellen van de notulen van de vorige gemeenteraad. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, zal de secretaris ter zitting of ten laatste op de volgende zitting een nieuwe tekst voorleggen, overeenkomstig de beslissing van de raad. Indien geen bezwaren worden ingebracht, worden de notulen van de vorige vergadering

beschouwd als aangenomen en worden getekend door de voorzitter en de secretaris.

#### Artikel 44

Zodra de notulen van elke vergadering zijn goedgekeurd en ondertekend door de burgemeester en de gemeentesecretaris, worden ze op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van de vorige alinea, worden de punten van de notulen die met gesloten deuren werden besproken, niet op de gemeentelijke website geplaatst.

#### Sectie 19: De verenigde secties van de gemeenteraad:

##### Artikel 45

De raad kan vergaderen in verenigde secties onder het voorzitterschap van de Burgemeester of hij die hem vervangt om discussies voor te bereiden over punten die op de dagorde van de Gemeenteraad staan.

##### Artikel 46

De verenigde secties worden uitgenodigd op uitnodiging van hun voorzitter per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en zullen plaatsvinden ongeacht het aantal aanwezige leden. Het secretariaat wordt verzekerd door de gemeentesecretaris of de ambtenaar die hij aanduidt.

##### Artikel 47

De verenigde secties zijn niet openbaar. Toch kunnen experts of ambtenaren gehoord worden.

#### Sectie 20: Gemeenteraadcommissies:

##### Artikel 48

De Gemeenteraad kan in zijn midden commissies oprichten die als taak hebben de besprekingen in de gemeenteraadszittingen voor te bereiden voor de materies waarvoor zij aangeduid zijn.

De commissies kunnen, ook op eigen initiatief, adviezen uitbrengen en aanbevelingen formuleren ten behoeve van de Gemeenteraad met betrekking tot de zaken waarmee zij zich bezighouden.

##### Artikel 49

De mandaten van lid van iedere gemeenteraadcommissie worden evenredig verdeeld over de fracties waaruit de Gemeenteraad is samengesteld.

Geacht worden een fractie te vormen de gemeenteraadsleden die op eenzelfde lijst verkozen zijn of die verkozen zijn op lijsten die onderling verenigd zijn om een fractie te vormen.

##### Artikel 50

De gemeenteraadcommissies zijn samengesteld uit negen leden die door de Gemeenteraad benoemd worden. De mandaten worden toegekend volgens de proportionele berekeningsmethode D'Hondt.

##### Artikel 51

De gemeenteraadcommissies kunnen steeds deskundigen en belanghebbenden horen.

##### Artikel 52

Elke gemeenteraadcommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk

reglement bepaalt ondermeer de wijze van oproeping en van toewijzing van het voorzitterschap van de commissie.

#### Sectie 21: Mondelinge en schriftelijke vragen

##### Artikel 53

De leden van de raad hebben het recht om schriftelijke vragen te stellen per brief of per elektronische post op het e-mailadres info@1082berchem.irisnet.be betreffende het bestuur van de gemeente. Op deze vragen zal geantwoord worden, binnen de 30 kalenderdagen van de ontvangst, door het college per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet. Na het afwerken van de agenda van de raadszitting, kunnen de raadsleden mondelinge vragen stellen aan het college. Op deze vragen wordt hetzij onmiddellijk, hetzij op de volgende zitting geantwoord, ofwel schriftelijk ten laatste binnen de 30 kalenderdagen per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden en de vertrouwenspersonen die aangeduid zijn overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet.

##### Artikel 54

De schriftelijke en mondelinge vragen beoogd in de vorige alinea en de antwoorden die erop gegeven zijn, worden online gezet op de gemeentelijke website.

#### Sectie 22 : Recht om afschriften te bekomen

##### Artikel 55

Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de gemeente mag onttrokken worden aan het onderzoek van de leden van de raad.

##### Artikel 56

Iedere politieke fractie kan, zonder kosten, één afschrift bekomen van akten en stukken waarvan sprake.

#### Sectie 23 : Bezoekrecht

##### Artikel 57

De raadsleden hebben het recht de gemeentelijke inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van een lid van het college op de dag en uur overeengekomen tussen het raadslid en het lid van het college.

De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van het lid van het college.

De raadsleden hebben ook het recht de inrichtingen en diensten te bezoeken, in gezelschap van de gemeentesecretaris op de dag en uur onderling overeengekomen. De raadsleden kunnen dan het personeel ondervragen door bemiddeling van de secretaris.

##### Artikel 58

Tijdens hun bezoek, moeten de raadsleden passief optreden.

#### Sectie 24 : Presentiegeld

##### Artikel 59

Zonder inbreuk op artikel 19 van de Nieuwe Gemeentewet, zal voor iedere zitting van de

raad, van de verenigde secties of van de commissies opgericht door de Gemeenteraad conform artikel 120 van de Nieuwe Gemeentewet, aan de aanwezige raadsleden en aan iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting, een presentiegeld worden verleend. Om dit te doen, tekenen de aanwezige gemeenteraadsleden en iedere vertrouwenspersoon die aangeduid is overeenkomstig artikel 12bis van de Nieuwe Gemeentewet en die assistentie verleent tijdens de zitting, een aanwezigheidslijst die wordt overgemaakt aan het gemeentesecretariaat.

Om te kunnen genieten van de zitpenning waarvan sprake in onderhavig artikel dienen de Gemeenteraadsleden het geheel van de vergaderingen bij te wonen of gedurende minstens twee opeenvolgende uren.

### Sectie 25 : Interpellatierecht van de inwoners van de gemeente ter attentie van het college

#### Artikel 60

Aan het begin van de zitting van de gemeenteraad, na goedkeuring van het proces-verbaal van de vorige vergadering, wordt een interpellatietijd van maximum een half uur voorbehouden voor interpellatie(s) van inwoners van de gemeente.

#### Artikel 61

Om een geldige aanvraag tot interpellatie in te dienen bij de gemeenteraad, dient de aanvraag tot interpellatie door 20 personen die in de gemeente wonen en ten minste 16 jaar oud zijn, ondertekend te worden. De interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag geen uitsluitend privé-belang hebben en moet in het Nederlands of het Frans gesteld zijn. De interpellatie betreffende een aangelegenheid die moet worden behandeld met gesloten deuren, die reeds op de agenda van de gemeenteraad staat, die reeds aan bod is gekomen in een interpellatie in de laatste drie maanden, die de mensenrechten niet respecteert of racistisch of xenofob van aard is, is onontvankelijk.

#### Artikel 62

Om in aanmerking te komen, dient de aanvraag tot interpellatie in originele vorm schriftelijk en ondertekend ter attentie van het college, tenminste 5 vrije dagen vóór de vastgestelde datum van de vergadering van de gemeenteraad, ingediend worden. Onder "5 vrije dagen" dient te worden begrepen vijf dagen van 24 uur, met dien verstande dat de dag van de ontvangst van het voorstel en de dag van de vergadering van de raad niet in deze termijn inbegrepen zijn. De aanvraag tot interpellatie moet duidelijk de identiteit van de interpellant vermelden (naam, adres en rijksregisternummer), en indien er eventueel sprake is van volmacht, de naam van de groepering, de vereniging, de wijk of van de club die deze verleende, de identiteit van de ondertekenaars (namen, adressen en rijksregisternummers) evenals een bondige omschrijving van het behandelde onderwerp vermelden. De

aanvragen tot interpellaties worden door de gemeentesecretaris of door de persoon die hem vervangt in de volgorde van hun ontvangst verzameld en gerangschikt.

#### Artikel 63

Het college zet de geldig ingediende en ontvankelijk verklaarde interpellaties op de agenda van de volgende vergadering van de gemeenteraad, in chronologische volgorde van ontvangst van de verzoeken, met dien verstande dat maximum drie interpellaties mogen ingeschreven worden op de agenda van eenzelfde vergadering. De lijst van de verzoeken tot interpellatie wordt vóór de vergadering meegedeeld aan de leden van de

gemeenteraad per elektronische post op het gemeentelijk e-mailadres van de raadsleden. De burgemeester of het lid van het college tot wiens bevoegdheden dat punt behoort, antwoordt op de interpellatie na de toelichting van de interpellatie. De interpellatie, antwoord inbegrepen, mag niet meer dan 10 minuten in beslag nemen.

#### Sectie 26 : Eindbeschikkingen

##### Artikel 64

Voor alles wat niet uitdrukkelijk is voorzien in het onderhavig reglement, wordt verwezen naar de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet.

##### Artikel 65

De vroegere bepalingen betreffende het reglement van inwendige orde zijn afgeschaft.

---

### 20.02.2014/A/004 **Règlement général de police - Modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 117, 119 bis et 135§2;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, dont

l'entrée en vigueur est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2014;

Vu le Règlement général de police adopté par le Conseil communal le 01.09.2005 et modifié les 18.02.2009 et 24.11.2011;

Vu l'avis favorable du Conseil de police de la zone Bruxelles-Ouest du 14 janvier 2014;

Considérant que les communes peuvent adopter un Règlement général de police en vue de traquer les incivilités;

Considérant qu'il est de l'intérêt des communes d'adopter un tel règlement, les infractions visées par celui-ci n'étant pas poursuivies par les autorités judiciaires ;

Considérant l'article 2, §2 de la loi du 24 juin 2013: *« Dans une zone pluricommunale au sein de laquelle les conseils communaux des communes concernées ont décidé, après une concertation dont le Roi peut fixer les modalités, d'adopter un règlement général de police identique, les conseils communaux de la zone de police adoptent un règlement général de police identique pour la zone, après avis du conseil de la zone de police concerné »*;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la police et des communes d'adopter un Règlement général de police dont le texte est identique au sein d'une même zone;

Considérant qu'il convient pour des raisons de sécurité juridique et afin de faciliter le travail de la police et des services communaux, de fixer l'entrée en vigueur du nouveau Règlement général de police à une date identique pour les 5 communes de la zone; qu'afin de répondre à des impératifs techniques et procéduraux, cette date est fixée au 10 mars 2014;

Considérant le projet de Règlement général de police commun aux 5 communes de la zone de police Bruxelles-Ouest rédigé par le groupe de travail composé de juristes des 5 communes;

Attendu que le groupe Ecolo-Groen demande formellement d'acter que les conseillers communaux n'ont reçu la version définitive du procès-verbal de la commission du conseil communal « Prévention » que le jeudi 20 février 2014 à 15h30, que de surcroît ce procès-verbal n'a pas été exposé à l'ensemble du conseil communal et que dès lors les procédures ne seraient pas respectées;



ARRETE ce qui suit par 14 voix oui, 7 voix non (*Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Lambot*) et 4 abstentions (*Hermans, Dupont, Kunsch, Stassen*):

Article 1:

Le Règlement général de police ci-dessous est approuvé:

« CHAPITRE Ier – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

*Le présent règlement s'applique à l'espace public et à tout espace accessible au public. Pour l'application du présent règlement, on entend par « espace public » :*

- 1. la voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, et de manière générale toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée.*
- 2. les autres aménagements et espaces verts tels que les parcs communaux et régionaux, jardins publics, plaines et aires de jeu, cimetières et d'une manière générale toute portion de l'espace public située hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.*
- 3. les gares, les stations de métro et les transports en commun.*

Article 2

*Le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins « 14 »[1] ans accomplis au moment des faits.*

Article 3

- §1. Les montants des amendes administratives prescrites par le présent règlement constituent des maxima. Les amendes seront infligées proportionnellement à la gravité des faits. Toutefois, en cas de récidive dans les vingt-quatre mois de l'imposition d'une sanction administrative, elles pourront être augmentées au-delà des montants prévus par le présent règlement sans qu'elles ne puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.*
- §2. Les montants maximums des amendes administratives prescrites par le présent règlement sont diminués de moitié en cas d'infractions commises par des mineurs, âgés d'au moins « 14 »[2] ans accomplis au moment des faits, sans qu'elles ne puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.*
- §3. Le Fonctionnaire sanctionnateur, s'il l'estime opportun, pourra proposer, une mesure alternative à l'amende administrative à savoir, une médiation locale ou une prestation citoyenne dont les modalités sont fixées dans un règlement particulier.*
- §4. Dans le cas où le contrevenant faisant l'objet de la procédure en matière de sanctions administratives communales est mineur de « 14 »[3] ans accomplis au moment des faits, le fonctionnaire sanctionnateur devra proposer d'office une médiation. En cas de refus ou d'échec de la procédure de médiation, le Fonctionnaire Sanctionnateur proposera une prestation citoyenne au contrevenant mineur ou lui infligera une amende administrative comme prévu au §2 du présent article.*

§5. *Préalablement à l'entame de la procédure administrative susmentionnée, le Fonctionnaire sanctionnateur pourra mettre en œuvre la procédure d'implication parentale en sollicitant les observations orales ou écrites, vis-à-vis des faits, des père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur contrevenant ou en demandant une rencontre avec ces derniers en compagnie du mineur concerné.*

#### Article 4

*Les dispositions prévues au présent règlement s'appliquent sans préjudice de l'obligation de s'acquitter des taxes et redevances levées en vertu d'une délibération du conseil communal.*

#### Article 5

*Seule l'autorité communale est investie de la mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.*

*Sauf autorisation expresse délivrée par le Bourgmestre, il est interdit de prendre des mesures, notamment en plaçant des dispositifs quelconques, visant à incommoder une ou plusieurs personnes ou à assurer ou rétablir l'ordre public. Cette interdiction vaut tant dans les espaces publics que privés.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros les dispositifs placés en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi la Commune se réserve le droit de procéder d'office à leur enlèvement aux frais risques et périls du contrevenant.*

#### Article 6

§1. *Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.*

*Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.*

*Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à l'article 45 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives.*

§2. *Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.*

*La Commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.*

§3. *Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :*

- *une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;*
- *une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.*

§4. *Les autorisations visées au présent article doivent être exhibées en original ou au moins sous forme d'une copie complète et lisible à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité.*

§5. *Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende de maximum 210 euros.*

### Article 7

*Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique est compromise par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.*

*En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront solidairement redevables des frais.*

### Article 8

*§1. Si un événement tel qu'une fête, une manifestation sportive ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le Bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.*

*§2. Dans les lieux accessibles au public tels que les cafés, les restaurants, les dancings ou tous lieux où sont organisés des fêtes, des divertissements, des parties de danse ou toute autre réunion quelconque, il est interdit de dépasser le nombre maximal de personnes pouvant être présentes simultanément, déterminé par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des normes de sécurité et de prévention de l'incendie.*

*En cas de dépassement de ce nombre, la police pourra faire évacuer et fermer ces lieux.*

### Article 9

*§1er. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.*

*§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.*

*§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabarettiers, restaurants, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent du vin au détail, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.*

*§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.*

*Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le Bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture temporaire de l'établissement pour la durée qu'il détermine, et cela durant une période qui ne peut excéder trois mois.*

### Article 10

*La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.*

*La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut*

d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

### Article 11

Le Bourgmestre peut, en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'évènements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité, décider d'une interdiction temporaire de lieu d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

Par " interdiction temporaire de lieu ", on entend l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public. Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

En cas de non-respect de l'interdiction temporaire de lieu, l'auteur ou les auteurs de ces comportements seront punis d'une amende d'un montant maximum de 350 euros.

### Article 12

§1. Toute personne se trouvant dans l'espace public ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités en vue de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique;

2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril;

3. faire respecter les lois, règlements et arrêtés.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou un agent habilité y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

§2. Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif ou menaçant envers toute personne habilitée en vue de faire respecter les lois et les règlements.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 280 euros.

## CHAPITRE II – PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

### Section 1. Propreté de l'espace public

#### Article 13

Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. l'espace public en général;

2. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;

3. tout élément du mobilier urbain;

4. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du

*contrevenant.*

#### Article 14

*Sauf autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur la voie publique.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 15

*Il est défendu d'arrêter un véhicule sur les végétaux. Il est également défendu de circuler sur les végétaux avec un véhicule.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 16

*Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement dans les lieux accessibles au public et à l'extérieur s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients.*

*Ils doivent notamment installer suffisamment de poubelles, qui sont clairement visibles et bien accessibles, vider ces récipients régulièrement, enlever les déchets sauvages provenant de leur commerce et nettoyer la proximité immédiate de leur commerce.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 17

*Il est défendu d'évacuer vers l'extérieur le produit du balayage depuis l'intérieur des chantiers, propriétés privées et des édifices publics.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 18

*Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 19

*Il est interdit de fouiller dans les sacs poubelles, les récipients et les conteneurs, de les déplacer, détériorer, et de répandre leur contenu sur l'espace public.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 20

*Il est interdit de battre ou de secouer tout objet pouvant provoquer des poussières ou toutes autres matières pulvérulentes à tout endroit de la voie publique et/ou au-dessus de la voie publique, sur les terrains non bâtis à moins de 100 mètres des habitations, à partir de n'importe quelle partie des immeubles.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 120 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Section 2. Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

##### Article 21

*§1. Les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non doivent être entretenus et maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent au propriétaire et au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, ou au locataire ou au concierge, portier, gardien ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux. Ces obligations comprennent entre autres l'enlèvement des mauvaises herbes et plantes, des matériaux et/ou produits salissants et/ou glissants.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 120 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*§2. Les trottoirs et accotements ne peuvent être entretenus qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

##### Article 22

*Il est interdit aux entrepreneurs de construction et entrepreneurs de transport d'encombrer de saleté la voie publique aux abords de leurs chantiers et lieux de chargement et déchargement.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Section 3. Salubrité des constructions et terrains

##### Article 23

§1. Le bon état des terrains non bâtis ainsi que des parties non bâties des propriétés doit être assuré en tout temps par la personne visée à l'article 21, ce qui comporte le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publique et à ce que les déchets soient enlevés.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Il est interdit de constituer sur les terrains visés au §1 des dépôts même provisoires, et d'y déposer ou d'y abandonner des décombres, des briquaillons, des machines, des véhicules, des immondices, des matières ou des objets quelconques.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant

#### Article 24

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter, de laisser à l'abandon ou de maintenir dans un immeuble bâti ou un immeuble en construction, des matières incommodes ou de nature à porter atteinte à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publique.

Tout occupant d'un immeuble veillera à ne déposer, pendre, ou suspendre aucun objet, linge ou bien meuble sur les terrasses et balcons sis à front de rue, susceptible de représenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou la propreté publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant

#### Article 25

§1. Les propriétaires de biens immeubles doivent maintenir ceux-ci ainsi que les biens meubles et les installations dont ils sont équipés, en parfait état de conservation, d'entretien ou de fonctionnement sur le plan de la salubrité, de la propreté et de la sécurité et respecter les règles élémentaires d'hygiène.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

§2. Les personnes visées au paragraphe 1er du présent article sont également tenues de se conformer à l'article 72 du présent règlement.

#### Section 4. Plans d'eau, voies d'eau, canalisations

##### Article 26

Il est interdit d'obstruer les conduits destinés au fonctionnement des fontaines ou à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Il est également interdit d'y déverser des immondices, boues, sables, toutes matières, objets, animaux morts ou substances quelconques pouvant ainsi provoquer une obstruction des conduits.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la

*Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 27

*Il est interdit, sauf autorisation:*

- 1. de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros;*
- 2. d'effectuer des raccordements aux égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

*L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.*

*Outre l'application d'une amende administrative, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 28

*Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux pluviales depuis les propriétés bâties ainsi que des eaux usées et des matières insalubres.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 29

*Il est interdit de souiller ou de se baigner dans les rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines, de les souiller de quelque façon que ce soit, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou d'y tremper tout objet.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Section 5. Évacuation de certains déchets

##### Article 30

*§1. Les ordures ménagères et les objets ou matières destinées aux collectes sélectives organisées par la Région doivent être présentées à la collecte selon les prescriptions de l'agence Bruxelles-Propreté.*

*§2. Il est interdit de déposer dans les poubelles, bacs et corbeilles à papier mis à la disposition du public, des déchets ou des sacs poubelles à l'exception des petits déchets et des sachets contenant les déjections d'un animal.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

*§3. Les emplacements réservés éventuellement par la Commune pour récolter les déchets verts des seuls habitants de la commune doivent être tenus en parfait état de propreté.*

*Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.*

*On entend par « déchets verts » les déchets issus de l'entretien des jardins et espaces verts ou les déchets ménagers, compostables ou biodégradables, à l'exclusion des*



déchets recyclables pour lesquels une collecte sélective est organisée.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

#### Article 31

La vidange des fosses d'aisance et fosses septiques, le transport et l'évacuation de leur contenu ne peuvent se faire que par une entreprise agréée selon la réglementation en la matière.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Section 6. Entretien et nettoyage des véhicules

##### Article 32

§1. Il est interdit procéder ou de faire procéder à des travaux d'entretien, de carrosserie, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules sur l'espace public, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la déféctuosité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport en commun de personnes, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Celui qui enfreint ces dispositions, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

#### Section 7. Feux et fumées

##### Article 33

Il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit de faire du feu dans les cours et jardins et de détruire par combustion en plein air tous déchets et objet de rebut, en ce compris les déchets verts tels que visés à l'article 30, §3 du présent règlement.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés, et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Échevins, les barbecues sont interdits sur l'espace public.

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Section 8. Logements et campements

##### Article 34

*Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger et /ou dormir dans une voiture, caravane, mobilhome ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper.*

*Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit d'utiliser comme moyen de logement sur un terrain privé des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes, mobilhome ou tout véhicule aménagé à cet effet, pendant plus de 24 heures consécutives.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Section 9. Lutte contre les animaux nuisibles et/ou dangereux

##### Article 35

*§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux en ce compris chats, chiens, canards, poissons, pigeons...*

*La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble, lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour la propreté, la salubrité et la sécurité publique ou d'attirer notamment insectes, rongeurs et pigeons.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 120 euros.*

*§2. Les propriétaires ou occupants d'immeubles, doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.*

#### Section 10. Mesures de prophylaxie

##### Article 36

*L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public peut être interdit par l'exploitant aux personnes:*

- *se trouvant en état de malpropreté manifeste;*
- *présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifiable.*

*Toute personne se trouvant dans cette situation qui s'introduit quand même dans ces installations, sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros. Elle pourra, en outre, être expulsée, au besoin par la contrainte, par les services de police.*

#### Section 11. Affichage

### Article 37

§1. Il est interdit d'apposer ou de faire apposer des affiches ou des autocollants à tout endroit de l'espace public ou à tout endroit à ciel ouvert visible depuis l'espace public, sans en avoir reçu l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ou du propriétaire ou occupant des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans cette autorisation.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins prononcera le retrait définitif ou la suspension de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas ces conditions.

§2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être apposées aux endroits déterminés par l'autorité compétente.

§3. En cas de flagrant délit, outre l'application du §4, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article devront être enlevés par l'afficheur ou l'éditeur responsable à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité.

§4. Dans tous les cas, outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article pourront être enlevés par la police ou un agent habilité aux frais, risques et périls de l'éditeur responsable ou de l'afficheur.

§5. En cas de dommages connexes aux infractions visées par le présent article, le contrevenant sera tenu d'indemniser de tous frais de remise en état le propriétaire des lieux ou l'autorité publique qui aura procédé à la remise en état des lieux.

### Article 38

Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches, tracts ou les autocollants apposés avec l'autorisation de l'autorité, du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

### Article 39

§ 1. Toute communication officielle ou publique lors de la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large doit contenir le montant du loyer demandé et des charges communes. Ces mentions doivent être clairement visibles et lisibles depuis l'espace public.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de 50 euros.

§ 2. Les dispositions prévues à l'article 3, §1 du présent règlement ne sont pas applicables aux infractions visées par le présent article.

## CHAPITRE III – SECURITE PUBLIQUE ET DE LA COMMODITE DU PASSAGE

### Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges

#### Article 40

Sauf autorisation écrite du Bourgmestre, il est interdit d'organiser et/ou de provoquer des attroupements, manifestations ou cortèges, de quelque nature que ce soit dans l'espace public et d'y participer.

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent règlement, Celui qui enfreint les

dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

#### Article 41

§1. Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, dans l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation écrite du Bourgmestre.

§2. La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs ;
- l'objet de l'événement ;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement ;
- l'itinéraire projeté ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

§3. Les détenteurs d'une autorisation doivent se conformer aux conditions reprises dans cette autorisation. Si ces conditions ne sont pas respectées, l'autorisation sera immédiatement retirée.

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent règlement, Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

### Section 2. Activités incommodes ou dangereuses dans l'espace public

#### Article 42

Il est interdit de porter une tenue vestimentaire pouvant affecter l'ordre public. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

#### Article 43

§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est formellement interdit d'entamer des travaux sur l'espace public, tant en surface qu'en sous-sol. Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative de maximum 350 euros.

§2. Les autorisations conférées en vertu du présent article imposent des mesures de sécurité et de commodité du passage.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative de maximum 280 euros.

§3. Quiconque a exécuté ou fait exécuter des travaux sur l'espace public est tenu de le remettre dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux ou dans l'état précisé dans l'autorisation.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint les dispositions de ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

#### Article 44

*L'entrepreneur et le maître de l'ouvrage des travaux exécutés en dehors de l'espace public doivent se conformer aux directives données par le service technique communal en vue d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur l'espace public.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 45

*Il est interdit de se livrer, dans l'espace public et dans les lieux accessibles au public, à tout acte pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, tel que :*

- 1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, exposer ou abandonner des choses de nature à nuire par leur présence, leur chute ou par des exhalaisons insalubres, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ;*
- 2. laisser tout objet pouvant servir à toute personne mal intentionnée à menacer la sécurité des personnes et des biens ;*
- 3. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques ;*
- 4. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants ;*
- 5. faire usage d'armes, notamment à feu ou à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;*
- 6. faire usage, exposer en vente ou distribuer des pièces d'artifice et de pétards, sauf autorisation de l'autorité compétente;*

*Les armes, munitions, pétards ou pièces d'artifice utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis.*

*En cas de saisie administrative, les objets saisis seront détruits.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 46

*Il est interdit dans l'espace public:*

- d'entraver, même partiellement, l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés;*
- d'entraver, même partiellement, la progression des passants.*

*En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 47

*L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 120 euros.*

#### Article 48

*Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public et dans les lieux publics, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros :*

- *les collectes, les ventes-collectes et les ventes;*
- *les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations;*
- *les prestations artistiques;*
- *les arts divinatoires.*

*Les demandes d'autorisation doivent être introduites dans un délai de 10 jours ouvrables précédant l'activité.*

*En cas de non-respect des conditions posées par l'autorisation, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer le retrait définitif de cette autorisation.*

*En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.*

#### Article 49

*Les distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les espaces publics sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.*

*Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques :*

- *de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ;*
- *d'apposer, sans autorisation du propriétaire ou de l'utilisateur, des imprimés publicitaires sur les véhicules ;*
- *de faire usage d'un haut-parleur ;*
- *d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 50

*Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.*

*Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient, d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 51

*Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, rencontres sportives ou réunion quelconque autorisés par l'autorité communale.*

*Il est notamment interdit au public :*

- a) de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;*
- b) de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits ;*
- c) de mettre en danger par son comportement la stabilité et/ou la sécurité des installations ou des lieux.*

*Outre les frais de réparation pour les dommages causés, Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

#### Article 52

*Pendant les concerts publics, les spectacles, offices religieux et autres représentations dûment autorisées, les forains ainsi que les autres usagers de l'espace public doivent, sur simple demande de la police ou d'un agent habilité, cesser toute perturbation sonore de nature à troubler ces manifestations.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 53

*Il est interdit de procéder, sans l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, au montage de toute installation provisoire destinée à accueillir le public à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs ou les techniques de montage ou de fixation au sol, et ce conformément à toute réglementation en vigueur.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.*

### Section 3. Installation de grues

#### Article 54

*Toute installation d'une grue ou tout autre moyen de levage sur l'espace public est soumise à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.*

*Il est exigé :*

- 1. qu'avant toute mise en service d'une grue et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans un délai d'une semaine avant le montage ou le remontage ;*
- 2. que toute utilisation de grue soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;*
- 3. que les grues aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement.*

*Quant aux grues montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur*

*chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;*

*4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;*

*5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite ;*

*6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur le domaine public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de la police ou d'un agent habilité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier ;*

*7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue, au bureau de police le plus proche. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier et doit être lisible de la voie publique.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la fermeture provisoire du chantier à celui qui enfreint les dispositions du présent article.*

#### *Section 4. Occupation privative de l'espace public*

##### *Article 55*

*Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :*

*1. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou en-dessous du sol, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné ;*

*2. L'installation à tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique. Sans préjudice de l'article 58, sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.*

*Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.*

*Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant. Sans préjudice du paragraphe précédent, Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.*

##### *Article 56*

*§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de placer des terrasses de cafés, des étals de commerçants, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme et d'exposer des marchandises ou des imprimés sur l'espace public.*



*Les objets placés ou étalés en contravention avec le présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*§2. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

*Sans préjudice de la réglementation en matière d'urbanisme, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer le retrait administratif de l'autorisation qu'il avait accordée à l'exploitant au cas où ce dernier ne respecterait pas les conditions posées lors de l'octroi de ladite autorisation.*

#### Article 57

*Il est défendu de suspendre sur les façades avant de bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles, guirlandes lumineuses, drapeaux, câbles, appareils et autres connexions émanant d'une initiative privée, sans l'autorisation écrite et préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.*

*Cette disposition n'est pas applicable en cas de pavoisement faisant l'objet d'une autorisation générale ou communale.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 58

*Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes, de paraboles et d'enseignes lumineuses doivent constamment en contrôler la parfaite stabilité.*

*Les antennes ne peuvent jamais être installées en façade avant d'immeuble.*

*Toute antenne ou toute enseigne lumineuse ou non, qui n'est plus utilisée, devra être enlevée dans les trente jours suivant la cessation de l'usage.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros. En outre, il est tenu d'enlever l'antenne, l'enseigne lumineuse et/ou la parabole concernée, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 59

*Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être taillés de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.*

*Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, la police ou un agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour suivant la notification y relative.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de mettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

#### Article 60

*Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.*

*Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou*

stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Article 61

Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture et qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

#### Article 62

§ 1. Il est interdit d'encombrer de matériaux ou saletés la voie publique aux abords des chantiers et lieux de chargement et de déchargement.

§ 2. Il est interdit de déposer ou d'abandonner des produits, matériaux, engins, conteneurs, élévateurs, échafaudages, dans l'espace public après la fin des travaux. Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de remettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

#### Section 5. Utilisation des façades d'immeubles

##### Article 63

§1. Tout propriétaire d'immeuble appose de façon visible à front de rue le numéro attribué par la Commune et place par surface occupée ou unité d'habitation, un dispositif technique d'avertissement tel qu'une sonnette en parfait état de fonctionnement. L'occupant appose de façon visible son nom sur le dispositif précité. Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§2. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§3. En cas de changement de numéro, l'ancien devra être masqué ou barré d'un trait noir et ne pourra être maintenu que six mois au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'Administration.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§4. Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros.

§5. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

Outre les frais de remplacement ou de remise en état, celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Article 64

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie, la pose :

1° d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;

2° la pose de tous signaux routiers ;

3° l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance,....

4° de tout dispositif de sécurité.

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

#### Section 6. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

##### Article 65

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

##### Article 66

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

##### Article 67

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'Administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations publiques de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende

*administrative d'un montant maximum de 210 euros.*

#### Article 68

*Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé par la Commune aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 69

*Il est interdit d'enlever des gazons, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de la Commune sans y être dûment autorisé.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 70

*Il est interdit à toute personne non autorisée, d'entrer ou de passer sur le terrain d'autrui, d'y laisser passer l'animal sous sa garde, d'y couper ou détruire des récoltes ou toute production de la terre, même sans intention de les voler.*

*Il est interdit de marauder, de soustraire ou de dérober ou d'endommager sur le terrain d'autrui, des récoltes ou des productions de la terre.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 71

*Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires, il est interdit de manipuler tout produit dangereux, toxique, explosif ou inflammable dans l'espace public.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 72

*Le propriétaire des immeubles inoccupés ou des terrains non bâtis sera tenu de prendre des mesures matérielles adéquates afin d'y interdire l'accès à toute personne non autorisée.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.*

#### Article 73

*Les clôtures, cloisons, palissades ancrées dans le sol et bordant des terrains non bâtis de même que celles accrochées aux immeubles bâtis doivent être solidement fixées de manière qu'elles ne puissent se renverser ou tomber même par vent violent.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

### Section 7. Incendies

#### Article 74

*Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en*

*donner immédiatement avis au centre d'appel d'urgence.*

#### Article 75

*Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :*

- 1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires et auxiliaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;*
- 2. permettre l'accès à leur immeuble ;*
- 3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.*

#### Article 76

*Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 77

*Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 78

*Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 79

*Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les endroits accessibles au public de déposer, accrocher ou suspendre des objets quelconques pouvant gêner le passage dans des escaliers, dégagements, sorties de secours ainsi que dans les voies qui y mènent ou de réduire autrement leur largeur ou hauteur.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.*

#### Article 80

*§1. Tout bâtiment ou construction dont l'accès principal ne donne pas directement sur la voie publique, doit être accessible aux véhicules de secours. Cette voie d'accès doit permettre la circulation, le stationnement et les manœuvres du matériel utilisé par les services de secours et les sapeurs-pompiers.*

*§2. Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible. Il est interdit*

*d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.*  
§3. Cette voie d'accès sera signalée par tout moyen de signalisation jugé adéquat.  
Celui qui enfreint les dispositions du paragraphe 2, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

#### Section 8. Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel

##### Article 81

*Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1m50.*

*La neige doit être déposée en tas sur et au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux doivent rester libres.*

*Ce soin incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 21 du présent règlement, selon les distinctions y établies.*

*L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent des obligations prévues à la présente disposition.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

##### Article 82

*Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.*

*Cette obligation incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 21 du présent règlement, selon les distinctions y établies.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

##### Article 83

*Il est interdit sur la voie publique :*

- *de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel ;*
- *d'établir des glissoires ;*
- *de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.*

##### Article 84

*Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins et cours d'eau, sans autorisation des autorités compétentes.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Section 9. Activités et aires de loisir

##### Article 85

*Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeux communaux*

*doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.*

*Les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés ne peuvent pas être utilisés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.*

*Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne chargée de leur surveillance.*

*Outre les frais de réparation des dommages causés, Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

#### Section 10. Déménagements, chargements et déchargements

##### Article 86

*Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h et 7h, sauf autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ceci ne vise pas les effets personnels lors d'un départ ou retour de voyage.*

*Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

##### Article 87

*Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne compromettre ni la sécurité ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique. Ces transports, chargements et déchargements ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble ou le garage de l'exploitant ou de l'occupant des lieux.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

##### Article 88

*Il est interdit d'abandonner les caddies dans l'espace public.*

*Les exploitants de surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition ; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.*

*Toute infraction à la présente disposition sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros à charge de l'exploitant mentionné sur les caddies.*

#### CHAPITRE IV – TRANQUILLITE PUBLIQUE

##### Section 1. Activités dérangeantes

##### Article 89

*Sont interdits sur le territoire de la Commune, toute exposition, diffusion, commerce :*

- de livres ou tous supports écrits,*
- des moyens sonores ou audiovisuels,*
- d'objets, d'emblèmes, de signes,*

*incitant à la violence et à la haine en contradiction avec la Déclaration universelle des Droits de l'homme.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 210 euros.*

## Section 2. Nuisances sonores

### Article 90

*La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :*

- 1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;*
- 2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

### Article 91

*Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public :*

- 1. les auditions vocales, instrumentales ou musicales ;*
- 2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;*
- 3. les parades et musiques foraines.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

### Article 92

*Sont interdits les nuisances sonores diurnes de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores produites (entre autres par les cris d'animaux, dans les propriétés privées, dans les établissements accessibles au public ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique) dépasse le niveau de bruit ambiant de la rue.*

*Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.*

### Article 93

*Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.*

## Section 3. Tondeuses à gazon

### Article 94

*L'usage de tondeuses à gazon et autres engins de jardinage actionnés par un moteur, est interdit les dimanches et jours fériés légaux. Les autres jours, leur usage est interdit*



entre 22h et 7h.

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros.*

#### Section 4. Systèmes d'alarme

##### Article 95

*Les véhicules se trouvant aussi bien dans l'espace public que dans les lieux privés, équipés d'un système d'alarme, ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage.*

*Le propriétaire d'un véhicule dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin immédiatement.*

*Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas après le déclenchement intempestif de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout propriétaire d'un véhicule dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables, sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

##### Article 96

*L'utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.*

*Lorsque l'utilisateur ne se manifeste pas dans les délais prévus après le déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables, sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.*

#### Section 5. Pollution lumineuse

##### Article 97

*Sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, il est interdit d'émettre ou projeter, soit directement, soit par la réflexion de faisceaux lumineux, de la lumière laser ou assimilée.*

*Chaque exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la pollution lumineuse.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### CHAPITRE V – ESPACES VERTS

##### Article 98

*§1. Les heures d'ouverture des parcs et jardins publics sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées.*

*Si les heures d'ouverture ne sont pas indiquées, l'accès se fait sous la seule responsabilité des usagers entre le coucher et le lever du soleil, ainsi qu'en cas de tempête.*

*Le Bourgmestre ou l'autorité qui gère l'espace vert peut ordonner la fermeture en cas de*

*nécessité.*

*§2. Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des parcs et jardins publics en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée au §1er.*

*Il est de même interdit d'escalader ou de forcer les clôtures et grillages.*

*§3. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 99

*L'entrée dans les parcs et jardins publics et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes sous influence, à celles qui ne sont pas vêtues décentement et aux enfants de moins de 7 ans non accompagnés.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 100

*Nul ne peut, dans les espaces verts, par quelque comportement que ce soit, gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 101

*§1. Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.*

*Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager, et de grimper aux arbres.*

*§2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut déroger au présent article pour l'organisation d'événements exceptionnels.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 102

*Il est défendu de s'introduire dans les espaces verts avec des objets encombrants, des véhicules, motocyclettes et vélos ;*

*Cette disposition n'est pas applicable pour :*

*- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes dans la mesure où ils sont utilisés par des enfants et où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers;*

*- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes aux endroits spécifiquement destinés à cet effet ;*

*- les véhicules et les vélos des services communaux, de police et de secours ;*

*- les services d'entretien.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 103

*Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés*

*pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.  
Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 104

*Il est interdit de pêcher sauf autorisation de l'autorité compétente.  
Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 105

*Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de capturer des oiseaux et de détruire les nids, d'importuner, de blesser ou de tuer tout animal se trouvant dans l'espace public.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 106

*Il est interdit de faire du feu dans l'espace public et les espaces accessibles au public sans autorisation de l'autorité compétente.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 107

*Sauf autorisation de l'autorité compétente, aucune activité collective de nature festive, sportive et/ou culturelle ne peut avoir lieu dans les parcs et jardins publics.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 108

*Toute personne qui refuse de tenir compte des observations faites par une personne habilitée en vertu du présent règlement, pourra être expulsée des espaces verts.*

CHAPITRE VI – ANIMAUX

Article 109

*Les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une courte laisse.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 110

*Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

Article 111



*Il est interdit dans l'espace public :*

- 1. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;*
- 2. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;*
- 3. de laisser divaguer tout animal ; les animaux divagants pourront être saisis et mis en fourrière aux frais, risques et périls du propriétaire ou de celui qui en a la garde ;*
- 4. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings accessibles au public.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.*

#### Article 112

*Sauf autorisation du Bourgmestre, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.*

#### Article 113

*Il est interdit d'organiser, d'encourager ou de participer à tout combat d'animaux.*

*Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 114

*§1. Sans préjudice de l'application de l'article 13 du présent règlement, les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des bouches d'égouts et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.*

*Outre l'application d'une amende administrative de maximum 250 euros, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.*

*§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps d'au moins deux sachets ou d'objets similaires pour éliminer les déjections de l'animal. Ces sachets ou objets doivent être jetés dans les poubelles installées le long de la voie publique ou dans les poubelles situées sur le site fréquenté par l'animal. Ces sachets ou objets similaires devront être présentés sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police. Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.*

#### Article 115

*§1er. Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de sport, de jeux et les pelouses, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet.*

*§2. Sauf autorisation du Bourgmestre, il est interdit d'introduire des animaux dangereux dans les espaces verts.*

§3. A l'exception des chiens assistant des moins valides, il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement interne affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

§4. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Article 116

Sauf autorisation, il est interdit, même pour la boucherie ou l'accomplissement d'un rite religieux :

- de détenir dans les habitations du bétail destiné à l'abattage ;
- de procéder à l'abattage des animaux dans les habitations ;
- de livrer, vendre, présenter à la vente sur la voie publique du bétail destiné à l'abattage ;
- de transporter du bétail sans autorisation.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

#### Article 117

La détention d'animaux sauvages ou exotiques doit faire l'objet d'une déclaration préalable et écrite au Bourgmestre.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Article 118

Il est interdit de détenir tout animal considéré comme dangereux en dehors des cirques.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

#### Article 119

Les animaux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes, des autres animaux ou pour la sécurité des biens, peuvent être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un agent de police pour les nécessités du maintien de la sécurité et de la tranquillité publique.

La confiscation se fait aux frais, risques et périls du propriétaire, du possesseur ou du détenteur de l'animal.

### CHAPITRE VII – INFRACTIONS MIXTES

#### Article 120

Toute personne ayant commis une infraction visée aux articles 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis du Code Pénal sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Ces articles visent notamment les comportements suivants :

- injures ;
- vol à l'étalage ;
- destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art ;

- graffiti's sur des biens mobiliers ou immobiliers ;
- dégradation de la propriété immobilière d'autrui ;
- destruction et dévastation d'arbres et de greffes ;
- destruction et dégradation de haies ou clôtures, déplacement ou suppression de bornes ;
- endommagement ou destruction de la propriété mobilière d'autrui ;
- bruits et tapages nocturnes ;
- voies de fait et violences légères ;
- présentation dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle que l'intéressé n'est plus identifiable

### CHAPITRE VIII – ARRETS ET STATIONNEMENTS

#### Article 121

Toute personne ayant commis une infraction visée à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales sera punie d'une amende administrative selon les modalités déterminées par le Roi.

### CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

#### Article 122

Le présent règlement général de police entre en vigueur le 10 mars 2014 et s'appliquera aux infractions commises sur le territoire de la commune à partir de cette date. Les infractions commises avant cette date restent soumises aux dispositions du règlement général de police du 24 novembre 2011. »

#### Article 2:

Le Règlement général de police entrera en vigueur le 10 mars 2014.

---

[1] Avis du Conseil de police

[2] Avis du Conseil de police

[3] Avis du Conseil de police

---

### **Algemeen politiereglement - Wijziging**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117, 119 bis en 135 §2;  
 Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waarvan de inwerkingtreding op 1 januari 2014 is vastgesteld;  
 Gelet op het Algemeen politiereglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 01.09.2005 en gewijzigd op 18.02.2009 en 24.11.2011;  
 Gelet op het gunstige advies van de Raad van de politiezone Brussel-West van 14 januari 2014;  
 Overwegende dat de gemeenten een Algemeen politiereglement kunnen invoeren om de onbeschaafdheden te vervolgen;  
 Overwegende dat het in het belang van de gemeenten is om een Algemeen

politierglement goed te keuren, aangezien de overtredingen die door deze worden beoogd, niet door de gerechtelijke autoriteiten worden vervolgd;

Overwegende artikel 2, §2 van de wet van 24 juni 2013: *“In een meergemeentezone waar de gemeenteraden van de betrokken gemeenten na een overleg, waarvan de nadere regels door de Koning bepaald kunnen worden, beslist hebben een identiek algemeen politierglement aan te nemen, nemen de gemeenteraden van de politiezone een identiek algemeen politierglement voor de zone aan, na advies van de raad van de betrokken politiezone”*;

Overwegende dat het in het belang van de politie en de gemeenten is om een Algemeen politierglement goed te keuren waarvan de tekst identiek is binnen dezelfde zone;

Overwegende dat het geschikt is, wegens redenen van rechtszekerheid en teneinde het werk van de politie en de gemeentediensten te vergemakkelijken, om de inwerkingtreding van het nieuwe Algemeen politierglement op een identieke datum voor de 5 gemeenten van de zone te bepalen; dat teneinde op technische en procedurele voorschriften te antwoorden, deze datum op 10 maart 2014 wordt vastgelegd;

Overwegende het voorwerp van het Algemeen politierglement, opgesteld door de werkgroep voor de 5 gemeenschappelijke gemeenten van de politiezone Brussel-West, samengesteld uit juristen van de 5 gemeenten;

Gezien de fractie Ecolo-Groen formeel vraagt om te acteren dat de gemeenteraadsleden de definitieve versie van het proces-verbaal van de gemeenteraadscommissie “Preventie” slechts ontvangen hebben op 20 februari 2014 om 15u30, dat bovendien dit proces-verbaal niet werd uitgelegd aan het geheel van de gemeenteraadsleden en zodoende de procedures niet zouden gerespecteerd zijn;

BESLIST wat volgt met 14 jastemmen, 7 neenstemmen (*Boucq, Ghilbert, Metioui-Amanzou, Lurquin, Polet, Van den Broucke, Lambot*) en 4 onthoudingen (*Hermans, Dupont, Kunsch, Stassen*):

#### Artikel 1:

Het Algemeen politierglement hieronder is goedgekeurd:

#### “HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN

##### Artikel 1

*Dit reglement is van toepassing op de openbare ruimte.*

*Voor de toepassing van dit reglement wordt onder "openbare ruimte" verstaan:*

1. *de openbare weg, met inbegrip van de rijweg, de berm en de voetpaden, de*

*voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdiensbaarheden, en over het algemeen elke weg open voor het publiek, zelfs wanneer deze op een privé-eigendom ligt.*

2. *de andere inrichtingen en groene zones zoals de gemeentelijke en gewestelijke parken, openbare tuinen, pleinen en speelterreinen, begraafplaatsen en over het algemeen elk deel van de openbare ruimte dat zich buiten de openbare weg bevindt, dat open is voor het personenverkeer en hoofdzakelijk bestemd is om te wandelen of voor ontspanning.*

3. *treinstations, metrostations en openbaar vervoer.*

## Artikel 2

*Dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minimaal « 14 »[1] oud zijn.*

## Artikel 3

*§1. De door dit reglement voorgeschreven bedragen van de administratieve boetes zijn maximumbedragen. De boetes worden opgelegd in verhouding tot de ernst van de feiten. In geval van herhaling binnen de vierentwintig maanden na het opleggen van een administratieve sanctie, kunnen deze echter worden verhoogd boven de door dit reglement voorziene bedragen, zonder dat ze het door de wet voorziene maximum mogen overschrijden.*

*§2. De maximumbedragen van de door dit reglement voorgeschreven administratieve boetes worden met de helft verminderd indien de inbreuk werd begaan door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten minstens « 14 »[2] oud waren, zonder dat ze het door de wet voorziene maximum mogen overschrijden.*

*§3. De sanctionerende ambtenaar kan, indien hij dit wenselijk acht, een alternatieve maatregel voorstellen in plaats van de administratieve boete, namelijk een lokale bemiddeling of een gemeenschapsdienst, waarvan de modaliteiten zijn vastgelegd in een specifiek reglement.*

*§4. Indien de overtreder die het voorwerp uitmaakt van de procedure inzake gemeentelijke administratieve sancties op het ogenblik van de feiten een minderjarige van « 14 »[3] oud is, moet de sanctionerende ambtenaar van ambtswege een bemiddeling voorstellen. Indien de bemiddelingsprocedure wordt geweigerd of mislukt, zal de sanctionerende ambtenaar een gemeenschapsdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder of hem een administratieve boete opleggen zoals bepaald in §2 van dit artikel.*

*§5. Voordat de bovengenoemde administratieve procedure wordt ingezet, kan de sanctionerende ambtenaar de procedure van ouderlijke betrokkenheid toepassen door de mondelinge of schriftelijke opmerkingen ten aanzien van de feiten te vragen aan de vader en moeder, voogd of personen die de voogdij hebben over de minderjarige overtreder, of door een onderhoud te vragen met hen, in het bijzijn van de betreffende minderjarige.*

## Artikel 4

*De bepalingen die in dit reglement voorzien zijn, worden toegepast onverminderd de verplichting om de belastingen en retributies te betalen die krachtens een beslissing van de gemeenteraad geheven worden.*

## Artikel 5

*Alleen de gemeentelijke overheid heeft tot taak ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de netheid, de gezondheid, de veiligheid en de openbare rust.*

*Behoudens uitdrukkelijke toelating door de Burgemeester, is het verboden om maatregelen te nemen, met name het plaatsen van gelijk welke voorzieningen, bedoeld om een of meer personen te hinderen of om de openbare orde te verzekeren of te herstellen. Dit verbod geldt zowel voor openbare als voor privéruimtes.*

*Behoudens toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 350,00, moeten de voorzieningen die in weerwil van dit artikel geplaatst zijn, op eerste vraag van*



- de politie of van een bevoegd ambtenaar verwijderd worden, zo niet behoudt de Gemeente zich ambtshalve het recht voor om ze weg te halen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 6

§1. De in dit reglement beoogde toelatingen worden ten precaire en herroepbare titel verleend, onder de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel die de verantwoordelijkheid van de Gemeente niet bindt.

Ze kunnen op ieder moment worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook worden geschorst of ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen wanneer zijn titularis een overtreding begaat tegen dit reglement, overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 45 van de wet van 24 juni 2013 met betrekking tot de administratieve boetes.

§2. De begunstigten moeten zich strikt houden aan de voorschriften van de toelatingsakte en erop toezien dat het voorwerp ervan geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de veiligheid, rust, gezondheid of de openbare netheid in het gedrang kan brengen.

De Gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit die door de machtiging beoogd wordt.

§3. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op:

- een activiteit of een evenement op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet de akte zich op de bedoelde plaats bevinden;
- een activiteit op de openbare ruimte of een ingebruikname ervan, moet de begunstigde de akte bij zich hebben tijdens de activiteit of de ingebruikname.

§4. De in dit artikel bedoelde toelatingen, ofwel het originele exemplaar, ofwel ten minste een goede en volledig leesbare kopie, moeten op elk verzoek van de politie of van een bevoegde ambtenaar getoond worden.

§5. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een boete van maximaal € 210,00.

#### Artikel 7

Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang komen door situaties waarvan de oorzaak bij privé-eigendommen ligt, zal de Burgemeester de nodige besluiten nemen.

In geval van weigering van of vertraging bij de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is deze aan de betrokkenen te betekenen, kan de Burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen, die de kosten hoofdelijk moeten dragen.

#### Artikel 8

§1. Als een evenement zoals een feest, een sportevenement of gelijk welke andere bijeenkomst georganiseerd wordt in een plaats die voor het publiek toegankelijk is, en waarvoor de organisatoren niet kunnen bewijzen dat ze aan de veiligheidsvoorschriften, namelijk de regelgeving inzake brandveiligheid, beantwoordt, kan de Burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting laten ontruimen en sluiten.

§2. Op publiek toegankelijke plaatsen zoals cafés, restaurants, dancings of elke plaats

waar feesten, vermaakactiviteiten, danspartijen of enige andere bijeenkomst worden georganiseerd, is het verboden het maximaal aantal personen te overschrijden dat tegelijk aanwezig mag zijn, bepaald door de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de normen inzake brandveiligheid en -preventie.  
Indien dit aantal wordt overschreden, kan de politie deze plaatsen laten ontruimen en sluiten.

#### Artikel 9

§1. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op inrichtingen die doorgaans toegankelijk zijn voor het publiek, zelfs indien dit slechts onder bepaalde voorwaarden is toegelaten.

§2. Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de bestrijding van geluidshinder, mag elk geluid binnen de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, hoorbaar op de openbare weg, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden.

§3. Het is verboden voor uitbaters van inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en in het algemeen de uitbaters die wijn, bier of gelijk welke andere dranken verkopen, hun zaak te sluiten zolang er zich één of meer klanten bevinden.

§4. De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten evacueren en sluiten wanneer zij wanorde of lawaai vaststelt die de openbare rust of de rust van de omwonenden kan storen.

Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de Burgemeester iedere maatregel nemen die hij nuttig acht om een einde te stellen aan de onrust, meer bepaald door de tijdelijke sluiting van de inrichting te bevelen voor de duur die hij bepaalt, en dit gedurende een periode van maximaal drie maanden.

#### Artikel 10

De persoon die de voorschriften vervat in de bepalingen van dit reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die eruit zou kunnen voortvloeien.

De Gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij dit reglement voorgeschreven bepalingen.

#### Artikel 11

In geval van verstoring van de openbare orde door individueel of collectief gedrag, of in geval van herhaalde inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, gepleegd op eenzelfde plaats of tijdens soortgelijke evenementen en die een verstoring van de openbare orde of overlast inhouden, kan de Burgemeester beslissen een tijdelijk plaatsverbod uit te spreken ten aanzien van de pleger(s) van dit gedrag, hetwelk tweemaal kan worden verlengd.

Onder "tijdelijk plaatsverbod" wordt verstaan het verbod binnen te treden in een of meerdere duidelijke perimeters van plaatsen bepaald als toegankelijk voor het publiek. Wordt beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek elke plaats die gelegen is in de gemeente die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de werkplek of de plaats van de onderwijs- of opleidingsinstelling van de overtreder.

*In geval van niet-naleving van het tijdelijk plaatsverbod, wordt de pleger of worden de plegers van die gedragingen gestraft met een geldboete met een maximumbedrag van 350 euro.*

### Artikel 12

*§1. Iedere persoon die zich in de openbare ruimte bevindt of op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of verzoeken van de politie of van gemachtigde ambtenaren, met het oog op:*

- 1. de vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid;*
- 2. het vergemakkelijken van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in gevaar;*
- 3. het doen naleven van de wetten, reglementen en besluiten.*

*Wanneer de politieambtenaar of een gemachtigde ambtenaar een privé-eigendom betreden heeft op verzoek van de bewoners, of in geval van brand, overstroming of een hulpoproep, is deze verplichting eveneens van toepassing op de personen die zich in deze privé-eigendom bevinden.*

*§2. Het is verboden een gebrek aan respect te tonen of zich agressief of bedreigend op te stellen jegens elke persoon die bevoegd is om de wetten en reglementen te doen naleven.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal € 280,00.*

## HOOFDSTUK II - OPENBARE NETHEID EN GEZONDHEID

### Afdeling 1. Netheid van de openbare ruimte

#### Artikel 13

*Het is verboden ieder voorwerp of iedere plaats van de openbare ruimte te bevuilen of te beschadigen op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarop men toezicht of waarover men zeggenschap heeft, zoals:*

- 1. de openbare ruimte in het algemeen;*
- 2. ieder voorwerp dat bijdraagt aan de verfraaiing van de openbare ruimte;*
- 3. ieder onderdeel van het straatmeubilair;*
- 4. galerijen en doorgangen op private grond, toegankelijk voor het publiek;*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 280,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Artikel 14

*Behoudens voorafgaande machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen, is het verboden gelijk welke tekens of opschriften met gelijk welk product, op de openbare weg aan te brengen.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*



#### Artikel 15

Het is verboden een voertuig op beplanting te laten stoppen. Het is eveneens verboden met een voertuig op beplanting rond te rijden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 210,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 16

De verkopers van voedingsproducten die dadelijk op publiek toegankelijke plaatsen en buiten worden verbruikt, dienen ervoor te zorgen dat hun klanten de openbare ruimte rond hun handelszaak niet bevuilen.

Zij moeten onder meer voldoende vuilnisbakken plaatsen, die duidelijk zichtbaar en goed bereikbaar zijn, tijdig deze vuilnisbakken ledigen, het zwerfvuil dat afkomstig is van hun handel opruimen en de onmiddellijke nabijheid van hun handel schoonmaken.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 17

Het is verboden het vuil naar buiten te vegen vanuit werven, privé-eigendommen en openbare gebouwen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140 euro, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 18

Het is verboden te spuwen, te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte, behalve op de plaatsen die daarvoor bestemd zijn.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210 euro, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 19

Het is verboden vuilniszakken, recipiënten en containers te doorzoeken, te verplaatsen, te beschadigen en de inhoud ervan over de openbare ruimte te verspreiden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 20

Het is verboden ieder voorwerp dat stof of enig ander poederkruisvormige materie kan veroorzaken, uit te kloppen of uit te schudden, eender waar op en/of boven de openbare weg, op niet-bebouwde terreinen op minder dan 100 meter van woningen, vanaf eender

welk deel van de gebouwen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 120,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

## Afdeling 2. Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

### Artikel 21

§1. De voetpaden en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen dienen te worden onderhouden en proper te worden gehouden. Deze verplichtingen komen ten laste van de eigenaar en de mede-eigenaar, van iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, of van de huurder of de conciërge, portier, bewaker of de personen die belast zijn met het dagelijks onderhoud van de gebouwen.

Deze verplichtingen omvatten onder andere het verwijderen van onkruid en planten, van vervuilende en/of gladde producten en/of materialen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 120,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Voetpaden en bermen mogen enkel schoongemaakt worden op de meest aangewezen tijdstippen om de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

### Artikel 22

Het is verboden voor aannemers van bouwwerken en transportbedrijven de openbare weg in de directe omgeving van hun werven of hun laad- en losplaatsen te bevuilen. Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 350,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

## Afdeling 3. Reinheid van gebouwen en terreinen

### Artikel 23

§1. De goede staat van de onbebouwde terreinen en onbebouwde gedeelten van eigendommen moet op ieder moment gewaarborgd zijn door de in artikel 21 bedoelde personen, wat inhoudt dat ervoor dient gezorgd te worden dat de begroeiing er noch de openbare neigheid noch de openbare veiligheid bedreigt en dat het afval verwijderd wordt.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 210,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Het is verboden op de terreinen bedoeld in §1 opslagplaatsen op te richten, al zijn deze slechts tijdelijk, en er afbraakmateriaal, steengruis, machines, voertuigen, huisvuil,

of gelijk welke materialen of voorwerpen neer te zetten of achter te laten.  
Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 210,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 24

Het is verboden hinderlijke of schadelijke goederen die de openbare hygiëne, veiligheid of gezondheid kunnen schaden, op te stapelen, te lozen, weg te gooien, achter te laten, of te laten staan in een gebouw of in een gebouw dat gebouwd wordt.

Iedere gebruiker van een gebouw zal erop toezien dat geen enkel voorwerp, wasgoed of roerend goed dat de openbare netheid, gezondheid of de veiligheid in het gedrang zou kunnen brengen, geplaatst, gehangen of opgehangen wordt op de terrassen en balkons die zich aan de straatkant bevinden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 210,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 25

§1. De eigenaars van onroerende goederen moeten ervoor zorgen dat deze, evenals de roerende goederen en de installaties waarmee ze uitgerust zijn, perfect bewaard worden, onderhouden worden, perfect functioneren op het vlak van gezondheid, netheid en veiligheid, en ze moeten de elementaire hygiënische maatregelen naleven.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

§2. Al wie bedoeld wordt in paragraaf 1 van dit artikel, is eveneens verplicht zich te schikken naar artikel 72 van dit reglement.

#### Afdeling 4. Wateroppervlakken, waterwegen, leidingen

##### Artikel 26

Het is verboden de leidingen bestemd voor de werking van fontein en of voor de afvoer van regen- of afvalwater te verstopp en.

Het is ook verboden er huisvuil, slijk, zand, enige materie, voorwerpen, dode dieren of gelijk welke substanties die een obstructie in de leidingen kunnen veroorzaken in uit te gieten.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

##### Artikel 27

Het is verboden, behoudens machtiging:

1. de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00;
2. op de riolen in de openbare ruimte aansluitingen aan te brengen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

*Het verbod is niet van toepassing op het vrijmaken van rioolmonden als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve boete, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Artikel 28

*Het is verboden regenwater dat afkomstig is van bebouwde eigendommen alsook afvalwater en ongezonde stoffen te laten afvloeien op de openbare ruimte.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140 euro, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Artikel 29

*Het is verboden te baden in rivieren, kanalen, vijvers, spaarbekkens, fonteinen, deze op welke wijze ook te bevuilden, er dieren in te laten baden of er gelijk welk voorwerp in te wassen of in onder te dompelen.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Afdeling 5. Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

##### Artikel 30

*§1. Het huishoudelijk afval en de voorwerpen of stoffen die bestemd zijn voor de selectieve ophalingen die door het Gewest georganiseerd worden, moeten bij de ophaling volgens de voorschriften van het agentschap Net Brussel worden opgesteld.*

*§2. Het is verboden in de vuilnisemmers, bakken en papiermanden die ter beschikking zijn gesteld van het publiek, afval of vuilniszakken te deponeren, met uitzondering van klein afval en de zakjes met de uitwerpselen van een dier.*

*Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

*§3. De plaatsen die door de Gemeente eventueel voorbehouden worden voor de ophaling van het groenafval van de inwoners van de Gemeente, moeten volledig proper worden gehouden.*

*Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.*

*Onder "groenafval" verstaat men het afval afkomstig van het onderhoud van tuinen en groene ruimten of composteerbaar of biologisch afbreekbaar huishoudafval, uitgezonderd het recycleerbaar afval waarvoor gescheiden ophalingen georganiseerd worden.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

### Artikel 31

Het ledigen van beerputten en septische putten, het vervoer en de verwijdering van hun inhoud mag enkel gebeuren door een onderneming die volgens de reglementering ter zake erkend is.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

### Afdeling 6. Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

#### Artikel 32

§1. Het is verboden op de openbare ruimte het onderhoud, herstellingen aan het koetswerk, de smering, olieerversing of herstelling van voertuigen of van stukken van deze voertuigen in de openbare ruimte uit te voeren of te laten uitvoeren, met uitzondering van herstellingen die uitgevoerd worden vlak nadat het defect zich heeft voorgedaan, voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen bedoeld om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 280 euro, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het al dan niet bezoldigd goederenvervoer of gezamenlijke vervoer van personen, is toegelaten op de openbare ruimte op de tijdstippen van de dag die het best verenigbaar zijn met de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur gebeuren.

De producten en het gereedschap voor het herstellen of het wassen van het voertuig moeten zorgvuldig verzameld worden zodat de doorgang van voetgangers en weggebruikers niet wordt gehinderd.

Wie deze bepalingen overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.

### Afdeling 7. Vuur en rook

#### Artikel 33

Het is verboden de buurt te hinderen met rook, geuren of uitwasemingen van gelijk welke aard, alsook met stof of projectielen van gelijk welke aard.

Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het eveneens verboden vuur te maken op binnenplaatsen en in tuinen, en in open lucht enig afval en schroot te verbranden, met inbegrip van groenafval zoals bepaald in artikel 30 §3 van dit reglement.

Onverminderd het eerste lid is barbecueën toegelaten in privétuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of verplaatsbare barbecuestellen.

Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, zijn barbecues op de openbare ruimte verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

### Afdeling 8. Overnachting en kamperen



#### Artikel 34

*Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het verboden op het gehele grondgebied van de Gemeente en op iedere plaats van de openbare ruimte in enig voertuig, caravan, mobilhome of een daartoe ingericht voertuig te verblijven en/of te slapen, of er te kamperen.*

*Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, is het eveneens verboden meer dan 24 uur onafgebroken op een privéterrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woon- en aanhangwagen, een caravan, een mobilhome of een daartoe ingericht voertuig.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Afdeling 9. Strijd tegen schadelijke en/of gevaarlijke dieren

##### Artikel 35

*§1. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen, is het verboden op de openbare ruimte en op openbare plaatsen allerlei voedsel voor dieren, met inbegrip van katten, honden, eenden, vissen, duiven... achter te laten, neer te leggen of weg te werpen.*

*Hetzelfde verbod is van toepassing op privéwegen, binnenplaatsen of andere delen van een gebouw, wanneer deze praktijk de netheid, gezondheid en openbare veiligheid in het gedrang dreigt te brengen, of met name insecten, knaagdieren en duiven dreigt aan te trekken.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 120,00.*

*§2. De eigenaars of bezetters van gebouwen moeten de plaatsen waar duiven zouden kunnen nestelen permanent afschermen, alsook bevuilde gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.*

#### Afdeling 10. Preventiemaatregelen

##### Artikel 36

*De toegang tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, kan door de uitbater worden verboden voor personen:*

- *die duidelijk niet zindelijk zijn;*
- *die een besmettelijke aandoening vertonen waarvoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is.*

*Iedere persoon in deze toestand die zich toch toegang verschaft tot deze gelegenheden, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00 euro.*

*Bovendien mag hij worden uitgedreven door de politiediensten, zo nodig onder dwang.*

#### Afdeling 11. Aanplakking

##### Artikel 37

*§1. Het is verboden affiches of zelfklevers aan te brengen of te laten aanbrengen gelijk*

waar op de openbare ruimte of op gelijk welke plaats in openlucht die zichtbaar is van op de openbare ruimte, zonder er de toelating van het College van Burgemeester en Schepenen of van de eigenaar of gebruiker van het goed voor te hebben gekregen, of zonder zich te schikken naar de voorwaarden die door de bevoegde overheid in de machtigingsakte zijn vastgesteld.

Het College van Burgemeester en Schepenen zal de definitieve intrekking of schorsing van de machtiging bevelen als de houder ervan deze voorwaarden niet naleeft.

§2. Onverminderd de politieverordeningen van de Gouverneur van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad mogen verkiezingsaffiches aangebracht worden op de plaatsen vastgesteld door de bevoegde overheid.

§3. In geval van betrapping op heterdaad, ongeacht de toepassing van §4, moeten de affiches of zelfklevers, geplaatst in overtreding met dit artikel, door de aanbrengrer of de verantwoordelijke uitgever op simpele vraag van de politie of van een bevoegd persoon verwijderd worden.

§4. In alle gevallen, ongeacht het opleggen van een administratieve geldboete van maximaal € 210,00, kunnen de affiches of zelfklevers die in strijd met dit artikel aangebracht werden, verwijderd worden door de politie of een bevoegd persoon op kosten en risico van de verantwoordelijke uitgever of van de persoon die de affiches heeft aangebracht.

§5. In geval van schade die verband houdt met de inbreuken die door dit artikel beoogd worden, moet de overtreder de eigenaar van het betrokken goed of de overheid die overgegaan is tot het herstel in de oorspronkelijke staat, vergoeden voor alle kosten voor dit herstel in de oorspronkelijke staat.

#### Artikel 38

Het is verboden de affiches, pamfletten of zelfklevers te bevuilden, te bedekken, te beschadigen, te veranderen, of te verwijderen die met toelating van de overheid, eigenaar of gebruiker van het goed werden aangebracht.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00 euro.

#### Artikel 39

§ 1. Elke officiële of openbare mededeling bij de verhuring van een goed dat bestemd is voor bewoning in de ruime zin, moet het bedrag van de gevraagde huur en van de gemeenschappelijke lasten bevatten.

Deze vermeldingen moeten duidelijk zichtbaar en leesbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Elke inbreuk op dit artikel wordt bestraft met een administratieve geldboete van € 50,00 euro.

§ 2. De bepalingen van artikel 3 § 1 van dit reglement zijn niet van toepassing op de inbreuken die door dit artikel beoogd worden.

### HOOFDSTUK III - OPENBARE VEILIGHEID EN VLOTTE DOORGANG

#### Afdeling 1. Samenscholingen, betogingen, optochten

#### Artikel 40

Behoudens geschreven machtiging van de Burgemeester is het verboden in de openbare

ruimte samenscholingen, betogingen of optochten van gelijk welke aard te organiseren en/of te veroorzaken en eraan deel te nemen.

Onverminderd de toepassing van artikel 6 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

#### Artikel 41

§1. Iedere samensholing, betoging of optocht van gelijk welke aard in de openbare ruimte of galerijen en passages op privé-eigendom dat voor het publiek toegankelijk is, is aan de schriftelijke machtiging van de Burgemeester onderworpen.

§2. De vergunningsaanvraag moet minstens tien werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de Burgemeester gericht worden en moet de volgende elementen bevatten:

- de naam, het adres en het telefoonnummer van de organisator(en);
- het voorwerp van het evenement;
- de datum en het tijdstip van de bijeenkomst;
- de geplande route;
- de plaats en het tijdstip waarin voor het einde van het evenement is voorzien, en in voorkomend geval, de ontbinding van de optocht;
- in voorkomend geval, of er een meeting wordt gehouden op het einde van het evenement;
- de raming van het aantal deelnemers en de vervoermiddelen waarin voorzien is;
- de ordemaatregelen waarin door de organisatoren voorzien is.

§3. De houders van een machtiging moeten zich schikken naar de voorwaarden vervat in de machtiging. Het niet naleven van de voorwaarden brengt het onmiddellijke verval van de machtiging met zich mee.

Onverminderd de toepassing van artikel 6 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

#### Afdeling 2. Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten in de openbare ruimte

##### Artikel 42

Het is verboden kleding te dragen die de openbare orde kan verstoren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00 euro.

##### Artikel 43

§1. Behoudens vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen, is het uitdrukkelijk verboden werkzaamheden te starten op de openbare ruimte, zowel bovengronds als ondergronds.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.

§2. De machtigingen die krachtens dit artikel werden verleend, leggen maatregelen op voor de veiligheid en de vlotte doorgang.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

§3. Iedere persoon die werkzaamheden op de openbare ruimte uitvoert of laat

uitvoeren, is ertoe gehouden die te herstellen in de staat waarin ze zich voor de uitvoering van de werkzaamheden bevond of in de staat die in de machtiging vermeld is. Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximaal 280 euro, moet diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 44

De aannemer en de opdrachtgever van de werkzaamheden die niet op de openbare ruimte worden uitgevoerd, moeten de richtlijnen van de gemeentelijke technische dienst naleven om de veiligheid en de vlotte doorgang op de openbare weg te vrijwaren. Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximaal € 280,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

#### Artikel 45

Het is verboden in de openbare ruimte, op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn enige handeling uit te oefenen die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. gelijk welke voorwerpen wegwerpen, gooien of voortstuwen, plaatsen of achter te laten die kunnen schaden door hun aanwezigheid, val of ongezonde uitwasemingen, behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen. Deze bepaling is niet van toepassing op sportdisciplines en spelen die in aangepaste installaties worden uitgeoefend;
  2. enig object achter te laten dat gebruikt kan worden door enige persoon met slechte intenties om de veiligheid van personen en goederen te bedreigen;
  3. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen, op gelijk welke constructies of installaties;
  4. gewelddadige of lawaaierige spelen of oefeningen uitvoeren;
  5. gebruikmaken van wapens, in het bijzonder van vuurwapens of wapens met samengeperste lucht, uitgezonderd in schietstanden die daarvoor een machtiging hebben of in schietkramen op kermissen;
  6. gebruikmaken, te koop stellen of verdelen van vuurwerk en van knallers, behoudens machtiging van de bevoegde overheid;
- Wapens, munitie, vuurwerk of knallers gebruikt in strijd met bovenvermelde bepalingen zullen in beslag worden genomen.

In geval van een administratieve inbeslagname, zullen de in beslag genomen voorwerpen worden vernietigd.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 46

Het is in de openbare ruimte verboden:

- de toegang tot openbare of private gebouwen of bouwwerken, ook al is dit maar gedeeltelijk, te belemmeren;
- de doorgang van voorbijgangers, ook al is dit maar gedeeltelijk, te verhinderen.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de

*activiteit onmiddellijk doen stopzetten.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.*

#### Artikel 47

*Het gebruik van steps, rolschaatsen of skateboards is enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang in het gedrang wordt gebracht. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 120,00.*

#### Artikel 48

*Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen zijn verboden in de openbare ruimte en op openbare plaatsen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00:*

- *inzamelingen, verkoopinzamelingen en verkopen;*
- *gelijk welke gemakkelikheden zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of feestelijke verlichting;*
- *artistieke prestaties;*
- *divinatorische kunsten.*

*De aanvragen van de machtiging moeten ingediend worden binnen de tien werkdagen die aan de activiteit voorafgaan.*

*In geval van niet-naleving van de voorwaarden die in de vergunning gesteld zijn, kan het College van Burgemeester en Schepenen de definitieve intrekking van de vergunning uitspreken.*

*In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de activiteit onmiddellijk doen stopzetten*

#### Artikel 49

*De verdelers van kranten, documenten, tekeningen, etsen, advertenties en allerhande drukwerken in de openbare ruimten dienen wat er door het publiek op de grond wordt gegooid, op te rapen.*

*Het is verboden voor omroepers, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame:*

- *stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op de deurdrempels en vensterbanken van gebouwen;*
- *zonder de toelating van de eigenaar of de gebruiker, reclamedrukwerk aan te brengen op voertuigen;*
- *een luidspreker te gebruiken;*
- *voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Artikel 50

*Het is verboden buiten de spektakel- of concertzalen en plaatsen voor*

sportbijeenkomsten of evenementen, de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hen inkomkaarten te verkopen of om hen uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor de personen die ze tewerkstellen, klanten aan te spreken of te roepen om ze aan te sporen naar hun zaak te komen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 51

Het is verboden om op gelijk welke manier ieder concert, spektakel, evenement, sportieve bijeenkomst of gelijk welke bijeenkomst die door de gemeentelijke overheid toegelaten is, te verstoren.

Het is met name verboden voor het publiek:

- a) op het toneel te verschijnen, zich op de piste of op het terrein te begeven zonder dat ze daar van de artiesten, sportlui of organisatoren een uitnodiging of machtiging voor hebben gekregen, of zich te begeven in de privégedeelten van de inrichting of die welke voor de artiesten of sportlui voorbehouden zijn;
- b) voorwerpen op de balkons en leuninggen te deponeren of eraan te bevestigen, die door hun val of op enige andere manier het publiek, de acteurs of de sportlui kunnen storen;
- c) door hun gedrag de stabiliteit en/of veiligheid van de installaties of plaatsen in gevaar te brengen.

Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 52

Tijdens openbare concerten, spektakels, religieuze diensten en andere behoorlijk toegelaten voorstellingen, moeten de marktkramers, evenals de andere gebruikers van de openbare ruimte, op eenvoudig verzoek van de politie of de gemachtigde ambtenaar alle geluidsoverlast stopzetten die deze manifestaties kan verstoren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 53

Het is verboden, behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen, over te gaan tot de montage van gelijk welke voorlopige constructie die bedoeld is om publiek te verwelkomen ter gelegenheid van culturele, sportieve of andere manifestaties, ongeacht het materiaal dat gebruikt wordt, of ongeacht de montage- of verankerings technieken die toegepast worden, in overeenstemming met iedere reglementering die van kracht is.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.

#### Afdeling 3. Plaatsing van kranen

#### Artikel 54

*Iedere plaatsing van een kraan of van eender welk ander hijswerktuig in de openbare ruimte is aan de machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen onderworpen.*

*Het is verplicht:*

- 1. voor iedere ingebruikneming van een kraan en telkens als het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming de opstelling van een proces-verbaal van verificatie vereist, een fotokopie van dit document, dat door een erkend organisme opgesteld is, op te sturen naar het College van Burgemeester en Schepenen, binnen een termijn van één week vóór de montage of hermontage;*
- 2. dat ieder gebruik van de kraan onderworpen is aan de opstelling van een plan van de werf, in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het werktuig, met inbegrip van de ruimte die het in beslag neemt en de draaicirkel van de kraanarm;*
- 3. dat de kranen een stabiele basis hebben op de grond, om te vermijden dat ze zouden omvallen. Kranen die op rails gemonteerd zijn, moeten daarenboven aan deze rails vastgemaakt worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden opdat ze niet uitgerukt kunnen worden;*
- 4. dat de kraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt, hetzij op verschillende plaatsen stevig verankerd wordt;*
- 5. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de kraan niet minder stabiel zou worden wanneer deze zich in draaistand bevindt;*
- 6. dat de vervoerde materialen indien deze poedervormig of vloeibaar zijn, of indien ze kunnen verspreid worden, zouden opgeborgen worden in containers zodat er niets kan terechtkomen op de openbare ruimte, op privé-eigendommen of binnen ruimtes die omheind zijn. De omheining moet zo nodig op bevel van de politie of gemachtigde ambtenaar verwijderd worden bij de dagelijkse sluiting van de werf;*
- 7. dat vóór de ingebruikneming van de kraan of van het eender welk ander hijswerktuig bij de dichtstbijzijnde politiepost een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, ingenieur of bevoegde technicus alsook van een lid van het kraanpersoneel, die te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst dient aan de buitenkant van het kantoor van de werf aangeplakt te worden en dient leesbaar te zijn van op de openbare weg. Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 350,00, kan het College van Burgemeester en Schepenen de voorlopige sluiting van de werf bevelen aan diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt.*

#### *Afdeling 4. Privatieve ingebruikneming van de openbare ruimte*

##### *Artikel 55*

*Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw zijn verboden:*

- 1. Iedere privatieve ingebruikneming van de openbare weg boven, op of onder de begane grond, met name elk voorwerp dat vastgemaakt, vastgehecht, opgehangen, gedeponereerd of achterlaten wordt;*
- 2. De plaatsing op alle hoge delen van gebouwen of tegen de gevels van huizen, van voorwerpen die schade kunnen veroorzaken door te vallen, ook al steken ze niet over de openbare weg uit.*

*Onverminderd artikel 58 zijn vrijgesteld van deze bepaling: de voorwerpen die gedeponeerd worden op vensterbanken en tegengehouden worden door een voorziening die stevig bevestigd is en niet uitsteekt, alsook vlaggenstokken.*

*Onverminderd de bepalingen van het verkeersreglement, mag geen enkel voorwerp, ook al is dit maar gedeeltelijk, de voorwerpen van openbaar nut verbergen waarvan de zichtbaarheid volledig moet gewaarborgd zijn.*

*De voorwerpen die in strijd met dit artikel gedeponeerd, bevestigd, vastgehecht of opgehangen zijn, dienen op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd te worden, zo niet kan ambtshalve worden overgegaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder.*

*Onverminderd de vorige paragraaf, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.*

#### Artikel 56

*§1. Behoudens machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen is het verboden terrassen, kraampjes, menuborden of reclameborden onder gelijk welke vorm te plaatsen en koopwaren of drukwerk op de openbare ruimte uit te stallen.*

*De voorwerpen die in strijd met dit artikel zijn geplaatst of uitgesteld, dienen op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd te worden, zo niet kan ambtshalve worden overgegaan tot de verwijdering ervan, op kosten en risico van de overtreder.*

*§2. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 280 euro.*

*Onverminderd de bepalingen inzake stedenbouw, zal het College van Burgemeester en Schepenen de administratieve intrekking bevelen van de machtiging die het verleend had aan de uitbater indien deze laatste de voorwaarden niet respecteert die gesteld werden bij de toekenning van de voormelde machtiging.*

#### Artikel 57

*Het is verboden spandoeken, wimpels, lichtslingers, vlaggen, kabels, apparaten en andere aansluitingen uitgaand van privé-initiatief op voorgevels van gebouwen of over de openbare weg te hangen zonder voorafgaande schriftelijke machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen.*

*Deze bepaling is niet van toepassing in geval van een vlaggenversiering waarvoor een algemene machtiging of een machtiging van de Gemeente verkregen werd.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 58

*De eigenaars of gebruikers van antennes, parabolen en lichtreclame moeten voortdurend nagaan of de stabiliteit ervan perfect is.*

*De antennes mogen nooit aan de voorzijde van een gebouw worden geïnstalleerd.*

*Elke antenne of al dan niet verlicht uithangbord die niet meer gebruikt wordt, moet worden verwijderd binnen de dertig dagen die volgen op de stopzetting van het gebruik ervan.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00. Bovendien is hij verplicht de betreffende antenne, lichtreclame en/of parabool te verwijderen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht*



*voor het te doen op kosten en risico van de overtreder.*

#### Artikel 59

*Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat iedere tak die over de openbare weg hangt, zich op een hoogte van minstens 2,50 m van de grond bevindt en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 m van de openbare rijweg bevindt.*

*Indien bijzondere veiligheidsredenen het vereisen, kan de politie of een gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en zullen de voorgeschreven werkzaamheden ten laatste acht dagen na de desbetreffende betekening verricht dienen te worden.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 140,00, dient diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, de zaken onmiddellijk te herstellen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

#### Artikel 60

*Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van de binnenkant van een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.*

*Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenzonneblinden, beweegbare luiken of zonnegordijnen die op het gelijkvloers geplaatst zijn, indien het gebouw zich langs de rooilijn bevindt die aan de openbare weg grenst.*

*Wanneer de buitenzonneblinden of beweegbare luiken open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.*

*De pallen en haken die op het gelijkvloers geplaatst zijn, dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 61

*Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is en met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.*

#### Artikel 62

*§ 1. Het is verboden aan de rand van werven, alsook aan de laad- en losplaatsen materiaal of vuilnis achter te laten op de openbare weg.*

*§ 2. Het is verboden producten, materialen, toestellen, containers, liften of stellingen te deponeren of achter te laten na het einde van de werkzaamheden.*

*Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 350,00, dient diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, de zaken onmiddellijk te herstellen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.*

## Afdeling 5. Het gebruik van gevels van gebouwen

### Artikel 63

§1. Iedere eigenaar van een gebouw brengt aan de straatkant het huisnummer dat door de Gemeente toegekend werd, goed zichtbaar aan en plaatst per gebruikte ruimte of wooneenheid een technisch waarschuwingstoestel, zoals een goed werkende bel. De bewoner brengt zijn naam zichtbaar aan op het genoemde toestel.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 110 euro.

§2. Het is verboden op gelijk welke manier de huisnummers te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.

§3. In geval van nummerwijziging dient het oude nummer te worden afgedekt of met een zwarte streep te worden geschrapt, en mag het maximaal zes maanden behouden blijven vanaf de betekening ter zake door het bestuur.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.

§4. Als gelijk welke werkzaamheden aan het gebouw noodgedwongen de verwijdering van het huisnummer impliceren, dient dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werkzaamheden opnieuw te worden aangebracht.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 70,00.

§5. Het is verboden op gelijk welke manier straatnaamborden te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Naast de kosten voor de vervanging of herstelling, wordt al wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140,00.

### Artikel 64

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling impliceert, op de gevel of de nok van hun gebouw, ook wanneer deze zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel aan de straatkant, toe te staan dat de volgende zaken worden aangebracht:

1° een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;

2° alle verkeerstekens;

3° een klem voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscamera's, ...

4° ieder veiligheidsmateriaal.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van onroerende goederen moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in een perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid niet in het gedrang zouden brengen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

Afdeling 6. Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Artikel 65

Het is verboden de geluidssignalen of oproepen van de brandweer, lokale of federale politie en andere hulpdiensten na te bootsen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

Artikel 66

Iedere bedrieglijke noodoproep of bedrieglijk gebruik van een telefoonpaal of signalisatietoestel dat bestemd is om de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, is verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

Artikel 67

Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in gebouwen of voorzieningen van openbaar nut die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

Personen die daar door het Gemeentebestuur niet toe werden gemachtigd, mogen geen kranen van openbare leidingen of kanaliseringen van gelijk welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare klokken, signalisatieapparaten, noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen vinden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

Artikel 68

Iedere persoon die door de administratieve overheid aangemaand wordt bouwwerken die dreigen in te storten, te herstellen of af te breken, dient daar onverwijld toe over te gaan; zo niet zal daar door de Gemeente toe overgegaan worden op kosten en risico van de overtreder.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

Artikel 69

Het is verboden graszoden, aarde, stenen of materialen weg te nemen op plaatsen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, zonder daartoe de toelating te hebben gekregen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

Artikel 70

Het is voor iedere onbevoegde persoon verboden andermans terrein te betreden of er te passeren, er een dier onder zijn bewaring te laten passeren, er veldvruchten of enige voortbrengselen van de bodem af te snijden of te vernietigen, zelfs zonder de intentie deze te stelen.

Het is verboden op het terrein van iemand anders de veldvruchten of voortbrengselen

van de bodem te stropen, te ontvreemden of te roven of te beschadigen.  
Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 71

Onverminderd de wettelijke voorschriften of reglementen, is het verboden elk gevaarlijk, giftig, explosief of ontvlambaar product te bewerken in de openbare ruimte.  
Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

#### Artikel 72

De eigenaar van ongebruikte gebouwen of onbebouwde terreinen dient passende materiële maatregelen te treffen om de toegang te verbieden voor elke onbevoegde persoon.  
Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

#### Artikel 73

De afsluitingen, tussenschotten, omheiningen die in de grond vastgezet zijn en grenzen aan niet-bebouwde terreinen, evenals die welke bevestigd zijn aan gebouwen, moeten stevig vastgemaakt zijn opdat ze, zelfs door krachtige windstoten, niet kunnen worden omvergeblazen of niet kunnen omvallen.  
Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

### Afdeling 7. Brand

#### Artikel 74

Zodra er brand uitbreekt, dienen de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk te melden aan de hulpdiensten.

#### Artikel 75

De bewoners van een gebouw waarin brand is uitgebroken, evenals die van de omringende gebouwen, moeten:

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen en verzoeken van de brandweer, burgerbescherming, politieambtenaren en agenten van politie of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om de ramp te bestrijden;
2. toegang tot hun gebouw geven;
3. het gebruik toelaten van waterpunten en alle middelen om de brand te bestrijden, waarover ze beschikken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.

#### Artikel 76

Zijn verboden op de openbare weg en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn: het parkeren van voertuigen, en het plaatsen, ook al is dit maar tijdelijk, van voorwerpen waardoor de opsporing van, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden, kan gehinderd of onmogelijk gemaakt worden.

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.*

Artikel 77

*Het is verboden de signalen voor de identificatie of de opsporing van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.*

Artikel 78

*De brandkranen, deksels of luiken die de ruimtes met brandkranen en putten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

Artikel 79

*Onverminderd de wettelijke bepalingen die van kracht zijn, is het verboden op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, gelijk welke voorwerpen te plaatsen, te bevestigen of op te hangen die de doorgang in de trappen, aan de uitgangen of nooduitgangen alsook in de gangen die erheen leiden, hinderen of die op gelijk welke wijze hun breedte of hoogte beperken.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.*

Artikel 80

*§1. Elk gebouw of elke constructie waarvan de hoofdingang niet rechtstreeks uitkomt op de openbare weg, moet bereikbaar zijn voor de hulpvoertuigen. Deze toegangsweg moet het verkeer, het parkeren en het aanwenden van het materiaal dat door de hulpdiensten en de brandweer gebruikt wordt, toelaten.*

*§2. Die toegangsweg moet steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk blijven. Het is verboden er voertuigen op te parkeren of er gelijk welke materialen of voorwerpen achter te laten.*

*§3. Deze toegangsweg wordt aangeduid door gelijk welk signalisatiemiddel dat gepast geacht wordt.*

*Wie de bepalingen van paragraaf 2 overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.*

Afdeling 8. Bijzondere bepalingen die in acht dienen te worden genomen bij sneeuw of vorst

Artikel 81

*De voetpaden die met sneeuw of ijzel bedekt zijn, moeten geruimd of slipvrij gemaakt worden over twee derde van hun breedte, met een minimum van 1,50 m.*

*De sneeuw moet op en aan de rand van het voetpad opgehoopt worden en mag niet op de rijweg gegooid worden. De rioolmonden en goten moeten vrij blijven.*

*Dit moet worden uitgevoerd door de in artikel 21 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden, volgens de bepalingen die daarin zijn opgenomen.*

*Het strooien van zand of gelijk welk ander product om sneeuw of ijs te laten smelten op de treden van buitentrappen, op voetpaden of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van de in deze bepaling voorgeschreven verplichtingen. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 82

*Ijspegels die zich vormen aan de hoger gelegen delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, dienen verwijderd te worden.*

*Deze verplichting geldt voor de in artikel 21 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden, volgens de bepalingen die daarin zijn opgenomen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 83

*Het is verboden op de openbare weg:*

- *bij vorst water te gieten of te laten vloeien;*
- *glijbanen aan te leggen;*
- *sneeuw of ijs te storten of te gooien dat afkomstig is van privé-eigendommen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.*

#### Artikel 84

*Het is verboden zich op het ijs van kanalen, waterbekkens en waterlopen te begeven, zonder machtiging van de bevoegde autoriteiten.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

### Afdeling 9. Ontspanningsactiviteiten en -plaatsen

#### Artikel 85

*De toestellen die ter beschikking gesteld zijn van het publiek op gemeentelijke speelpleinen of speelvelden moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen.*

*De plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, mogen niet gebruikt worden voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden.*

*Kinderen onder de zeven jaar moeten verplicht vergezeld worden door een van hun ouders of door de persoon aan wiens hoede ze werden toevertrouwd.*

*Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

### Afdeling 10. Verhuizingen, laden en lossen

#### Artikel 86

*Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22u en 7u, zonder machtiging van het College van Burgemeester en Schepenen. Dit verbod geldt*

*niet voor de persoonlijke zaken bij een vertrek of terugkeer van een reis.*

*Het College van Burgemeester en Schepenen kan de administratieve schorsing of intrekking van de machtiging uitspreken indien de titularis de voorwaarden niet respecteert die daarin gesteld werden.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 87

*Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare weg moet erop gelet worden dat de voetgangers niet verplicht worden het voetpad te verlaten, dat ze zich nergens tegen stoten of dat ze zich niet verwonden, en dat noch de veiligheid noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust in het gedrang komen. Deze transporten, ladingen en lossingen kunnen slechts plaatsvinden voor de woning of garage van de uitbater of bezetter van de plaatsen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 88

*Het is verboden winkelkarren achter te laten in de openbare ruimte.*

*De uitbaters van winkelcentra zijn verplicht alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling garanderen. Bovendien zijn ze verplicht de identificatie van de winkelkarren te garanderen.*

*Iedere overtreding op deze bepaling wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 70,00 ten laste van de uitbater vermeld op de winkelkarren.*

### HOOFDSTUK IV - DE OPENBARE RUST

#### Afdeling 1. Hinderlijke activiteiten

##### Artikel 89

*Zijn verboden op het grondgebied van de Gemeente, iedere tentoonstelling, verspreiding en handel:*

- van boeken of alle geschreven dragers,
- geluids- of audiovisuele middelen,
- voorwerpen, emblemen, tekens,

*die aanzetten tot geweld en haat en in strijd zijn met de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.*

#### Afdeling 2. Geluidsoverlast

##### Artikel 90

*Voor het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of gelijk welke voorwerpen die geluiden kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, staven, dozen, vaten of metalen recipiënten of andere, gelden de volgende principes:*

1. *deze voorwerpen dienen gedragen en niet gesleept te worden, op de grond geplaatst en er niet op geworpen te worden;*

2. als deze voorwerpen door hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen worden, dienen ze uitgerust te zijn met een voorziening waardoor ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 91

Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen, zijn in de openbare ruimte verboden:

1. vocale, instrumentale of muzikale audities;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. kermisparades en -muziek.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 92

Het is overdag verboden geluidshinder te veroorzaken die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven die geproduceerd worden (onder meer van het geroep van dieren, in privé-eigendommen, in voor het publiek toegankelijke etablissementen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden) het niveau van het straatgeluid overschrijdt.

Overtredingen tegen deze bepaling, die aan boord van voertuigen worden begaan, worden verondersteld door de bestuurder te zijn begaan.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

#### Artikel 93

Het is verboden aan deuren aan te bellen of op deuren te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 110,00.

### Afdeling 3. Grasmaaiers

#### Artikel 94

Het gebruik van grasmaaiers en andere machines voor het tuinieren die door een motor worden aangedreven, is verboden op zondagen en wettelijke feestdagen. Op andere dagen is het gebruik ervan verboden tussen 22u en 7u.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 70,00.

### Afdeling 4. Alarmsystemen

#### Artikel 95

Voertuigen die zich in de openbare ruimte of op privé-eigendommen bevinden en met een alarmsysteem zijn uitgerust, mogen in geen enkel geval de buurt verstoren.

De eigenaar van een voertuig waarvan het alarm afgaat, moet het alarm meteen



uitschakelen.

Wanneer de eigenaar niet opdaagt nadat het alarm ongepast afgegaan is, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en op risico van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de eigenaar van een voertuig waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 96

De gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waar het alarm afgaat, moet het alarm zo snel mogelijk uitschakelen.

Wanneer de gebruiker niet opdaagt binnen deze gestelde termijn nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en op risico van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Afdeling 5. Lichtvervuiling

##### Artikel 97

Behoudens voorafgaande en schriftelijke machtiging van de Burgemeester is het verboden, hetzij rechtstreeks, hetzij door weerkaatsing van lichtbundels, laserlicht of soortgelijke, licht uit te zenden of te projecteren.

Elke uitbater moet de nodige maatregelen treffen om lichtvervuiling te voorkomen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### HOOFDSTUK V - GROENE RUIMTEN

##### Artikel 98

§1. De openingsuren van openbare parken en tuinen zijn aangeduid bij één of meer van hun ingangen.

Indien de openingsuren ontbreken, zijn de parken en tuinen van zonsondergang tot -opgang, net als bij stormweer, uitsluitend op eigen risico van de bezoekers toegankelijk.

Indien nodig kan de Burgemeester of de overheid die de groene ruimte beheert de sluiting bevelen.

§2. Niemand mag zich toegang verschaffen tot openbare parken en tuinen buiten de openingsuren of in geval van de in §1 beoogde sluiting.

Het is tevens verboden over de hekken en afsluitingen te klimmen of ze te forceren.

§3. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

##### Artikel 99

De toegang tot de openbare parken en tuinen en tot gemeentelijke speelpleinen of

speelvelden is verboden voor personen in staat van dronkenschap, voor personen die niet fatsoenlijk gekleed zijn en voor kinderen jonger dan 7 jaar zonder begeleiding. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 100

Niemand mag in de groene ruimten door gelijk welk gedrag de gebruikers hinderen of de rust van de omgeving of van de bezoekers verstoren. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 101

§1. Het is verboden knoppen en bloemen of planten te verwijderen.

Het is verboden bomen te beschadigen, ermee te schudden of te ontschorsen, takken, bloemen of gelijk welke andere planten uit te trekken of af te snijden, palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken, wegen en dreven te beschadigen, zich te begeven in bloemperken en grasperken, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

§2. Het college van Burgemeester en Schepenen kan afwijken van dit artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 102

Het is verboden de groene ruimten te betreden met belemmerende voorwerpen, voertuigen, motorfietsen en fietsen;

Deze bepaling is niet van toepassing op:

- fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen, voor zover ze gebruikt worden door kinderen en voor zover hun gedrag de veiligheid van andere gebruikers niet in het gedrang brengt;
- fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen op de specifiek daarvoor bestemde plaatsen;
- de voertuigen en fietsen van de gemeentediensten, van de politie en van de hulpdiensten;
- de onderhoudsdiensten.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 103

Het is verboden de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 104

Het is verboden er te vissen, behoudens een machtiging van de bevoegde overheid. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 105

*Behoudens een machtiging van de bevoegde overheid, is het verboden vogels te vangen en hun nesten te vernielen, en alle andere dieren die zich in de openbare ruimte bevinden, lastig te vallen, te verwonden of te doden.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 106

*Het is verboden zonder toelating van de bevoegde overheid vuur te maken in de openbare ruimte en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 107

*Behoudens toelating van de bevoegde overheid, mag er geen enkele collectieve feest-, sport- en/of culturele activiteit plaatsvinden in de openbare parken en tuinen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 108

*Iedere persoon die weigert rekening te houden met de opmerkingen van een persoon die krachtens dit reglement bevoegd is, kan uit de groene ruimten gezet worden.*

### HOOFDSTUK VI - DIEREN

#### Artikel 109

*Dieren moeten met alle gepaste middelen worden vastgehouden, en minstens met een korte leiband.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 110

*De eigenaars van dieren of de personen die er toezicht over hebben, ook al is dit maar occasioneel, dienen erop toe te zien dat deze dieren de omstanders op geen enkele manier storen.*

*Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.*

#### Artikel 111

*Het is in de openbare ruimte verboden:*

- 1. vergezeld te zijn van agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten als ze geen muilband dragen; deze bepaling is ook van toepassing op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn;*
- 2. vergezeld te zijn van dieren waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zouden kunnen brengen;*
- 3. gelijk welk dier te laten rondzwerven; rondzwervende dieren kunnen gevangen*

worden en naar het dierenasiel gebracht worden op kosten en op risico van de eigenaar of van de persoon die er toezicht over heeft;

4. dieren in een geparkeerd voertuig achter te laten indien dit een gevaar of ongemak kan veroorzaken voor personen of voor de dieren zelf; deze bepaling is eveneens van toepassing op parkings die toegankelijk zijn voor het publiek.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 210,00.

#### Artikel 112

Behoudens toelating van de Burgemeester, is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.

#### Artikel 113

Het is verboden dierengevechten te organiseren, aan te moedigen of eraan te deel te nemen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 114

§1. Onverminderd de toepassing van artikel 13 van dit reglement, zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de rioolmonden en de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal € 250,00, moet diegene die deze paragraaf overtreedt, de plaats onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

§2. Het baasje of de bewaker van het dier moet op elk ogenblik beschikken over twee zakjes of soortgelijke middelen om de uitwerpselen van het dier te verwijderen. Deze zakjes of soortgelijke middelen dienen weggegooid te worden in de vuilnisbakken langs de openbare weg of in de vuilnisbak op de site die door het dier bezocht wordt. Deze zakjes of soortgelijke middelen moeten op elk verzoek van een bevoegd persoon of van de politie getoond kunnen worden.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 115

§1. Het is verboden zich met gelijk welke dieren te begeven op sport- en speelterreinen, en op grasperken, behalve op de plaatsen die daartoe ingericht zijn.

§2. Behoudens machtiging van de Burgemeester is het verboden gevaarlijke dieren in groene ruimten binnen te brengen.

§3. Met uitzondering van de hulphonden van mindervaliden, is het verboden eender welk dier binnen te brengen in inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een intern reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de

lokalen en van de personen in de voedingssector.

§4. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 116

Behoudens machtiging, is het verboden, zelfs voor een slagerij of voor de uitvoering van een religieus ritueel:

- slachtvee te houden in een woning;
- in een woning over te gaan tot de slachting van dieren;
- slachtvee te leveren, te verkopen, te koop aan te bieden op de openbare weg;
- slachtvee te vervoeren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 280,00.

#### Artikel 117

Het houden van wilde of exotische dieren is gebonden aan een voorafgaande schriftelijke aangifte aan de Burgemeester.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 118

Het is verboden gelijk welk dier te houden dat als gevaarlijk wordt beschouwd, behalve voor circussen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal € 140,00.

#### Artikel 119

De dieren die een gevaar voor het leven of voor de fysieke integriteit van personen, van andere dieren of voor de veiligheid van goederen betekenen, kunnen door een politieagent onttrokken worden aan het vrije gebruik van de eigenaar, de bezitter of houder ervan om de openbare veiligheid en rust te bewaren.

Deze inbeslagneming gebeurt op kosten en op risico van de eigenaar, de bezitter of de houder van het dier.

### HOOFDSTUK VII - GEMENGDE INBREUKEN

#### Artikel 120

Iedere persoon die een overtreding begaan heeft bedoeld in de artikelen 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis van het Strafwetboek, zal bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal € 350,00.

Deze artikelen hebben meer bepaald betrekking op de volgende gedragingen:

- beledigingen;
- winkeldiefstal;
- vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen;
- graffiti op roerende en onroerende goederen;
- beschadiging van de onroerende eigendom van anderen;
- vernieling en beschadiging van bomen en enten;

- vernieling en beschadiging van hagen of afsluitingen, verplaatsing of verwijdering van palen;
- beschadiging of vernieling van de roerende eigendom van anderen;
- nachtlawaai of geluidshinder;
- verboden feitelijkheden en licht geweld;
- zich op publiek toegankelijke plaatsen vertonen met volledig of gedeeltelijk gemaskerd of verborgen gezicht, zodanig dat de betrokkene niet meer herkenbaar is

#### HOOFDSTUK VIII – STILSTAAN EN PARKEREN

##### Artikel 121

Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zal bestraft worden met een administratieve geldboete volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

#### HOOFDSTUK IX - SLOTBEPALINGEN

##### Artikel 122

Dit algemeen politiereglement treedt in werking op 10 maart 2014 en zal van toepassing zijn op de inbreuken die vanaf die datum gepleegd worden op het grondgebied van de gemeente. De inbreuken die gepleegd werden vóór die datum, blijven onderworpen aan de bepalingen van het algemeen politiereglement van 24 november 2011."

##### Artikel 2:

Het Algemeen politiereglement zal op 10 maart 2014 in werking treden.

[1] Advies van de Politieraad

[2] Advies van de Politieraad

[3] Advies van de Politieraad

20.02.2014/A/005 **Modification au règlement général complémentaire de police - Délimitation du périmètre de la zone bleue et adaptation de ses horaires conformément à l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur l'organisation de la politique du stationnement et la création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;

Vu la loi relative à la Police de circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la circulation routière;

Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires;

Revu la délibération du Conseil communal du 25.06.2009 et sa modification le 23.01.2014 portant sur la délimitation du périmètre de la zone bleue et de ses horaires;

Vu que conformément à l'article 5 de l'ordonnance du 22.01.2009 les conditions

spécifiques d'utilisation des zones réglementées s'appliquent tous les jours de la semaine, de 9 à 18 heures, à l'exception des dimanches et jours fériés légaux applicables dans tout le pays;

Considérant que les Conseils communaux peuvent prévoir des extensions ou réductions locales d'horaires en fonction des besoins;

Considérant que l'instauration de cette mesure est de nature à faciliter la circulation et d'assurer la sécurité sur la voie publique;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes du règlement général sur la police de la circulation routière sont à supprimer au Chapitre V: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 18: Une zone de stationnement à durée limitée (zone bleue).

- Article 18: à partir du point 18.1 jusqu'au point 18.41

- Article 18.I.A à C

Article 2:

Les stipulations suivantes du règlement général sur la police de la circulation routière sont à ajouter au Chapitre V: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 18: Une zone de stationnement à durée limitée (zone bleue).

18.1 Chaussée de Gand - entre la rue des Combattants et la limite communale de Molenbeek-Saint-Jean;

18.2 Rue Openveld;

18.3 Avenue Hélène;

18.4 Avenue du Roi Albert - entre la place Dr. Schweitzer et la rue des Fleuristes;

18.5 Rue de l'Église - entre la place Dr. Schweitzer et les rues Courte et Dr. Charles Leemans;

18.6 Rue Courte;

18.7 Rue Docteur Charles Leemans - entre la rue de l'Église et la place Roi Baudouin;

18.8 Rue de Grand-Halleux;

18.9 Rue des Soldats - entre la place Dr. Schweitzer et l'avenue René Comhaire;

18.10 Place du Roi Baudouin;

18.11 Clos Victor Guns;

18.12 Avenue Josse Goffin dans son entièreté coté impair;

18.13 Avenue Josse Goffin coté pair tronçon entre la place Schweitzer et la rue de la Cité Moderne et tronçon entre la rue du Grand-Air et la rue de Ganshoren;

18.14 Place des Coopérateurs;

18.15 Rue des Ebats;

18.16 Rue de la Cité Moderne,;

18.17 Rue du Bon Accueil;

18.18 Rue de la Fondation;

18.19 Avenue de l'Entraide;

18.20 Rue du Grand-Air;

18.21 Place de l'Initiative;

18.22 Rue de l'Evolution;

18.23 Rue de la Gérance;

- 18.24 Clos du Tilleul;
- 18.25 Clos du Ruisselet;
- 18.26 Avenue Laure entre l'avenue Josse Goffin et l'avenue Hélène;
- 18.27 Rue Hubert Heymans;
- 18.28 Rue de Termonde;
- 18.29 Avenue Charles Quint;
- 18.30 Rue Georges Remy;
- 18.31 Avenue Notre-Dame de Fatima;
- 18.32 Rue de Ganshoren;
- 18.33 Avenue de la Bergère;
- 18.34 Rue de la Métairie;
- 18.35 Avenue de l'Hôpital Français;
- 18.36 Rue des Combattants;
- 18.37 Place Oscar Ruelens;
- 18.38 Rue Katteput;
- 18.39 Rue E. Winteroy;
- 18.40 Avenue de la Basilique entre les n° 102 à 109;
- 18.41 Rue du Petit-Berchem;

La mesure sera matérialisée par des signaux à validité zonale (début et fin de zone) portant le sigle P avec la mention du disque de stationnement, complétés par la mention « Excepté riverains ».

### Article 3:

Les stipulations suivantes du règlement général sur la police de la circulation routière sont à ajouter au Chapitre V: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 18: Une zone de stationnement à durée limitée (zone bleue).

Article 18.I.A L'ensemble de la place Schweitzer et ses abords en ce compris:

- la placette située face au numéro 2 à 18;
- le parking public communal accessible à tous situé sur domaine communal, à l'angle de la Chaussée de Gand et de la Rue Openveld;
- Avenue Josse Goffin entre n° 7 et 9;

La mesure sera matérialisée par des signaux E9a et un panneau additionnel portant la mention "60 minutes".

Article 18.I.B l'avenue Josse Goffin coté pair tronçon entre la rue de la Cité Moderne et la rue du Grand-Air.

La mesure sera matérialisée par des signaux E9a et un panneau additionnel portant la mention "30 minutes".

Article 18.I.C Avenue du Roi Albert entre les n° 33 et 47 à l'exception des zones de stationnement réservées aux membres de l'administration communale.

La mesure sera matérialisée par des signaux E9a et un panneau additionnel portant la mention "60 minutes".

Article 18.I.D Rue des Soldats, les 16 places en épi en face des immeubles n° 2 à 4.

La mesure sera matérialisée par des signaux E9a et un panneau additionnel portant la mention "60 minutes".



Article 4:

Le présent règlement sera soumis à l'avis de la commission consultative de la circulation routière pour l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'approbation de Monsieur le Ministre des Communications.

---

**Wijziging aan het algemeen aanvullend politiereglement - Grensbepaling van de perimeter van de blauwe zone en aanpassing van haar uren overeenkomstig de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer;

Gelet op het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel besluit bepalende de minimumafmetingen en de bijzondere voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;

Gelet op de Ministeriële omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen;

Herzien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25.06.2009 en zijn wijziging van 23.01.2014 betreffende de grensbepaling van de perimeter van de blauwe zone en haar uren;

Gelet op de toepassing van de specifieke gebruiksvoorwaarden, iedere weekdag van 9 tot 18 uur toegepast, behalve op zondag en op alle wettelijke feestdagen die in heel het land worden gevierd, in overeenstemming met artikel 5 van de Ordonnantie van 22.01.2009;

Overwegende dat de Gemeenteraden deze parkeerperiode plaatselijk kunnen uitbreiden of terugschroeven naargelang de behoeften;

Overwegende dat het instellen van onderhavige maatregel als doel heeft het verkeer te vergemakkelijken en de openbare veiligheid te verzekeren;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer dienen geschrapt te worden in Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerstekens) –

Artikel 18: Een parkeerzone met beperkte duur (blauwe zone).

- Artikel 18: vanaf het punt 18.1 tot het punt 18.41

- Artikel 18.I.A tot C

Artikel 2:

De volgende bepalingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer dienen bijgevoegd te worden in Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerstekens) –

Artikel 18: Een parkeerzone met beperkte duur (blauwe zone).

18.1 Gentssteenweg - tussen de Strijdersstraat en de gemeentelijke grens van Sint-Jans-Molenbeek;

- 18.2 Openveldstraat;
  - 18.3 Helenalaan;
  - 18.4 Koning Albertlaan - tussen het Dr. Schweitzerplein en de Bloemkwekersstraat;
  - 18.5 Kerkstraat - tussen het Dr. Schweitzerplein en de Kortestraat en de Dr. Charles Leemansstraat;
  - 18.6 Kortestraat;
  - 18.7 Dr. Charles Leemansstraat – tussen de Kerkstraat en het Koning Boudewijnplein;
  - 18.8 Grand-Halleuxstraat;
  - 18.9 Soldatenstraat - tussen het Dr. Schweitzerplein en de René Comhairelaan;
  - 18.10 Koning Boudewijnplein;
  - 18.11 Victor Gunsgaarde;
  - 18.12 Josse Goffinlaan, oneven kant;
  - 18.13 Josse Goffinlaan, even kant, gedeelte tussen het Dr. Schweitzerplein en de Moderne-Wijkstraat en het gedeelte tussen de Openluchtstraat en de Ganshorenstraat;
  - 18.14 Samenwerkersplein;
  - 18.15 Ravotterijstraat;
  - 18.16 Moderne-Wijkstraat;
  - 18.17 Goede Bejegeningstraat;
  - 18.18 Stichtingsstraat;
  - 18.19 Onderlinge Hulplaan;
  - 18.20 Openluchtstraat;
  - 18.21 Initiatiefplein;
  - 18.22 Ontwikkelingstraat;
  - 18.23 Beheerstraat;
  - 18.24 Lindegaarde;
  - 18.25 Beekgaarde;
  - 18.26 Lauralaan, tussen de Josse Goffinlaan en de Helenalaan;
  - 18.27 Hubert Heymansstraat;
  - 18.28 Dendermondestraat;
  - 18.29 Keizer Karellaan;
  - 18.30 Georges Remystraat;
  - 18.31 Onze Lieve Vrouw van Fatimalaan;
  - 18.32 Ganshorenstraat;
  - 18.33 Herderinlaan;
  - 18.34 Boerderijstraat;
  - 18.35 Frans Gasthuislaan;
  - 18.36 Strijdersstraat;
  - 18.37 Oscar Ruelensplein;
  - 18.38 Katteputstraat;
  - 18.39 Egide Winteroystraat;
  - 18.40 Basiliëklaan, tussen de nrs. 102 en 109;
  - 18.41 Klein Berchemstraat;
- De maatregel wordt kenbaar gemaakt met zoneborden (begin en einde van de zone) met de letter P met vermelding van de parkeerschijf, aangevuld met de vermelding «Uitgezonderd bewoners»

Artikel 3:

De volgende bepalingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer

dienen bijgevoegd te worden in Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerstekens) –  
Artikel 18: Een parkeerzone met beperkte duur (blauwe zone).

Artikel 18.I.A Het geheel van het Dr. Schweitzerplein en zijn omgeving;  
- het pleintje vóór de nrs. 2 tot en met 18;  
- de openbare gemeentelijke parking toegankelijk aan iedereen gelegen op de  
gemeentelijke eigendom, op de hoek van de Gentssteenweg en de Openveldstraat;  
- Josse Goffinlaan tussen de nrs. 7 en 9;  
De maatregel zal aangeduid worden door middel van E9 borden en een bijkomend  
paneel met de melding "60 minuten".

Artikel 18.I.B Josse Goffinlaan, pare kant, gedeelte tussen de Moderne-Wijkstraat en de  
Openluchtstraat.  
De maatregel zal aangeduid worden door middel van E9 borden en een bijkomend  
paneel met de melding "30 minuten".

Artikel 18.I.C Koning Albertlaan, tussen de nrs. 33 en 47, uitgezonderd de parkeerzones  
voorbehouden aan de personeelsleden van het Gemeentebestuur.  
De maatregel zal aangeduid worden door middel van E9-borden en een bijkomend  
paneel met de vermelding "60 minuten".

Artikel 18.I.D Soldatenstraat, de 16 schuine plaatsen tegenover de gebouwen met de nrs.  
2 tot 4.  
De maatregel zal aangeduid worden door middel van E9-borden en een bijkomend  
paneel met de vermelding "60 minuten".

Artikel 4:


Het onderhavige reglement zal voor advies voorgelegd worden aan de Raadgevende  
Commissie voor het Wegverkeer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en ter  
goedkeuring van de heer Minister van Verkeerswezen.

---

20.02.2014/A/006 **Modification au règlement général complémentaire de police - Aménagement d'un  
stationnement pour personne handicapée - Rue Katteput 21**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;  
Vu la loi relative à la police de circulation routière;  
Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;  
Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de  
placement de la signalisation routière;  
Vu la circulaire ministérielle relative aux règlements complémentaires sur le placement  
de la signalisation routière;  
Attendu que le présent règlement concerne exclusivement les voiries communales;  
Attendu que le requérant, Rue Katteput 21, possède une carte spéciale de stationnement  
(dossier 00759650-00 du Ministère des Affaires Sociales);  
Attendu qu'aux endroits prévus, rien ne s'oppose à y réserver une aire de stationnement  
de 6m sur 2m;



Considérant que l'instauration de places de stationnement pour personnes à mobilité réduite est de nature à faciliter la circulation et à assurer la sécurité sur la voie publique;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Les stipulations suivantes sont à ajouter au texte existant du Chapitre V: Arrêt et stationnement (signaux routiers) – Article 17.II.4: Le stationnement est réservé aux véhicules pour handicapés munis d'une carte spéciale du règlement Général sur la police de la circulation routière relatif aux voiries communales:

*17.II.4).126 Rue Katteput, à hauteur du n° 21 sur une distance de 6 m*

La mesure sera portée à la connaissance des usagers par un signal E9a incluant le symbole « personne handicapée » avec une flèche de réglementation sur une courte distance.

Cet emplacement sera délimité par un marquage au sol de couleur blanche.

Article 2:

Le présent règlement sera soumis à l'approbation de l'Administration des Equipement et des Déplacements de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de son droit de tutelle tel que défini par la circulaire ministérielle de 15 décembre 2007.

---

**Wijziging aan het algemeen aanvullend politiereglement - Aanleg van een parkeerplaats voor een persoon met een handicap - Katteputstraat 21**

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, ondermeer artikel 117;

Gezien de wet betreffende de politie van het wegverkeer;

Gezien het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer;

Gezien het Ministerieel besluit bepalende de minimum afmetingen en de bijzondere voorwaarden bij het plaatsen van verkeerstekens;

Gezien de Ministeriële omzendbrief betreffende de aanvullende reglementen op het plaatsen van verkeerstekens;

Gelet op het feit dat het onderhavige reglement alleen de gemeentewegen betreft;

Gezien dat de verzoeker, wonende Katteputstraat 21, een speciale parkeerkaart bezit (dossier 00759650-00 van het Ministerie van Sociale Zaken);

Overwegende dat op de gegeven plaatsen, niets belet er een parkeerplaats te voorzien van 6m op 2m;

Overwegende dat de invoering van parkeerplaatsen voor gehandicapten bedoeld is om het verkeer te vergemakkelijken en de veiligheid op de openbare weg te waarborgen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

De volgende bepalingen dienen bijgevoegd te worden in de bestaande teksten van

Hoofdstuk V: Stilstaan en parkeren (verkeerssignalisatie) – Artikel 17.II.4: Parkeren voorbehouden aan voertuigen voor gehandicapten voorzien van een bijzondere kaart van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer voor gemeentelijke wegen: 17.II.4).126 *Katteputstraat, ter hoogte van nr. 21 over een afstand van 6 meter*

De maatregel zal ter kennis gebracht worden van de weggebruikers met het verkeersbord E9a met het symbool "gehandicapte persoon" en met een aanwijzingspijl op een korte afstand. De ruimte zal afgebakend worden met een witte grondmarkering.

Artikel 2:

Het onderhavige reglement zal ter goedkeuring voorgelegd worden aan het Bestuur voor Uitrusting en Vervoer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals voorzien in de Ministeriële omzendbrief van 15 december 2007.

---

20.02.2014/A/007 **Projet de développement de la collaboration intercommunale « Groupe de Travail Subventions » - Participation de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988, notamment l'article 117;  
Vu l'appel à projets (2014) dans le cadre des collaborations intercommunales en date du 06.06.2013 lancé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Administration des Pouvoirs Locaux;

Vu la proposition de projet suivante:

*"Le développement de la collaboration intercommunale « Groupe de Travail Subventions » coordonnée par la Commune de Schaerbeek en association avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, en intégrant toutes les communes bruxelloise, les CPAS et les pouvoirs subsidants et portant sur l'échange et la mutualisation des bonnes pratiques, des savoir-faire et des approches innovantes dans le cadre des subventions et des sources de financement";*

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.12.2013 visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les Communes;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'approuver la participation de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe au projet de collaboration intercommunale « Groupe de Travail Subventions »;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;


Après en avoir délibéré;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

La proposition de projet suivante:

« Le développement de la collaboration intercommunale « Groupe de Travail Subventions » coordonnée par la Commune de Schaerbeek en association avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, en intégrant toutes les Communes bruxelloise, les CPAS et les pouvoirs subsidants et portant sur l'échange et la mutualisation des bonnes pratiques, des savoir-faire et des approches innovantes dans le cadre des subventions et des sources de financement »



est approuvée.

Article 2:

La participation de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe au projet de collaboration intercommunale « Groupe de Travail Subventions » est approuvée.

Article 3:

La gestion administrative et financière du projet est confiée à la Commune de Schaerbeek.

---

**Project voor de ontwikkeling van de intercommunale samenwerking  
“Subsidiewerkgroep” – Deelname van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 117;  
Gelet op de projectoproep (2014) van 06.06.2013 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Bestuur Plaatselijk Besturen, in het kader van de intercommunale samenwerkingsvormen;

Gelet op het volgend voorstel van project:

"De ontwikkeling van de intercommunale samenwerking “Subsidiewerkgroep” gecoördineerd door de Gemeente Schaerbeek in samenwerking met de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, en integrerend alle Brusselse Gemeenten, de OCMW's en de subsidiërende overheden betreffende de uitwisseling en het overeenstemmen van de goede praktijken, de knowhow en innovatieve benaderingen in het kader van de subsidiëringen en de financieringsbronnen”;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05.12.2013 dat erop gericht is de uitvoering van samenwerking tussen de Gemeenten te steunen;

Overwegende dat het nodig is om de deelname van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem aan het project van intercommunale samenwerking “Subsidiewerkgroep” goed te keuren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Na beraadslaging;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het volgend voorstel van project:

“De ontwikkeling van de intercommunale samenwerking “Subsidiewerkgroep” gecoördineerd door de Gemeente Schaerbeek in samenwerking met de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, en integrerend alle Brusselse Gemeenten, de OCMW's en de subsidiërende overheden betreffende de uitwisseling en het overeenstemmen van de goede praktijken, de knowhow en innovatieve benaderingen in het kader van de subsidiëringen en de financieringsbronnen” is goedgekeurd.

Artikel 2:

De deelname van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem aan het project van intercommunale samenwerking “Subsidiewerkgroep” is goedgekeurd.

Artikel 3:

Het administratief en financieel beheer van het project wordt toevertrouwd aan de Gemeente Schaerbeek.

---

20.02.2014/A/008 **Département des Affaires Internes - Service GRH - Modification du cadre du personnel - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale;

Vu la décision du Conseil communal du 4 novembre 1999 relative à l'application de la charte sociale au personnel de l'administration communale (statut administratif, statut pécuniaire et cadre du personnel), approuvée par la tutelle le 15 décembre 1999;

Vu les décisions du Conseil communal du 17 décembre 2009, du 15 décembre 2011 et du 20 juin 2013 relatives à la modification du cadre du personnel et de l'organigramme;

Vu le programme de politique général de la Commune et le plan triennal établi pour les années 2013 à 2015;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les services communaux de telle manière qu'ils puissent mettre en œuvre le programme dont question;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Comité de direction ont mené une réflexion en matière de GRH le 8 octobre 2013;

Considérant qu'il est nécessaire d'avoir une ligne de conduite afin de mener à bien la politique de la Commune;

Vu la décision de principe "priorités du Collège en matières des ressources humaines pour la période de 2014-2015" du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29 octobre 2013;

Vu la convention du 8 décembre 2005 conclue entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale, le Collège réuni, la commune de Berchem-Sainte-Agathe et le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe et ses avenants ultérieurs ;

Considérant que la convention susmentionnée prévoit entre autres qu'un accord préalable d'un comité d'accompagnement financier doit être donné avant toute modification du cadre de la commune et considérant que ce comité a marqué son accord sur l'adaptation de cadre proposée par la commune aux conditions suivantes :

l'engagement d'un secrétaire d'administration A1-3 au sein du département « éducation et temps libre » pour l'enseignement néerlandophone doit être compensé financièrement et cette compensation doit être motivée,

l'engagement d'un inspecteur technique A2 au sein du département des « travaux publics » doit être motivé via l'identification et la quantification des postes où des économies pourraient être réalisées et via une évaluation des économies effectivement réalisées avant la fin de la période d'essai de la personne engagée,

la création d'une fonction de chef de division (niveau A5) au sein du département des « travaux publics » doit être compensée par la suppression d'une fonction de conseiller adjoint (niveau A4) au sein du même département ;

Considérant que l'engagement d'un secrétaire d'administration A1-3 au sein du département « éducation et temps libre » pour l'enseignement néerlandophone se motive comme suit :

- il est indispensable d'avoir une personne néerlandophone pour suivre les circulaires et décrets de la communauté néerlandophone

- il faut assurer l'intermédiaire entre l'administration et le ministère de la Vlaamse Gemeenschap
- il est indispensable de disposer d'un contact pour les syndicats néerlandophones liés aux affaires de l'enseignement;
- l'enseignement francophone a pris de l'ampleur entre 2010 et 2015 via l'ouverture de 20 classes supplémentaires et il n'est plus possible qu'un équivalent temps plein s'occupe de l'ensemble des dossiers néerlandophones et francophones
- un emploi de niveau B1-3 mi-temps au sein du même département ne sera pas remplacé ;

Considérant que l'engagement d'un inspecteur technique A2 au sein du département des « travaux publics » se motive comme suit :

- la multiplication des chantiers à suivre sur le territoire communal nécessite un renfort de l'aide technique au fonctionnaire dirigeant,
- la construction d'une maison de repos par le CPAS de Berchem-Sainte-Agathe représente un chantier de l'ordre de €12.000.000,00 et le fait de consacrer à mi-temps un ingénieur sur ce chantier devrait permettre de réduire de 5 à 10% les décomptes, soit une économie de €600.000,00 à €1.200.000,00 sur ce seul chantier,
- l'affectation d'un ingénieur à la gestion ordinaire des techniques spéciales permettra une amélioration de la maîtrise des contrats d'entretien, une meilleure utilisation des subsides IBGE, une meilleure réduction des coûts énergétiques et un meilleur suivi des rapports de contrôles légaux, ce qui pourrait représenter une économie annuelle de l'ordre de €20.000,00.

Considérant que le protocole d'accord a été soumis à l'approbation de la concertation syndicale du 14 novembre 2013;

ARRETE ce qui suit à l'unanimité des voix:

Article 1:

Le cadre du personnel est modifié comme suit:

SERVICE INTERNE DE PREVENTION ET PROTECTION AU TRAVAIL

création d'une fonction de conseiller adjoint (niveau A4)

DEPARTEMENT DES AFFAIRES GENERALES

service "Maison de la Participation": suppression d'une fonction de secrétaire administratif (niveau B1-3) à mi-temps

service "Maison de la Participation": création d'une fonction d'assistant administratif (niveau C1-3) à temps plein

DEPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS

- création d'une fonction de chef de division (niveau A5)
- suppression d'une fonction de conseiller adjoint (niveau A4)
- création d'une fonction d'inspecteur technique (ingénieur civil - niveau A2)

DEPARTEMENT DES AFFAIRES DU BIEN-ÊTRE



- service Enseignement: création d'une fonction de secrétaire d'administration (niveau A1-3) pour l'enseignement néerlandophone) à mi-temps

#### DEPARTEMENT DES AFFAIRES DU TERRITOIRE

- création d'une fonction d'assistant administratif (niveau C1-3)
- création d'une fonction d'assistant technique (niveau C1-3)

#### Article 2:

L'engagement d'un secrétaire administratif (niveau B1-3) pour l'établissement du plan d'urgence de la Commune (durée déterminée d'un an) au service "Cabinet du Bourgmestre", est approuvé hors cadre.

#### Article 3:

La dénomination du "Département des Affaires du Bien-Etre" dans le cadre du personnel et dans l'organigramme est adaptée comme suit : "Département Education et Temps Libre".

---

### **Departement Interne Zaken - Dienst HRM - Aanpassing van het personeelskader - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 november 1999 houdende de toepassing van het sociaal handvest op het personeel van het gemeentebestuur van Sint-Agatha-Berchem (administratief statuut, geldelijk statuut en personeelskader), goedgekeurd door de voordij op 15 december 1999;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 17 december 2009, van 15 december 2011 en van 20 juni 2013 betreffende de aanpassing van het personeelskader en van het organogram;

Gezien het algemeen politiek beleidsprogramma van de Gemeente en het driejarenplan 2013 -2015;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de gemeentediensten in die mate te organiseren opdat zij kunnen tegemoet komen aan de uitvoering van het voornoemd programma;

Gezien het College van Burgemeester en Schepenen samen met het Directiecomité een reflectiedag heeft georganiseerd inzake HRM op 8 oktober 2013;

Overwegende dat het van belang is dat er een leidraad wordt gevolgd om het beleid binnen de Gemeente in goede banen te leiden;

Gezien de principiële beslissing "prioriteiten vastgesteld door het College inzake HRM voor de periode 2014-2015" van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29 oktober 2013;

Gelet op de conventie van 8 december 2005 afgesloten tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het College, dat het gemeentebestuur en het OCMW van Sint-Agatha-Berchem verenigt, en haar vorige bijvoegsels,

Overwegende dat bovenvermelde conventie onder andere voorziet dat een voorafgaand akkoord van het financieel begeleidingscomité moet gegeven worden vooraleer een wijziging aan het personeelskader van de gemeente is toegelaten en overwegende dat het

comité zijn akkoord heeft gegeven wat betreft de aanpassingen van het personeelskader voorgesteld door het gemeentebestuur vermits voldaan wordt aan volgende voorwaarden :

- de aanwerving van een bestuurssecretaris A1-3 in het Departement « Opvoeding en vrije tijd » voor het nederlandstalig onderwijs moet financieel gecompenseerd worden en deze compensatie dient gemotiveerd te worden ,
- de aanwerving van een technisch inspecteur A2 in het Departement « Openbare Werken » dient gemotiveerd te worden door de bekendmaking en de berekening van het aantal plaatsen waarop er kan gerecupereerd worden en via een evaluatie van de besparingen die kunnen gerealiseerd worden voor het eind van de proefperiode van deze persoon,
- de creatie van een functie van Afdelingschef (niveau A5) in het Departement « Openbare Werken » dient gecompenseerd te worden door het schrappen van een functie van Adjunct Adviseur (niveau A4) in hetzelfde Departement;

Overwegende dat de aanwerving van een Bestuurssecretaris A1-3 in het Departement « Opvoeding en vrije tijd » voor het nederlandstalig onderwijs rechtvaardigt zich als volgt :

- het is noodzakelijk een nederlandstalig persoon te hebben om de omzendbrieven en de decreten van de Vlaamse Gemeenschap op te volgen
- men dient de link te verzekeren tussen het gemeentebestuur en het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
- het is noodzakelijk om een contactpersoon te hebben voor de nederlandstalige vakorganisaties inzake onderwijsmateries,
- het franstalig onderwijs is in omvang sterk toegenomen tussen de jaren 2010 en 2015 onder meer door de opening van 20 extra klassen wat het niet langer mogelijk maakt dat één voltijds equivalent moet instaan voor het beheer van alle dossiers inzake nederlands- en franstalig onderwijs,
- een functie niveau B1-3 halftijds binnen hetzelfde departement zal niet vervangen worden,

Overwegende dat de aanwerving van een Technisch Inspecteur A2 in het Departement « Openbare Werken » zich rechtvaardigt als volgt :

- de toename van het aantal op te volgen bouwwerken op het grondgebied van de gemeente vereist een versterking van de technische ondersteuning aan de leidinggevende ambtenaar,
- de bouw van een woonzorgcentrum voor het OCMW van Sint-Agatha-Berchem vertegenwoordigt een werf van € 12.000.000,00 en door de aanwerving van een halftijds ingenieur voor de opvolging van deze werf, zal ons toelaten om 5 à 10% te besparen op de afrekeningen, maw een besparing van € 600.000,00 à € 1.200.000,00 op één enkele werf,
- het kunnen beschikken over een ingenieur die zich zal ontfemen over het beheer van bijzondere technische domeinen zal toelaten om de onderhoudscontracten beter op te volgen, een beter gebruik van de subsidies van de BIM, een sterkere verlaging van de energiekosten en een betere opvolging van de wettelijke controleverslagen wat een jaarlijkse besparing van ongeveer € 20.000,00 kan opleveren,

Overwegende dat het protocol voor akkoord werd voorgelegd aan het overlegcomité met de vakorganisaties voor goedkeuring op 14 november 2013;

BESLUIT wat volgt met eenparigheid van stemmen:

Artikel 1:

Het personeelskader wordt als volgt aangepast:

INTERNE DIENST VOOR PREVENTIE EN BESCHERMING OP HET WERK  
creatie van een functie van adjunct adviseur (niveau A4)

DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

dienst "Huis van participatie en burgerschap": schrapping van een functie van administratief secretaris (niveau B1-3) halftijds

dienst "Huis van participatie en burgerschap" : creatie van een functie van administratief assistent (niveau C1-3) voltijds

DEPARTEMENT OPENBARE WERKEN

- creatie van een functie van Afdelingschef (niveau A5)

- schrapping van een functie van Adjunct Adviseur (niveau A4)

- creatie van een functie van technisch inspecteur (burgerlijk ingenieur - niveau A2)

DEPARTEMENT WELZIJN

- dienst Onderwijs : creatie van een functie van bestuurssecretaris (niveau A1-3) voor het nederlandsstalig onderwijs halftijds

DEPARTEMENT GRONDGEBIEDZAKEN

- creatie van een functie van administratief assistent (niveau C1-3)

- creatie van een functie van technisch assistent (niveau C1-3)

Artikel 2:

De aanwerving van een administratief secretaris (niveau B1-3) gelast met de opmaak van het urgentieplan van de Gemeente (bepaalde duur van één jaar) binnen de dienst "Kabinet van de Burgemeester", wordt goedgekeurd buiten kader.

Artikel 3:

De benaming van het "Departement Welzijn" in het personeelskader en in het organogram wordt aangepast naar "Departement Opvoeding en Vrije Tijd".

---

20.02.2014/A/009 Courriel du 11.02.2014 de Monsieur Marc GHILBERT, Conseiller communal, concernant l'amélioration de la qualité de la vie et au service au citoyen

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Marc GHILBERT, Conseiller communal, concernant l'amélioration de la qualité de la vie et au service au citoyen.

"Monsieur le Bourgmestre, madame, messieurs, les membres du Collège,

*Je vous remercie de mettre à l'ordre du jour de notre prochain conseil mes demandes dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la vie et au service au citoyen.*

*1/ Au deuxième étage de nos infrastructures de la rue des Alcyons, accessible au public et régulièrement fréquenté, je suggère le placement de distributeurs de boissons chaudes et froides, payantes certes, mais à prix très démocratique ainsi qu'une fontaine d'eau gratuite.*

*2/ Au croisement de l'avenue du cognassier et du sentier de la promenade verte régionale, dans le virage, en face du complexe de logements, je suggère le placement d'une poubelle. En effet, fréquemment sont jetés des papiers et des canettes qui sont rapidement emportés par le vent et que l'on retrouve éparés à proximité.*

*3/ Drève des maricoles, à proximité de l'habitation de notre Echevin se trouve un panneau lumineux qui affiche la vitesse. Placé où il est, il ne sert à rien ! Avec les casses-vitesses, les chicanes, les bus qui se croisent et le trafic ambiant, il est impossible de dépasser la vitesse autorisée. Effet pervers de ce panneau mal placé, il donne aux chauffards en puissance le sentiment d'être des bons conducteurs et sont récompensés d'un sourire. Par contre, les champions de la vitesse retrouvent leur élan derrière le coin, rue de Dilbeek. Je vous suggère son déplacement.*

*Je vous remercie pour votre attention,*

*Très cordialement,*

*Marc Ghilbert"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Concernant la suggestion d'un placement de distributeurs de boissons au deuxième étage du bâtiment de la rue des Alcyons, la demande sera faite à Vivaqua pour l'installation d'une fontaine. Etant donné que ce type de distributeur doit être relié à l'eau courante, les services techniques examineront si des aménagements lourds dans le couloir principal devront être entrepris.*

*Concernant le placement d'une poubelle au croisement de l'avenue du Cognassier et du sentier de la promenade verte régionale, la demande sera faite à l'IBGE pour le placement d'une corbeille à cet endroit.*


*Concernant le dispositif de mesure de vitesse de la drève des Maricolles, les dispositifs ralentisseurs ont été placés suite à des plaintes de riverains pour éviter les vitesses excessives des véhicules. Suite aux travaux, une quinzaine d'habitants a porté plainte en justice, argumentant que les véhicules, abordant trop vite les dispositifs ralentisseurs, causaient des dégradations à leurs immeubles.*

*A l'intervention de notre expert, un radar préventif a été placé à l'endroit dont question. Même si l'expertise réalisée montre que le dispositif ralentisseur n'est pas à l'origine des dégradations, il n'entre actuellement pas dans l'intention de la commune de déplacer ce radar car la procédure judiciaire n'est pas close."*

---

**E-mail van 11.02.2014 van Mijnheer Marc GHILBERT, Gemeenteraadslid, betreffende de verbetering van de levenskwaliteit en van de dienst naar de burger toe**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Marc GHILBERT, Gemeenteraadslid, betreffende de verbetering van de levenskwaliteit en van de dienst naar de burger toe.



*"Monsieur le Bourgmestre, madame, messieurs, les membres du Collège,  
Je vous remercie de mettre à l'ordre du jour de notre prochain conseil mes demandes  
dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la vie et au service au citoyen.  
1/ Au deuxième étage de nos infrastructures de la rue des Alcyons, accessible au public  
et régulièrement fréquenté, je suggère le placement de distributeurs de boissons chaudes  
et froides, payantes certes, mais à prix très démocratique ainsi qu'une fontaine d'eau  
gratuite.  
2/ Au croisement de l'avenue du cognassier et du sentier de la promenade verte  
régionale, dans le virage, en face du complexe de logements, je suggère le placement  
d'une poubelle. En effet, fréquemment sont jetés des papiers et des canettes qui sont  
rapidement emportés par le vent et que l'on retrouve épars à proximité.  
3/ Drève des maricoles, à proximité de l'habitation de notre Echevin se trouve un  
panneau lumineux qui affiche la vitesse. Placé où il est, il ne sert à rien ! Avec les casses-  
vitesses, les chicanes, les bus qui se croisent et le trafic ambiant, il est impossible de  
dépasser la vitesse autorisée. Effet pervers de ce panneau mal placé, il donne aux  
chauffards en puissance le sentiment d'être des bons conducteurs et sont récompensés  
d'un sourire. Par contre, les champions de la vitesse retrouvent leur élan derrière le  
coin, rue de Dilbeek. Je vous suggère son déplacement.  
Je vous remercie pour votre attention,  
Très cordialement,  
Marc Ghilbert"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Betreffende het voorstel tot het plaatsen van een drankautomaat op de tweede  
verdieping van de Alcyonstraat, wordt deze vraag gesteld aan Vivaqua voor de plaatsing  
van een fontein. Aangezien dit soort automaat moet verbonden worden met  
kraantjeswater, zullen de technische diensten uitzoeken of er zware werken dienen  
uitgevoerd te worden in de centrale gang.  
Betreffende de plaatsing van een vuilnisbak op de kruising van de Kweeperenboomlaan  
en het regionale groene wandelpad wordt de vraag gesteld aan het Brussels Instituut  
voor Milieubeheer (BIM) voor de plaatsing van een mand op die plaats.  
Na klachten van de inwoners aangaande de overdreven snelheid in de Maricollendreef,  
werden verkeersdrempels geplaatst teneinde te grote snelheden te vermijden.  
Naar aanleiding van deze werken hebben een 15-tal inwoners klacht neergelegd bij  
justitie, aangaande de beschadiging aan hun woningen, volgens hen veroorzaakt door  
de voertuigen die de verkeersdrempels te snel naderden.  
Door tussenkomst van onze expert is er preventief een radar geplaatst op de plaats in  
kwestie.  
Zelfs als het deskundig onderzoek aantoont dat de verkeersdrempel niet de oorzaak is  
van de schade, is het momenteel niet de bedoeling van de Gemeente om de radar te  
verplaatsen, omdat de gerechtelijke procedure niet gesloten is."*

20.02.2014/A/010 Courriel du 13.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal,  
concernant l'absence d'amélioration de la situation de la place Schweitzer comme  
noeud de transport en commun

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'absence d'amélioration de la situation de la place Schweitzer comme nœud de transport en commun.

*"Dans le plan régional de développement durable (consultable sur [www.prdd.be](http://www.prdd.be)), la place Schweitzer est considérée comme un nœud de transport en commun qui reçoit la cotation la plus faible en terme d'accessibilité et de performance (cfr tableau p.58). La Région ne prévoit aucun investissement de nature à améliorer la situation avant l'horizon 2040!*

*Pourriez-vous nous expliquer les raisons de cette désaffectation régionale et les initiatives que vous avez prises pour que, dans le PRDD définitif, cette situation soit corrigée?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Concernant la référence au plan régional de développement durable (consultable sur [www.prdd.be](http://www.prdd.be)) qui considère la place Schweitzer comme un nœud de transport en commun ayant une cotation faible en terme d'accessibilité et de performance, il est évident que les réflexions du PRRD ont été entamées avant la conception et la réalisation des projets qui concernaient notre commune en terme de transports en communs (Chaussée de Gand, Place Schweitzer, Terminus de la gare de Berchem, Avenue de l'Hôpital français).*

*Aujourd'hui, ces travaux sont en train d'être finalisés par la Région. En termes d'investissements régionaux, il ne nous semble donc pas que notre Commune ait été oubliée ces dernières années.*

*Il est utile également de signaler que la STIB annonce pour le début du mois de mars 2014 de nouvelles cadences de la ligne 19, une augmentation de la fréquence du 84 le samedi après-midi et une augmentation de fréquence du 87 aux heures de pointe et le samedi matin.*

*Avec la Place Schweitzer, au croisement de deux lignes de trams (19 et 82) à haut niveau de service, comme nœud de transport en commun, doit être considérée comme ayant une importance moyenne et non faible, avec la présence de la station Cambio, de la station Villo et des emplacements taxis, les usagers bénéficient dès à présent d'une offre de mobilité diversifiée."*

---

**E-mail van 13.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het gebrek aan verbetering van het Schweitzerplein als knooppunt van openbaar vervoer**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het gebrek aan verbetering van het Schweitzerplein als knooppunt van openbaar vervoer.

*"Dans le plan régional de développement durable (consultable sur [www.prdd.be](http://www.prdd.be)), la place Schweitzer est considérée comme un nœud de transport en commun qui reçoit la cotation la plus faible en terme d'accessibilité et de performance (cfr tableau p.58). La*

*Région ne prévoit aucun investissement de nature à améliorer la situation avant l'horizon 2040!*

*Pourriez-vous nous expliquer les raisons de cette désaffectation régionale et les initiatives que vous avez prises pour que, dans le PRDD définitif, cette situation soit corrigée?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Wat betreft de verwijzing naar het regionaal duurzaam ontwikkelingsplan (consulteerbaar op [www.gpdo.be](http://www.gpdo.be)), dat het Schweitzerplein als knooppunt van het openbaar vervoer beschouwt, is het vanzelfsprekend dat de opmerkingen van het GPDO aangesneden werden voor het ontwerpen en de realisatie van projecten die onze gemeente inzake openbaar vervoer aangaat (Gentsesteenweg, Schweitzerplein, terminus van het station van Berchem, Frans Hospitaallaan).*

*Vandaag is het Gewest volop bezig met afronden van deze werken. In termen van regionale investeringen, lijkt het ons niet dat onze Gemeente de laatste jaren vergeten is geweest.*

*Het is eveneens nuttig te vermelden dat de MIVB vanaf begin maart 2014 nieuwe uurregelingen voor de lijn 19, een verhoging van de frequentie van lijn 84 op zaterdag namiddag en een verhoging van de frequentie van lijn 87 tijdens de spitsuren en zaterdag voormiddag, aankondigt.*

*Met het Schweitzerplein, knooppunt van het openbaar vervoer op het kruispunt van 2 tramlijnen (19 en 82), evenals met de aanwezigheid van het station Cambio, station Villo en de Taxiplaatsen, genieten de gebruikers vandaag van een veelzijdig aanbod van vervoer."*

---

20.02.2014/A/011 **Courriel du 13.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant le projet de tours à la porte d'Ostende à Berchem-Sainte-Agathe**


Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant le projet de tours à la porte d'Ostende à Berchem-Sainte-Agathe.

*"Le projet de plan régional de développement durable prévoit (p.75) pour reprendre son vocabulaire "le développement de projets urbains mixtes avec une certaine densité" via, je cite toujours "la construction de bâtiments élevés de type générique développés par les communes". Il semble que par "bâtiment élevé de type générique", à lire le même PRDD (pp.34-35), la Région envisage des tours.*

*Comme il est prévu que ce soit la commune qui en soit le développeur, pourriez-vous apporter davantage de précision sur ces projets et le rôle de la commune en la matière? Comment ce genre de projet va-t-il être mené de front avec la densification des logements prévue aux alentours de la garde de Berchem (p.227 du PRDD)?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Le PRDD constitue, selon l'article 17 du COBAT, un instrument de planification globale du développement régional dans le cadre du développement durable.*



*Selon les prescrits du COBAT, ce projet de plan devait être soumis à une enquête publique de 60 jours et à l'avis de diverses instances dont les 19 Conseil communaux. Ce document, composé de plus 400 pages et de 13 cartes illustratives, a été transmis aux Communes le 3 février 2014 en les invitant à rendre un avis 'informel' avant le 1er mars 2014.*

*Concernant les considérations au sujet de la construction massive de la Porte d'Ostende, toutes ces incohérences ont été relevées par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 25 février sous la forme de l'«avis informel» attendu par l'Administration régionale à ce sujet. Vous trouverez cet avis en annexe à la présente."*

---

**E-mail van 13.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het torenproject aan de Oostendepoort in Sint-Agatha-Berchem**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende het torenproject aan de Oostendepoort in Sint-Agatha-Berchem.

*"Le projet de plan régional de développement durable prévoit (p.75) pour reprendre son vocabulaire "le développement de projets urbains mixtes avec une certaine densité" via, je cite toujours "la construction de bâtiments élevés de type générique développés par les communes". Il semble que par "bâtiment élevé de type générique", à lire le même PRDD (pp.34-35), la Région envisage des tours.*

*Comme il est prévu que ce soit la commune qui en soit le développeur, pourriez-vous apporter davantage de précision sur ces projets et le rôle de la commune en la matière? Comment ce genre de projet va-t-il être mené de front avec la densification des logements prévue aux alentours de la garde de Berchem (p.227 du PRDD)?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Het Gewestelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (GPDO) vormt, overeenkomstig artikel 17 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), een instrument van de algemene ruimtelijke ordening in het kader van duurzame ontwikkeling. Volgens de voorschriften van het BWRO diende dit plan onderworpen te zijn aan een publieke enquête van 60 dagen en aan de mening van de verschillende instanties, waaronder de 19 Gemeenteraden.*

*Dit document, samengesteld uit meer dan 400 pagina's en 13 illustratieve kaarten, is op 3 februari 2014 bezorgd aan de Gemeenten, deze laatste uitnodigend een « informeel » advies te bezorgen voor 1 maart 2014.*

*Wat betreft de overwegingen aangaande de massieve constructie van de Oostendepoort, zijn deze tegenstrijdigheden vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen tijdens de zitting van 25 februari. U vindt deze mening in bijlage."*

---

20.02.2014/A/012 Courriel du 13.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant les conséquences financières du droit à indemnisation reconnu aux sociétés de promotion immobilière et au CPAS de Bruxelles comme propriétaires de parcelles, rue des Chats



Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant les conséquences financières du droit à indemnisation reconnu aux sociétés de promotion immobilière et au CPAS de Bruxelles comme propriétaires de parcelles, rue des Chats.

*"Par arrêt du 23 janvier 2014, n°12/2014, la Cour constitutionnelle a reconnu le droit à indemnisation des propriétaires de parcelles à bâtir rue des Chats qui, suite au classement de leurs parcelles, n'ont pu construire. Je souhaite savoir:*

- pourquoi la commune n'est pas intervenue devant la Cour constitutionnelle alors qu'elle semble bien, à lire l'arrêt (point I) être mise en cause par les propriétaires?*
- quelles sont les indemnités réclamées par les propriétaires à la Région et à la commune?*
- comment il se fait que le budget ne semble pas avoir provisionné une partie au moins des sommes revendiquées?*
- comment la commune envisage la suite du litige."*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"L'article 232 du COBAT prévoit une interdiction d'utiliser un bien relevant du patrimoine immobilier classé ou d'en modifier l'usage de manière telle à ce qu'il perde son intérêt selon les critères définis à l'article 206,1° du COBAT: « toute œuvre de la nature ou de l'homme ou toute œuvre combinée de l'homme et de la nature constituant un espace non ou partiellement construit et qui présente une cohérence spatiale ».*

*Si c'est sur cette base que les dernières demandes de certificats d'urbanisme déposées dans le périmètre du site classé du Kattebroek ont fait l'objet d'un refus, c'est au titre d'intervenant dans le processus de délivrance des permis et certificats que la commune a été appelée à la cause et défendue pour ce faire par notre avocat.*

*Concernant le jugement rendu par la Cour constitutionnelle le 23.01.2014, celui-ci conclut que les articles 232 et 240 du COBAT violent l'article 16 de la Constitution et l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'ils n'organisent pas un régime d'indemnisation d'une interdiction de bâtir résultant d'une mesure de classement.*

*Si le classement est une décision du Gouvernement régional, la commune ne peut pas être considérée comme redevable de quelque dédommagement que ce soit dans le chef des propriétaires lésés. Les terrains faisant partie du lotissement ont été classés par le Gouvernement en date du 09.03.2006 en pleine connaissance des dispositions légales du PRAS et du PPAS couvrant ces terrains.*

*En conclusion, la commune ne peut donc pas être appelée à la cause dans la décision prise par le Gouvernement dans le classement du site et des interdictions qui en découlent."*

---

**E-mail van 13.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de financiële gevolgen van het toegekende recht op vergoeding aan de bedrijven ter promotie van de immobiliën en aan het OCMW van Brussel als eigenaars van de percelen, Kattestraat**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN,

Gemeenteraadslid, betreffende de financiële gevolgen van het toegekende recht op vergoeding aan de bedrijven ter promotie van de immobiliën en aan het OCMW van Brussel als eigenaars van de percelen, Kattestraat.

*"Par arrêt du 23 janvier 2014, n°12/2014, la Cour constitutionnelle a reconnu le droit à indemnisation des propriétaires de parcelles à bâtir rue des Chats qui, suite au classement de leurs parcelles, n'ont pu construire. Je souhaite savoir:*

- pourquoi la commune n'est pas intervenue devant la Cour constitutionnelle alors qu'elle semble bien, à lire l'arrêt (point I) être mise en cause par les propriétaires?*
- quelles sont les indemnités réclamées par les propriétaires à la Région et à la commune?*
- comment il se fait que le budget ne semble pas avoir provisionné une partie au moins des sommes revendiquées?*
- comment la commune envisage la suite du litige."*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Conform artikel 232 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) is het verboden om een goed dat tot het beschermde onroerend erfgoed behoort te gebruiken of het gebruik ervan zodanig te wijzigen dat het zijn relevantie verliest volgens de criteria bepaald in artikel 206,1° van het BWRO: "elk werk van de natuur of van de mens of van beiden samen, met geen of gedeeltelijke bebouwing en dat een ruimtelijke samenhang vertoont".*

*Bovenstaande artikelen liggen ten grondslag van de weigering voor het toekennen van een stedenbouwkundig attest met betrekking tot de perimeter van Kattebroek als beschermde site. De gemeente werd dan ook bij het geding betrokken en ter zake door onze advocaat verdedigd als tussenkomende partij in het proces van aflevering van vergunningen en attesten.*


*Wat betreft de uitspraak van 23.01.2014 van het Grondwettelijk Hof: Het Hof stelt dat artikel 232 en 240 van het BWRO in strijd zijn met artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het eerste Aanvullende Protocol bij het Europees Verdrag van de Rechten van de Mens omdat er geen schadevergoedingsregeling wordt voorzien bij een bouwverbod als gevolg van een beschermingsmaatregel.*

*Wanneer de beschermingsmaatregel uit een beslissing van de Gewestregering voortvloeit, kan de gemeente niet aansprakelijk worden gesteld voor enige vorm van schadevergoeding ten aanzien van de benadeelde eigenaars. De terreinen van de verkaveling werden door de Regering op 09.03.2006 beschermd met kennis van de wettelijke bepalingen van het GBP en het BBP met betrekking tot deze terreinen. Tot besluit kan worden gesteld dat de gemeente dan ook niet bij het geding rond de beslissing van de Regering met betrekking tot de bescherming van de site en de daaruit voortvloeiende verbodsbepalingen kan worden betrokken."*

---

20.02.2014/A/013 Courriel du 13.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'impact de l'annulation de la prime vie chère aux agents régionaux

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'impact de l'annulation de la prime vie chère aux



agents régionaux.

*"L'arrêté gouvernemental qui octroie une prime vie chère aux seuls agents régionaux domiciliés à Bruxelles a été annulé par le Conseil d'Etat qui l'a estimé discriminatoire. La CGSP annonce qu'elle soutiendra toute action en justice du personnel non bruxellois qui souhaite recevoir une telle prime. Qu'en est-il pour le personnel communal? Si la prime vie chère 2013 a été payée, quel coût pourrait avoir une obligation de l'étendre aux agents non bruxellois qui obtiendraient gain de cause devant les Tribunaux? Pour 2013, la prime vie chère a-t-elle été payée et le subside régional qui la finance a-t-il été reçu? Quant est-il pour cette année?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Pour information, cette question, arrivée en retard pour faire l'objet d'un point complémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du mois de janvier avait été considéré comme une question écrite. Un courrier de réponse a été adressé à tous les conseillers communaux le vendredi 14 février 2014. Concernant la prime à la vie chère, la décision du conseil communal relatif à l'octroi de cette prime n'a fait l'objet d'aucun recours. Par ailleurs, les arrêtés régionaux subventionnant les primes communales et des CPAS n'ont pas été directement attaqués. Actuellement, un recours au Conseil d'Etat est impossible vu que les délais pour introduire un tel recours sont expirés. Concernant sa liquidation, la prime de l'année 2013 a été liquidée à tous les agents communaux pour l'entièreté de l'année 2013. La région a versé une avance à la commune couvrant la partie subsidiée en date du 12/09/2013. La prime de l'année 2014 est versée mensuellement à terme échu aux membres du personnel contractuels et par anticipation aux membres du personnel statutaires."*


---

**E-mail van 13.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de impact van de annulatie van de levensduurtepremie voor de gewestelijke ambtenaren**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de impact van de annulatie van de levensduurtepremie voor de gewestelijke ambtenaren.

*"L'arrêté gouvernemental qui octroie une prime vie chère aux seuls agents régionaux domiciliés à Bruxelles a été annulé par le Conseil d'Etat qui l'a estimé discriminatoire. La CGSP annonce qu'elle soutiendra toute action en justice du personnel non bruxellois qui souhaite recevoir une telle prime. Qu'en est-il pour le personnel communal? Si la prime vie chère 2013 a été payée, quel coût pourrait avoir une obligation de l'étendre aux agents non bruxellois qui obtiendraient gain de cause devant les Tribunaux? Pour 2013, la prime vie chère a-t-elle été payée et le subside régional qui la finance a-t-il été reçu? Quant est-il pour cette année?"*

Het College geeft volgend antwoord:



*"Ter informatie, deze vraag, te laat gesteld om als extra punt op de dagorde van de Gemeenteraad van de maand januari 2014 te plaatsen, werd in aanmerking genomen als schriftelijke vraag. Een schriftelijk antwoord werd op vrijdag 14 februari 2014 verzonden naar alle gemeenteraadsleden.*

*Betreffende de levensduurtepremie is er geen beroep aangetekend tegen de beslissing van de Gemeenteraad voor de toekenning van deze premie. Anderzijds werden de regionale besluiten die de gemeentelijke premies subsidiëren en de gemeentelijke OCMW's niet onmiddellijk aangevochten. Momenteel is een bezwaar bij de Raad van State onmogelijk aangezien de periode om dergelijk bezwaar in te dienen, verstreken is. De premie voor het jaar 2013 werd uitbetaald aan alle gemeenteambtenaren voor het ganse jaar 2013. Het gewest heeft een voorschot aan de gemeente gestort op datum van 12/09/2013, die het gesubsidieerde deel dekt. De premie voor het jaar 2014 wordt maandelijks gestort."*

---

**20.02.2014/A/014 Courriel du 13.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'impact de l'obligation de payer aux policiers des arriérés de pécule de vacances**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant l'impact de l'obligation de payer aux policiers des arriérés de pécule de vacances.

*"A la mi-décembre, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt qui a comme conséquence l'obligation de payer à tous les policiers, à partir de 2009, un pécule de vacances non pas de 65 % mais de 92 % du salaire (l'arrêté royal fixant le passage progressif de 65 à 921 % à partir de 2009 ayant été annulé). Quelles sont les conséquences budgétaires pour la commune? En clair, quelle somme devra payer la commune en sus de la dotation de police à la zone et comment les moyens budgétaires vont-ils être trouvés?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Pour information, cette question, arrivée en retard pour faire l'objet d'un point complémentaire à l'ordre du jour du conseil communal du mois de janvier avait été considérée comme une question écrite. Un courrier de réponse a été adressé à tous les conseillers communaux le vendredi 14 février 2014.*

*Concernant l'impact de l'obligation de payer aux policiers des arriérés de péculs de vacances, pour la zone de police, l'exécution de l'Arrêt du Conseil d'Etat du 19/12/2013 implique qu'elle devrait payer un montant de €634.431,44 (2009 : €173.956,60 & 2010 : €460.474,84) aux membres du personnel concernés. Actuellement, des contacts sont établis avec le Gouvernement fédéral pour solliciter son intervention.*

*Par contre, suivant les nouvelles prévisions du bureau du plan (07/01/2014), il n'y aurait pas de saut d'index en 2014, ce qui se traduit dans une différence positive de €432.848,22 par rapport au projet de budget 2014 retenu par le Collège de police lors de sa séance du 19 décembre 2013.*

*L'exécution de l'Arrêt du Conseil d'Etat du 19/12/2013 aura donc pour effet une augmentation des dotations communales de 0,46% par rapport au projet de budget 2014."*

---

**E-mail van 13.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de impact van de verplichting om aan de politieagenten achterstallig vakantiegeld te betalen**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de impact van de verplichting om aan de politieagenten achterstallig vakantiegeld te betalen.

*"A la mi-décembre, le Conseil d'Etat a rendu un arrêt qui a comme conséquence l'obligation de payer à tous les policiers, à partir de 2009, un pécule de vacances non pas de 65 % mais de 92 % du salaire (l'arrêté royal fixant le passage progressif de 65 à 92 % à partir de 2009 ayant été annulé). Quelles sont les conséquences budgétaires pour la commune? En clair, quelle somme devra payer la commune en sus de la dotation de police à la zone et comment les moyens budgétaires vont-ils être trouvés?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Ter informatie: deze vraag werd te laat ingediend om als extra punt op de agenda van de gemeenteraad van de maand januari te worden geplaatst en werd derhalve als schriftelijke vraag behandeld. Op vrijdag 14 februari 2014 werd aan alle gemeenteraadsliden een schriftelijk antwoord gestuurd.*

*Wat betreft de impact van de verplichting tot uitbetaling van achterstallig vakantiegeld aan de politieagenten van de politiezone houdt de uitvoering van het arrest van de Raad van State van 19/12/2013 in dat er een bedrag van € 634.431,44 (2009: € 173.956,60 & 2010: € 460.474,84) zal moeten worden uitbetaald aan het betrokken personeel. Momenteel lopen er gesprekken met de federale regering over een eventuele tussenkomst.*

*Volgens de nieuwe vooruitzichten van het planbureau (07/01/2014) zou er in 2014 echter geen indexsprong komen, wat zich vertaalt in een positief verschil van € 432.848,22 ten opzichte van de ontwerpbegroting 2014 zoals die door het Politiecollege in zijn zitting van 19 december 2013 werd weerhouden.*

*De uitvoering van het arrest van de Raad van State van 19/12/2013 heeft dan ook een verhoging met 0,46% van de gemeentelijke dotaties ten opzichte van de ontwerpbegroting 2014 tot gevolg."*

---

**20.02.2014/A/015 Courriel du 14.02.2014 de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant la délégation à l'Agence Régionale de Stationnement**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Nicolas STASSEN, Conseiller communal, concernant la délégation à l'Agence Régionale de Stationnement.

*"Le personnel de l'Agence de stationnement n'est actuellement pas en place. La procédure de choix du directeur adjoint est d'ailleurs à peine relancée. La commune va donc déléguer une mission à une Agence plus virtuelle que réelle, faute, pour celle-ci d'avoir déjà engagé du personnel propre. Cette convention de délégation risque dès lors de ne pas être exécutée rapidement. Quelle est l'échéance réelle du début des contrôles sur le terrain par l'Agence et quelles sont les assurances qu'a reçue la commune de*

*l'entrée en vigueur effective des contrôles? Par ailleurs, outre ce problème de personnel, se pose la question de l'entrée en vigueur du règlement redevance voté en décembre. Depuis quand a-t-il été affiché et à partir de quand entrera-t-il en vigueur?"*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Concernant le personnel de l'Agence régionale du stationnement, si deux personnes ont été engagées en 2011, l'équipe compte aujourd'hui 6 personnes. Le directeur général de l'Agence, est entré en fonction depuis le 1er janvier 2014. La procédure d'engagement du directeur adjoint est en cours ainsi que celles d'autres collaborateurs.*

*Depuis le 1er janvier 2014, l'Agence régionale du stationnement se charge du contrôle du stationnement de la zone bleue de Berchem-Sainte-Agathe. Mais n'ayant pas encore engagé de stewards, l'Agence régionale a signé un contrat avec une société privée pour que le contrôle soit effectué par leurs soins à partir du 01.01.14 et ce, jusqu'au 31.03.14.*

*Après le 31.03.14, si l'Agence n'est toujours pas en mesure d'effectuer elle-même cette mission, elle devra à nouveau faire appel aux services d'un opérateur privé.*

*En pratique:*

- *La société privée contrôle effectivement pour le compte de l'Agence l'ensemble du périmètre de la zone bleue depuis le 06.01.14.*
- *Le nouveau formulaire de demande de carte de dérogation, est disponible depuis le 09 janvier 2014 aux guichets de l'Administration communale et tous les riverains possédant une carte riverains en 2013, ont reçu un courrier personnalisé dans le courant de la semaine du 13 janvier 2014 les avertissant des nouvelles modalités d'obtention de cartes, tel que stipulé dans le règlement redevance, voté au Conseil Communal du 19.12.13.*
- *Les cartes riverains octroyées en 2013, resteront valables jusqu'au 15.02.14.*

*Le règlement redevance approuvé par le Conseil communal du 19.12.13, a été affiché le 20.12.13. Il est également consultable sur le site internet de la commune. Ce règlement est entré en vigueur le 01.01.14."*

---

**E-mail van 14.02.2014 van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de delegatie aan het Gewestelijk Parkeeragentschap**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Nicolas STASSEN, Gemeenteraadslid, betreffende de delegatie aan het Gewestelijk Parkeeragentschap.

*"Le personnel de l'Agence de stationnement n'est actuellement pas en place. La procédure de choix du directeur adjoint est d'ailleurs à peine relancée. La commune va donc déléguer une mission à une Agence plus virtuelle que réelle, faute, pour celle-ci d'avoir déjà engagé du personnel propre. Cette convention de délégation risque dès lors de ne pas être exécutée rapidement. Quelle est l'échéance réelle du début des contrôles sur le terrain par l'Agence et quelles sont les assurances qu'a reçue la commune de l'entrée en vigueur effective des contrôles? Par ailleurs, outre ce problème de personnel, se pose la question de l'entrée en vigueur du règlement redevance voté en décembre. Depuis quand a-t-il été affiché et à partir de quand entrera-t-il en vigueur?"*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Wat betreft het personeel van het Regionaal Parkeeragentschap, gezien 2 personen werden aangeworven in 2011 telt het team vandaag 6 personen. De algemeen directeur van het Agentschap is in dienst getreden op 1 januari 2014. De aanwervingsprocedure van de Adjunkt-Directeur is lopende, evenals die van de andere medewerkers. Sinds 1 januari 2014, is het regionaal Parkeeragentschap belast met het controleren van het parkeren in de blauwe zone in Sint-Agatha-Berchem.*

*Aangezien er nog geen stewards zijn aangeworven, heeft het regionaal Agentschap een contract getekend met een privé firma opdat de controles zouden uitgevoerd worden tussen 1 januari 2014 en 31 maart 2014.*

*Indien het Agentschap na 31 maart 2014 deze opdracht nog steeds niet zelf kan uitvoeren, zal zij opnieuw beroep moeten doen op de diensten van een privé firma.*

*In de praktijk:*

- *De privé firma controleert effectief in opdracht van het Agentschap de volledige blauwe zone sinds 6 januari 2014.*
- *Het nieuwe formulier voor de aanvraag van een afwijkingskaart is sinds 9 januari 2014 beschikbaar aan de loketten van het Gemeentebestuur. Alle inwoners die over een kaart beschikten in 2013, hebben een persoonlijk schrijven ontvangen in de week van 13 januari 2014, hen op de hoogte brengend over de nieuwe omstandigheden voor het verkrijgen van deze kaart, zoals vermeld in het belastingsreglement en goedgekeurd in de Gemeenteraad van 19/12/2013.*
- *De inwonerskaarten verkregen in 2013, blijven geldig tot 15 februari 2014.*

*Dit belastingsreglement, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 19/12/2013, is bekend gemaakt op 20/12/2013. Deze is eveneens te consulteren op de internet site van de gemeente. Dit reglement is in werking getreden op 01/01/2014."*

---

20.02.2014/A/016 **Courriel du 14.02.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant le plan d'urgence de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant le plan d'urgence de la Commune de Berchem-Sainte-Agathe.

*"Nous lisons dans La Capitale le 25 janvier que 5 communes n'ont pas encore finalisé les modifications à apporter à leur plan catastrophe selon un arrêté de 2006. Selon cet arrêté toutes les communes doivent adapter leur plan catastrophe afin de l'étendre à un plan d'urgence et d'intervention.*

***Berchem-Sainte-Agathe fait malheureusement partie des lanternes rouges de notre région sur cette matière.***

*En annonçant que vous « espérez terminer votre plan d'urgence endéans l'année » vous placez notre commune, M. le Bourgmestre, comme dernière à finaliser son PGUI parmi les 5 retardaires.*

***Pour rappel:***

*En cas de catastrophe, les services d'urgence doivent se déployer le plus vite possible. Il en va de la vie des citoyens. Il est dès lors important que la collaboration et la communication entre les différents intervenants s'organisent le mieux possible. C'est dans ce but que la commune doit élaborer un plan général d'urgence et d'intervention (PGUI). Ce PGUI contient les lignes directrices du mode d'organisation et de coordination des services et des instances impliquées dans la lutte contre les catastrophes et les accidents majeurs.*

*En cas d'urgence, la commune ouvre un centre de crise et assure un Poste de commandement Opérationnel (PC-OPS).*

*Les entreprises qui manipulent des produits dangereux (inflammables, toxiques, explosifs...) relèvent de la législation sur l'environnement et sont soumises à des permis et à des contrôles.*

*Le risque peut aussi venir du transport de matières dangereuses par voie terrestre, ferroviaire ou fluviale. C'est pourquoi ce transport est soumis à de strictes mesures de sécurité et de contrôle.*

*Lors de grands rassemblements de foule, un incident peut provoquer un mouvement de panique lequel peut très vite dégénérer. C'est pourquoi, lors de chaque événement de ce genre, une réunion de coordination est organisée au cours de laquelle tant la sécurité du public, que l'accessibilité des lieux aux services de secours sont évaluées.*

*Le PGUI doit en outre être remis à jour annuellement.*

*Pourtant:*

***Berchem-sainte-Agathe n'est pas à l'abri de catastrophes. J'en veux pour preuve l'explosion à la Cité Moderne de Hunderenveld en 1994 ayant provoqué 6 morts et l'évacuation d'une centaine de personnes.***

*Nous avons plusieurs entreprises sur notre territoire et 3 accès au ring autoroutier engendrant certainement des activités et transports potentiellement dangereux.*

*Ainsi donc:*

*Il est donc excessivement important que notre commune soit dotée d'un plan d'urgence et d'intervention afin de parer à tout risque de catastrophe sur Berchem-sainte-Agathe.*

*Nous sommes relativement inquiets sur l'état actuel de ce dossier.*

***Pouvez vous exposer au Conseil communal le plan catastrophe actuel (contenu et dates), les modifications survenues entretemps sur notre territoire (entreprises, charoi..), l'état actuel de l'élaboration du PGIU en cours d'élaboration et le planning pour son achèvement et son approbation par le Gouverneur?"***

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Le Plan Général d'Urgence et d'Intervention communal a déjà été approuvé en 2010 par les services du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Les processus d'intervention inter-discipline sont déjà établis et fonctionnels pour la Commune. A l'heure actuelle, ce plan doit être actualisé en termes de procédures, d'analyse des risques (ce travail est en cours actuellement et fera l'objet de la prochaine cellule de sécurité) sur le territoire, de planification d'exercices et de rappel des volontaires communaux.*

*Sur Berchem-Sainte-Agathe, le plan d'urgence a déjà été déployé par deux fois, le Bourgmestre président personnellement les opérations dès le début tel que prévu dans les procédures.*



1. L'incident du home Adagio a montré que l'organisation des secours s'est parfaitement déroulée grâce à une bonne coordination des disciplines sur le terrain. La proximité des locaux de valides mis à notre disposition n'a pas nécessité l'ouverture de la maison communale pour la mise en place d'un centre de coordination stratégique (centre de crise). Par ailleurs, le CPAS a pu déployer avec succès le volet psycho-social (D2) sur le terrain dans son aspect relogement des sinistrés.
2. Lors de l'incendie déclaré dans un appartement du Parc Jean Monet, les secours se sont aussi organisés parfaitement.

En cas de déploiement du plan d'urgence, 5 disciplines, ayant chacune leur plan mono-disciplinaire propre, sont impliquées : le service d'incendie (D1), les services de secours médicaux (D2), la police (D3), la protection civile, l'armée et tout autre appui logistique d'ordre public ou d'ordre privé (D4) et l'information à la population (D5). Seule la discipline 5 est du ressort exclusif de l'administration communale ainsi que la discipline 2 – le plan PIPS local dont la charge a été dévolue au CPAS. Pour l'organisation de l'accueil des victimes, la Commune dispose de 7 centres d'accueil opérationnels sur la Commune.

Le rôle de la Commune est d'assurer la coordination stratégique des secours en mettant des locaux à disposition (centre de coordination stratégique), de fournir la logistique nécessaire à la bonne coordination de toutes ses disciplines, d'organiser l'information à la population (plan D5) et de fournir une aide psycho-médicale de première ligne aux victimes.

Au sujet de l'actualisation de ce plan, en décembre 2013, une cellule de sécurité (obligation légale) regroupant les responsables de chaque discipline s'est tenue pour présenter l'état des travaux en cours concernant l'actualisation du plan d'urgence.

Le programme de la mise à jour du PGUI communal, les désignations des personnes en charge pour la commune (responsable PGUI, D5, D2-PIPS local), les formations pour les volontaires des différentes parties du PGUI au sein de nos administrations ainsi que la procédure d'appel d'urgence de la Commune par les services de secours ont été annoncés officiellement. Aucune remarque n'a été relevée.

Concernant l'inventaire des risques pour la commune de Berchem-Sainte-Agathe, une première version est déjà présente dans le PGUI. Cet inventaire fera l'objet d'une prochaine cellule de sécurité. Notons également que les plans grand-froid, canicule et pics de pollution sont déjà validés et mis en œuvre.


Concernant le planning, le PGUI sera présenté pour approbation et remarques éventuelles au gouverneur au mois de septembre pour un passage au conseil communal en décembre 2014.

Pour terminer, selon les statistiques du bureau du Gouverneur reçu fin janvier 2014, sur les 19 communes, 10 plans ont été approuvés en date du 30/07/2013, 5 plans, dont la commune de Berchem-Sainte-Agathe, sont en voie de finalisation et 4 sont en cours d'élaboration."

---

**E-mail van 14.02.2014 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende het noodplan van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende het noodplan van de Gemeente Sint-Agatha-Berchem.



"Nous lisons dans *La Capitale* le 25 janvier que 5 communes n'ont pas encore finalisé les modifications à apporter à leur plan catastrophe selon un arrêté de 2006. Selon cet arrêté toutes les communes doivent adapter leur plan catastrophe afin de l'étendre à un plan d'urgence et d'intervention.

**Berchem-Sainte-Agathe fait malheureusement partie des lanternes rouges de notre région sur cette matière.**

En annonçant que vous « espérez terminer votre plan d'urgence endéans l'année » vous placez notre commune, M. le Bourgmestre, comme dernière à finaliser son PGUI parmi les 5 retardaires.

**Pour rappel:**

En cas de catastrophe, les services d'urgence doivent se déployer le plus vite possible. Il en va de la vie des citoyens. Il est dès lors important que la collaboration et la communication entre les différents intervenants s'organisent le mieux possible. C'est dans ce but que la commune doit élaborer un plan général d'urgence et d'intervention (PGUI). Ce PGUI contient les lignes directrices du mode d'organisation et de coordination des services et des instances impliquées dans la lutte contre les catastrophes et les accidents majeurs.

En cas d'urgence, la commune ouvre un centre de crise et assure un Poste de commandement Opérationnel (PC-OPS).

Les entreprises qui manipulent des produits dangereux (inflammables, toxiques, explosifs...) relèvent de la législation sur l'environnement et sont soumises à des permis et à des contrôles.

Le risque peut aussi venir du transport de matières dangereuses par voie terrestre, ferroviaire ou fluviale. C'est pourquoi ce transport est soumis à de strictes mesures de sécurité et de contrôle.

Lors de grands rassemblements de foule, un incident peut provoquer un mouvement de panique lequel peut très vite dégénérer. C'est pourquoi, lors de chaque événement de ce genre, une réunion de coordination est organisée au cours de laquelle tant la sécurité du public, que l'accessibilité des lieux aux services de secours sont évaluées.

Le PGUI doit en outre être remis à jour annuellement.

Pourtant:

**Berchem-sainte-Agathe n'est pas à l'abri de catastrophes. J'en veux pour preuve l'explosion à la Cité Moderne de Hunderenveld en 1994 ayant provoqué 6 morts et l'évacuation d'une centaine de personnes.**

Nous avons plusieurs entreprises sur notre territoire et 3 accès au ring autoroutier engendrant certainement des activités et transports potentiellement dangereux.

Ainsi donc:

Il est donc excessivement important que notre commune soit dotée d'un plan d'urgence et d'intervention afin de parer à tout risque de catastrophe sur Berchem-sainte-Agathe.

Nous sommes relativement inquiets sur l'état actuel de ce dossier.

**Pouvez vous exposer au Conseil communal le plan catastrophe actuel (contenu et dates), les modifications survenues entretemps sur notre territoire (entreprises, charoi..), l'état actuel de l'élaboration du PGUI en cours d'élaboration et le planning pour son achèvement et son approbation par le Gouverneur?"**

Het College geeft volgend antwoord:

"Het gemeentelijk nood- en interventieplan werd reeds goedgekeurd in 2010 door de diensten van de Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De interdisciplinaire interventieprocedures zijn reeds opgemaakt en functioneel voor de Gemeente. Vandaag moet het plan geactualiseerd worden in termen van procedures, risicoanalyses (dit werk wordt momenteel uitgevoerd en zal het onderwerp zijn van de volgende veiligheidskern) op het terrein, het plannen van oefeningen en het weer oproepen van gemeentelijke vrijwilligers.

In Sint-Agatha-Berchem is het noodplan reeds 2 keer afgekondigd en heeft de Burgemeester persoonlijk de operatie van in het begin voorgezeten, zoals voorzien in de procedures.

1. Het incident in het tehuis Adagio heeft aangetoond dat de hulporganisatie perfect is verlopen dankzij een goede coördinatie van de disciplines op het terrein. Het voorhanden zijn van de lokalen bij Valida, te onzer beschikking gesteld, heeft het onnodig gemaakt het Gemeentehuis te gebruiken als strategisch coördinatiecentrum (crisiscentrum). Daarentegen heeft het OCMW met succes het psycho-sociaal element kunnen aanwenden (D2) op het terrein in haar aspect van de herhuisvesting van de slachtoffers.
2. De hulpdiensten hebben zich tijdens het aangegeven incident in een appartement van het Park Jean Monnet eveneens perfect georganiseerd.

In geval van het afkondigen van het noodplan zijn er 5 disciplines betrokken, elk met hun eigen mono-disciplinair plan: de brandweer (D1), de dringende medische diensten (D2), de politie (D3), de civiele bescherming, het leger en elke andere logistieke ondersteuning van de openbare orde of van een privé-karakter (D4) en de informatie aan de bevolking (D5). Enkel de discipline 5 is de exclusieve bevoegdheid van de gemeentelijke administratie, evenals discipline 2 – het lokaal medisch interventieplan MIP is overgedragen aan het OCMW. Voor de organisatie van de opvang van de slachtoffers beschikt de Gemeente over 7 operationele opvangcentra in de Gemeente. De rol van de Gemeente is de strategische coördinatie van de hulpmiddelen te verzekeren, door lokalen ter beschikking te stellen (strategisch coördinatiecentrum), de nodige logistieken te leveren voor de goede coördinatie van alle disciplines, de informatie naar de bevolking te verzorgen (plan D5) en in eerste lijn psycho-medische hulp te voorzien voor de slachtoffers.

Aangaande de actualisering van dit plan, in december 2013 is er een veiligheidscel (wettelijk verplicht) bijeengeroepen, bestaande uit alle verantwoordelijken van elke discipline, om de stand van de huidige werken betreffende de actualisering van het noodplan, voor te stellen.

Het programma van de update van het gemeentelijk nood- en interventieplan (GNIP), de aanstellingen van de verantwoordelijken van de gemeente (verantwoordelijke gemeentelijk GNIP, D5, D2 – PIPS lokaal), de opleidingen van de vrijwilligers van de verschillende delen van de GNIP binnen onze administratie, evenals de noodoproepen procedure van de Gemeente door de hulpdiensten, zijn officieel aangekondigd. Er werden geen opmerkingen genoteerd.

Wat betreft de risico inventaris voor de gemeente Sint-Agatha-Berchem, een eerste versie werd al voorgesteld aan het GNIP. Deze inventaris zal het onderwerp worden voor de volgende veiligheidscel. Noteer eveneens dat de plannen grote-koude, hitte en

verontreinigingspieken reeds goedgekeurd zijn en worden geïmplementeerd.  
Wat betreft de planning, zal het GNIP ter goedkeuring en voor eventuele opmerkingen voorgesteld worden aan de Gouverneur in de maand september, voor de voorlegging aan de Gemeenteraad in december 2014.  
Om af te sluiten, volgens de statistieken van het bureau van de Gouverneur verkregen eind januari 2014, zijn er op de 19 gemeenten, 10 plannen goedgekeurd op datum van 30/07/2013, wordt er aan 5 plannen, waarvan de gemeente Sint-Agatha-Berchem, de laatste hand gelegd en 4 plannen zijn nog in uitwerking."

20.02.2014/A/017 Courriel du 14.02.2014 de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant les propriétés communales

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Madame Valérie LAMBOT, Conseillère communale, concernant les propriétés communales.

"Face à une propriété communale en attente de projet de destination définitive et de travaux de rénovation, le CBE d'Anderlecht a fait le choix de lancer un appel à projets auprès des AIS pour une occupation temporaire de 2 ans.

Il s'agit d'une bonne initiative, qui vise à limiter l'innoculation d'une propriété communale, elle-même source de dégradations potentielles, et à accroître l'offre de logement public social ou assimilé, ce qui est d'intérêt public.

Lorsqu'il s'agit d'un terrain, la commune peut aussi faire le choix dans le même double objectif de soutenir un projet participatif ou créant du lien social.

En suite de cette réflexion, je souhaite être éclairée sur les points suivants:

1. Je souhaite obtenir le relevé de l'ensemble des propriétés communales ou assimilées (Commune, CPAS etc..) sur notre commune en ce compris les immeubles mais aussi les terrains. Cette liste sera donc plus longue que celle des biens communaux mis en location annexée au rapport au CC du budget 2014.
2. Un contrat d'occupation temporaire à des tiers a-t'il déjà été consenti ? Si oui, à qui, dans quel but et selon quelle procédure (courrier, convention, passage au CBE, passage au CC)?
3. Sur ces propriétés communales ou assimilées (Commune, CPAS etc..) y a-t'il un projet d'occupation temporaire prévu pour 2014?
4. En novembre 2013, j'interpellais le Collège sur l'état du dossier de la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale à Berchem-sainte-Agathe. Pouvez vous nous informer de l'avancement du travail entrepris pour la création d'une AIS et/ou des contacts entrepris avec les AIS pour un partenariat sur Berchem-sainte-Agathe."

Le Collège donne la réponse suivante:

"Concernant le relevé de de l'ensemble des propriétés communales ou assimilées (Commune, CPAS etc..) sur notre commune, en ce compris les immeubles mais aussi des terrains, vous trouverez en pièces jointes le listing cadastral des propriétés communales. Concernant les contrats d'occupation temporaire à des tiers, plusieurs conventions de différents types existent:

1. Un bail emphytéotique de 70 ans, a été conclu en date du 19.05.2005 avec la

*Société Sorelo, sur les terrains communaux sis Rue des Soldats en vue de la construction de 31 logements sociaux et 18 emplacements de stationnement. Cette procédure a fait comme l'objet d'approbations par le Conseil communal et par les autorités de tutelles.*

- 2. La maison sise 7, Place de l'Eglise a, dans l'attente de sa rénovation, été mise à disposition d'une famille. Le permis d'urbanisme déposé en septembre 2013 auprès des services régionaux est à ce jour toujours en attente. Le dossier suit son cours.*
- 3. L'immeuble sis 145, Rue des Fleuristes a été mis sur base de conventions temporaires à dispositions de diverses associations culturelles francophones et néerlandophone dans l'attente de la démolition de l'immeuble dès que l'achat du 143 en souffrance depuis 12ans sera clôturé.*
- 4. La Maison du Brasseur et le Fenil ont été mis à disposition du CCFB « Le Fourquet » par le biais d'une convention-cadre et le 13, Place de l'Eglise (Viool) a été mis à disposition par le biais d'un bail locatif à titre gratuit dans le cadre du retard pris par les travaux de rénovation de l'ancienne brasserie.*
- 5. La commune a acquis avec subsides régionaux un terrain et un immeuble au 78, Rue des Soldats en vue de l'établissement d'une crèche. Par décision du Conseil communal du 26.05.2011, ce bien a été cédé en emphytéose pour une période de 40ans à la « CTO 'T Breugelkind » pour la réalisation et l'exploitation d'une crèche de 36 lits.*
- 6. Un bail emphytéotique a été conclu en 1991 avec l'IBGE sur décision du Conseil communal, pour une durée de 99 ans, pour l'aménagement et la gestion du bois du Wilder.*
- 7. Un bail emphytéotique a été conclu en 2007 avec l'IBGE sur décision du Conseil communal, pour une durée de 27 ans, pour l'aménagement et la gestion de la promenade verte entre la rue de Dilbeek et la Drève des Maricolles.*
- 8. La commune met à la disposition temporaire différents potagers et vergers, sur le territoire communal. La convention-type pour ce genre de mise à disposition a été arrêtée par la Conseil communal.*

*Concernant un éventuel projet d'occupation temporaire sur propriétés communales ou assimilées en 2014, un bail emphytéotique devrait effectivement être conclu en 2014 avec l'IBGE sur décision du Conseil communal du 25.11.2010, pour une durée de 50ans, pour l'aménagement et la gestion de la promenade verte entre l'Avenue du Roi Albert et la rue de Dilbeek.*

*Concernant l'état du dossier de la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale à Berchem-Sainte-Agathe, la cellule logement du CPAS effectue pour l'instant une étude exploratoire tant au plan du cadre juridique qu'au plan de la faisabilité sur base notamment des expériences menées au Nord-ouest de Bruxelles (dans les communes de Molenbeek et de Jette)*

*La gestionnaire de la Cellule logement participe à ce sujet à des journées d'étude sur la thématique et poursuit des contacts avec la Fédération des Agences Immobilières Sociales et avec l'Agence Immobilière Sociale de Molenbeek pour examiner la possibilité d'un partenariat.*

*Les difficultés à mettre en place un tel dispositif est le niveau minimum de logement qu'il faut avoir à disposition (tant en propriété propre du PO constituant qu'en sous traitement ainsi que le montant de la dotation en subside absolument nécessaire pour équilibrer ce type de dispositif (par dotation communale). Les investigations suivent leur*

cours."

**E-mail van 14.02.2014 van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid,  
betreffende de gemeentelijke eigendommen**

De Gemeenteraad neemt kennis van de interpellatie van Mevrouw Valérie LAMBOT, Gemeenteraadslid, betreffende de gemeentelijke eigendommen.

*"Face à une propriété communale en attente de projet de destination définitive et de travaux de rénovation, le CBE d' Anderlecht a fait le choix de lancer un appel à projets auprès des AIS pour une occupation temporaire de 2 ans.*

*Il s'agit d'une bonne initiative, qui vise à limiter l'innoculation d'une propriété communale, elle-même source de dégradations potentielles, et à accroître l'offre de logement public social ou assimilé, ce qui est d'intérêt public.*

*Lorsqu'il s'agit d'un terrain, la commune peut aussi faire le choix dans le même double objectif de soutenir un projet participatif ou créant du lien social.*

*En suite de cette réflexion, je souhaite être éclairée sur les points suivants:*

- 1. Je souhaite obtenir le relevé de l'ensemble des propriétés communales ou assimilées (Commune, CPAS etc..) sur notre commune en ce compris les immeubles mais aussi les terrains. Cette liste sera donc plus longue que celle des biens communaux mis en location annexée au rapport au CC du budget 2014.*
- 2. Un contrat d'occupation temporaire à des tiers a t'il déjà été consenti ? Si oui, à qui, dans quel but et selon quelle procédure (courrier, convention, passage au CBE, passage au CC)?*
- 3. Sur ces propriétés communales ou assimilées (Commune, CPAS etc..) y a t'il un projet d'occupation temporaire prévu pour 2014?*
- 4. En novembre 2013, j'interpellais le Collège sur l'état du dossier de la mise en place d'une Agence Immobilière Sociale à Berchem-sainte-Agathe. Pouvez vous nous informer de l'avancement du travail entrepris pour la création d'une AIS et/ou des contacts entrepris avec les AIS pour un partenariat sur Berchem-sainte-Agathe.*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Wat betreft het overzicht van het geheel van de gemeentelijke eigendommen of gelijkgestelde eigendommen (Gemeente, OCMW, etc.) in onze gemeente, met inbegrip van de gebouwen en de terreinen, vindt u in bijlage de kadastrale lijst van de gemeentelijke eigendommen.*

*Wat betreft de tijdelijke bewoning door derden bestaan er verschillende soorten van overeenkomsten:*

- 1. Op 19.05.2005 werd er voor de gemeentelijke terreinen aan de Soldatenstraat met de vennootschap Sorelo een erfpachtovereenkomst voor 70 jaar afgesloten met het oog op de bouw van 31 sociale woningen en 18 parkeerplaatsen. Deze procedure werd door de gemeenteraad en door de toezichthoudende overheden goedgekeurd.*
- 2. De woning aan Kerkplein 7 werd in afwachting van zijn renovatie aan een gezin ter beschikking gesteld. De bouwvergunning werd in september 2013 bij de gewestelijke diensten ingediend en is nog steeds in behandeling. Het dossier is dan*

ook nog steeds hangende.

3. Op basis van tijdelijke overeenkomsten werd het gebouw aan de Bloemkwekersstraat 145, in afwachting van de sloop, ter beschikking gesteld van diverse Franstalige en Nederlandstalige culturele verenigingen. Zodra de aankoopprocedure (loopt intussen al 12 jaar) voor het nummer 143 rond is, worden beide panden gesloopt.
4. Het 'brouwershuis' en 'le Fenil' werden via een raamovereenkomst aan de Franstalige culturele vereniging CCFB (Centre culturel francophone berchemois) 'Le Fourquet' ter beschikking gesteld. Het huis aan Kerkplein 13 (De Viool) werd, in het licht van de opgelopen vertraging van de renovatiewerken aan de voormalige brouwerij, eveneens via een gratis huurovereenkomst ter beschikking gesteld.
5. De gemeente heeft, met gewestsubsidies, een terrein en een gebouw aan de Soldatenstraat 78 verworven voor de oprichting van een kinderdagverblijf. Bij besluit van de Gemeenteraad van 26.05.2011 werd dit gebouw voor een periode van 40 jaar via erfpacht overgedragen aan "CTO 'T Breugelkind" voor de inrichting en uitbating van een kinderdagverblijf met 36 bedden.
6. Bij beslissing van de Gemeenteraad werd er in 1991 met het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) een erfpachtovereenkomst gesloten voor een periode van 99 jaar voor de inrichting en het beheer van het Wilderbos.
7. Bij beslissing van de Gemeenteraad werd er in 2007 met het BIM een erfpachtovereenkomst gesloten voor een periode van 27 jaar voor de inrichting en het beheer van de Groene wandeling tussen de Dilbeekstraat en de Maricollendreef.
8. De gemeente stelt op haar grondgebied verschillende groentetuinen en boomgaarden tijdelijk ter beschikking. De type-overeenkomst voor dit soort van terbeschikkingstelling werd door de Gemeenteraad vastgelegd.

Wat betreft een tijdelijk gebruiksproject van gemeentelijke eigendommen of gelijkgestelde eigendommen in 2014. Volgens het besluit van de Gemeenteraad van 25.11.2010 zou de gemeente inderdaad in 2014 een erfpachtovereenkomst moeten sluiten met het BIM voor een periode van 50 jaar voor de inrichting en het beheer van de Groene wandeling tussen de Koning Albertlaan en de Dilbeekstraat.

Wat betreft het dossier rond de oprichting van een Sociaal Verhuurkantoor in Sint-Agatha-Berchem. De cel huisvesting van het OCMW voert momenteel een verkennende studie uit zowel wat betreft het wettelijke kader als wat betreft de haalbaarheid, op basis van ervaringen in het Noordwesten van Brussel (in de gemeenten Molenbeek en Jette). De beheerder van de cel huisvesting neemt ter zake deel aan studiedagen en onderhoudt nauwe contacten met de Federatie van de Sociale Verhuurkantoren van het Brusselse gewest en het Sociaal Verhuurkantoor van Molenbeek om de mogelijkheden van een eventuele samenwerking te onderzoeken.

Het probleem bij de uitvoering van een dergelijke voorziening vormt het minimale aantal woningen waarover men moet kunnen beschikken (zowel in volle eigendom van de inrichtende macht als in onderaanneming), evenals de grootte van de middelen die absoluut nodig zijn om dit soort van voorziening in evenwicht te brengen en te houden (via een gemeentelijke subsidie). Het onderzoek loopt."

**concernant l'annonce de mise en vente du bâtiment de bpost, situé Avenue Josse Goffin n° 12 à Berchem-Sainte-Agathe**

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de

*"L'annonce de mise en vente du bâtiment de Bpost situé sur l'avenue Josse Goffin, à proximité de la place Dr. Schweitzer, a suscité une grande inquiétude parmi les Berchemois. Le fait que Bpost n'ait pas pris la peine d'avertir autorités communales y est pour beaucoup. Il a été fait mention dans la presse d'un courrier envoyé par les autorités communales à Bpost.*

*Il est également annoncé que Bpost a conditionné la vente du bâtiment à la location du rez-de-chaussée par celle-ci. Nous pouvons peut-être envisager l'avenir sereinement mais il est tout de même préférable d'obtenir des garanties dans le temps.*

- *Pourriez-vous nous dire si vous avez reçu un retour à ce courrier et qu'elle en est la nature ?*

- *Bpost a-t-il donné des garanties dans le temps du maintien du bureau de poste ?*

*Si ce n'est le cas, je suggère que les autorités communales engagent un dialogue le plus rapidement avec Bpost afin d'obtenir ces garanties.*

*J'ai été à l'initiative d'une pétition sur internet qui en quelques jours, et sans tapage, a recueilli une centaine de signatures.*

*[http://www.petitions24.net/maintenons le bureau de poste a berchem-sainte-agathe](http://www.petitions24.net/maintenons_le_bureau_de_poste_a_berchem-sainte-agathe)  
Il est nécessaire de clarifier la situation. Il s'agit du dernier point de vente et de service postal à Berchem, des services essentiels à la population. Nous demandons donc que tous les efforts soient engagés afin d'obtenir des garanties dans temps du maintien de ce bureau situé à un endroit accessible pour tous à Berchem-Sainte-Agathe."*

Le Collège donne la réponse suivante:

*"Suite à des interpellations de citoyens Berchemois concernant la possible disparition du dernier bureau de poste de la Commune, un courrier de l'Administration communale est parti en date du 24 janvier l'attention de l'Administrateur délégué de Bpost. Ce courrier demandait à Bpost de nous indiquer si cette mise en vente impliquerait la disparition de tout point de vente et de service à Berchem-Sainte-Agathe et si l'institution avait prévu une relocalisation des services de la poste à un autre endroit de la commune.*

*En date du 10 février, Bpost (par l'intermédiaire de leur expert en relations institutionnelles) nous confirmait par courrier le maintien de leur présence postale dans la commune, en sa localisation actuelle.*

*Pour Bpost, il s'agit d'une simple opération de Sale&Rent back qui n'affectera pas leurs services ni la qualité de ceux-ci aux usagers du bureau de poste. Le principe de la vente sera simultané avec la signature d'un bail commercial permettant à la poste de continuer à occuper le rez-de-chaussée du bâtiment."*

---

**E-mail van 14.02.2014 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de aankondiging van de verkoop van het gebouw van bpost, gelegen Josse Goffinlaan nr. 12 te Sint-Agatha-Berchem**



De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de aankondiging van de verkoop van het gebouw van bpost, gelegen Josse Goffinlaan nr. 12 te Sint-Agatha-Berchem.

*"L'annonce de mise en vente du bâtiment de Bpost situé sur l'avenue Josse Goffin, à proximité de la place Dr. Schweitzer, a suscité une grande inquiétude parmi les Berchemois. Le fait que Bpost n'ait pas pris la peine d'avertir autorités communales y est pour beaucoup. Il a été fait mention dans la presse d'un courrier envoyé par les autorités communales à Bpost.*

*Il est également annoncé que Bpost a conditionné la vente du bâtiment à la location du rez-de-chaussée par celle-ci. Nous pouvons peut-être envisager l'avenir sereinement mais il est tout de même préférable d'obtenir des garanties dans le temps.*

*- Pourriez-vous nous dire si vous avez reçu un retour à ce courrier et qu'elle en est la nature ?*

*- Bpost a-t-il donné des garanties dans le temps du maintien du bureau de poste ? Si ce n'est le cas, je suggère que les autorités communales engagent un dialogue le plus rapidement avec Bpost afin d'obtenir ces garanties.*

*J'ai été à l'initiative d'une pétition sur internet qui en quelques jours, et sans tapage, a recueilli une centaine de signatures.*

*[http://www.petitions24.net/maintenons le bureau de poste a berchem-sainte-agathe](http://www.petitions24.net/maintenons-le-bureau-de-poste-a-berchem-sainte-agathe)  
Il est nécessaire de clarifier la situation. Il s'agit du dernier point de vente et de service postal à Berchem, des services essentiels à la population. Nous demandons donc que tous les efforts soient engagés afin d'obtenir des garanties dans temps du maintien de ce bureau situé à un endroit accessible pour tous à Berchem-Sainte-Agathe."*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Naar aanleiding van de interpellaties van de Berchemse inwoners aangaande de mogelijke verdwijning van het laatste postkantoor van de gemeente, is er een schrijven verstuurd aan de afgevaardigd bestuurder van Bpost op 24 januari 2014.*

*Met dit schrijven werd er aan Bpost gevraagd ons te laten weten of deze verkoop de verdwijning van elk verkoop- en dienstpunt in Sint-Agatha-Berchem betekent en of de instelling een verhuis van diensten naar een andere plaats in de gemeente heeft voorzien.*

*Op datum van 10 februari heeft BPost (via tussenkomst van hun expert in institutionele betrekkingen) ons per brief bevestigd dat zij op hun actuele locatie zullen blijven.*


*Voor Bpost gaat het enkel om een operatie « Sale&Rent back » die hun diensten, noch hun kwaliteit tegenover de gebruikers van het postkantoor zal aantasten.*

*Het principe van de verkoop loopt gelijk met die van een commercieel huurcontract, die aan de post toelaat de benedenverdieping te blijven gebruiken."*

---

20.02.2014/A/019 Courriel du 14.02.2014 de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant les invendus alimentaires

Le Conseil communal prend connaissance du courriel de Monsieur Yonnec POLET, Conseiller communal, concernant les invendus alimentaires.



"L'année dernière à cette même période, je déposais une proposition de motion concernant les invendus alimentaires.

Celle-ci proposait que Berchem-Sainte-Agathe, à l'instar d'autres communes, adopte le principe visant à ce que les supermarchés offrent systématiquement leurs invendus alimentaires non périmés à des organisations actives dans l'aide alimentaire, via le mécanisme d'octroi ou de renouvellement du permis d'environnement.

Après discussion une motion a été adoptée en Conseil communal soulignant la que la démarche des supermarchés devrait être volontaire, sous forme de don. Il était également prévu qu'une évaluation serait effectuée un an plus tard. J'ai donc une série de question :

- Peut-on s'estimer satisfait du résultat en terme de dons reçus et de leur fréquence ?
- Combien de supermarchés et lesquels ont décidé de faire des dons ?
- Quelles démarches ont-été entreprises auprès des supermarchés ?
- L'épicerie sociale est-elle bénéficiaire de ces dons ?
- Quels sont les autres bénéficiaires ?

Les échos reçus jusqu'à présent sont très réservés sur les résultats. Je serai donc très intéressé d'avoir ces résultats et de savoir quelles mesures vous envisagez afin de rendre la démarche plus efficace."

Le Collège donne la réponse suivante:

"Pour rappel, en sa séance du 28 mars 2013, le Conseil communal, estimant qu'il serait plus productif d'encourager les dons que d'utiliser la contrainte par quelque mécanisme que ce soit, demandait au collège de prendre une initiative commune avec le CPAS pour rencontrer les responsables de la grande distribution alimentaire présent sur le territoire communal afin d'examiner les conditions de faisabilité, sur base volontaire, d'une redistribution des invendus alimentaires via la banque alimentaire et l'épicerie sociale du CPAS.

Lors de la mise en place du projet d'épicerie sociale, les supermarchés Berchemois ont été contactés par deux fois, d'abord par le CPAS ensuite par la Commune, afin de savoir s'il était possible de récolter leurs invendus pour les redistribuer via l'épicerie sociale, ceux-ci ont demandé à ce qu'une telle demande émane de leur direction centrale respective.

Un courrier a donc été rédigé dans ce sens à l'attention des directions générales de toutes les enseignes de grandes surfaces présentes sur la Commune. Nous attendons pour l'instant leur réponse. A ce sujet, la modification récente de la loi sur la TVA influencera les pratiques et favorisera les contacts à l'échelon local. Donner un invendu ne coutera plus rien aux enseignes de distribution.

Actuellement, l'épicerie sociale du CPAS fonctionne grâce aux partenariats avec des plus petits commerces ou des associations présents sur la Commune de Berchem-Sainte-Agathe et environs ainsi qu'avec les invendus de la Banque Alimentaire.

Notons également qu'une plateforme, dont le CPAS fait partie, est en train de se mettre en place avec tous les acteurs de l'aide alimentaire à Bruxelles, notamment pour l'approvisionnement des épiceries sociales existantes ou en cours de création. L'objectif est de développer des attitudes et des pratiques communes vis-à-vis des fournisseurs, distributeurs et des grands groupes agro-alimentaires.

Pour l'approvisionnement de son épicerie sociale, le CPAS bénéficie d'une convention

*avec l' asbl «Good to give», qui au plan national, collecte aussi des produits auprès des grands groupes alimentaires.*

*Nous poursuivrons dans tous les cas les contacts avec les directions générales de toutes ces chaînes de supermarchés afin d'aboutir à un résultat."*

---

**E-mail van 14.02.2014 van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de onverkochte etenswaren**

De Gemeenteraad neemt kennis van de e-mail van Mijnheer Yonnec POLET, Gemeenteraadslid, betreffende de onverkochte etenswaren.

*"L'année dernière à cette même période, je déposais une proposition de motion concernant les invendus alimentaires.*

*Celle-ci proposait que Berchem-Sainte-Agathe, à l'instar d'autres communes, adopte le principe visant à ce que les supermarchés offrent systématiquement leurs invendus alimentaires non périmés à des organisations actives dans l'aide alimentaire, via le mécanisme d'octroi ou de renouvellement du permis d'environnement.*

*Après discussion une motion a été adoptée en Conseil communal soulignant la que la démarche des supermarchés devrait être volontaire, sous forme de don. Il était également prévu qu'une évaluation serait effectuée un an plus tard. J'ai donc une série de question :*

- *Peut-on s'estimer satisfait du résultat en terme de dons reçus et de leur fréquence ?*
- *Combien de supermarchés et lesquels ont décidé de faire des dons ?*
- *Quelles démarches ont-été entreprises auprès des supermarchés ?*
- *L'épicerie sociale est-elle bénéficiaire de ces dons ?*
- *Quels sont les autres bénéficiaires ?*

*Les échos reçus jusqu'à présent sont très réservés sur les résultats. Je serai donc très intéressé d'avoir ces résultats et de savoir quelles mesures vous envisagez afin de rendre la démarche plus efficace."*

Het College geeft volgend antwoord:

*"Tijdens zijn zitting van 28 maart 2013 heeft de Gemeenteraad, ervan uitgaand dat het productiever zou zijn de donaties aan te moedigen dan dwang te gebruiken via welke manier dan ook, aan het College gevraagd de verantwoordelijken van de grote voedingsketens van de gemeente te ontmoeten, teneinde de mogelijke voorwaarden te onderzoeken van een herverdeling op vrijwillige basis van niet verkochte voedingswaren via de voedselbank en de sociale kruidenier van het OCMW.*

*Tijdens de opstart van de sociale kruidenier, zijn de Berchemse supermarkten tweemaal gecontacteerd, eerst door het OCMW en daarna door het Gemeentebestuur, teneinde te weten te komen of het mogelijk was hun onverkochte goederen in te zamelen om daarna te herverdelen via de sociale kruidenier. Deze hebben ons meegedeeld dat zulke vragen dienen gesteld te worden aan hun algemene respectievelijke directie.*

*Er is dus een brief in die zin opgemaakt ter attentie van de algemene directie van alle grote supermarkten in de Gemeente. Wij wachten op hun antwoord.*

*In dit verband zal de recente wijziging op de BTW wet de handelswijze beïnvloeden en de contacten op lokaal gebied vergemakkelijken. Een onverkocht goed geven zal dus niets*

*meer kosten aan de winkelketens.*

*Momenteel werkt de sociale kruidenier van het OCMW goed, dit dankzij zijn partnerschap met kleinere winkels of verenigingen in Sint-Agatha-Berchem, alsmede door de onverkochte voedingswaren van de Voedselbank.*

*Er wordt een platform opgericht, waarvan het OCMW deel uitmaakt, met alle belangrijke actoren van de voedingshulp in Brussel, met name de bevoorrading van de bestaande sociale kruideniers of deze in opmaak. De bedoeling is gemeenschappelijke houdingen en praktijken naar de leveranciers, verdelers en grote groepen agro-voeding, te ontwikkelen."*

*Voor de bevoorrading van zijn sociale kruidenier geniet het OCMW van de overeenkomst met de vzw « Good to give », die op nationaal niveau goederen verzamelt bij de grote voedingsgroepen.*

*Wij volgen alleszins de contacten met de algemene directies van alle warenhuisketens op om resultaten te behalen."*

Le Bourgmestre suspend la séance à 22h28. La séance reprend à 22h35.

De Burgemeester schorst de zitting om 22u28. De zitting herneemt om 22u35.